

Ce que soulève le mouvement insurrectionnel populaire en Tunisie

Mécanisme du mensonge postcolonial dans l'effondrement des économies postnationales : état d'urgence et « démocratie » pour redéfinir les limites de la possibilité de vivre pour les masses superflues. Ou mécanisme de normalisation identitaire : révolution du jasmin, féminisme institutionnel, féminisme religieux, suffrage universel, parti et multipartisme, néo-tradition et néo-culture, où de sexe, de race, de classe, sont interchangeable comme dispositifs de domination, pour le même confinement des masses superflues. Mécanisme qui partout sur la planète fait sa loi.

A Raphael, amicalement.

Il s'agit de faire le tableau d'une sourde oppression que toutes les sphères sociales exercent les unes sur les autres, d'une maussaderie générale mais inerte, d'une étroitesse d'esprit faite d'acceptation et de méconnaissance, le tout bien encadré par le système de gouvernement qui, vivant de la conservation de toutes les vilenies, n'est lui-même que la vilenie au gouvernement¹.

I- Voilà donc venu le temps des soldats d'élite et des équipes sélectionnées²

Le regard hors des frontières tunisiennes qui s'est posé sur la Tunisie y a vu des affrontements civilisationnels, essentialistes ou identitaires, avec le « jasmin » comme toile de fond, le prétendu tempérament doux et pacifique des Tunisiens. Ce regard appuie deux conceptions qui tiennent sur les faces d'une même pièce de monnaie : du néocolonialisme humanisme-orientaliste, cette inversion *postcoloniale*, selon laquelle des Tunisiens ont conduit une *révolution du jasmin*, et rêvent de *progressisme et de la modernité* des Occidentaux, mais ne seraient néanmoins pas *mûrs* pour la *démocratie* (la démocratie serait même *impossible* au regard de *leur culture islamique*). Entre blindés et barbus, il n'y aurait rien, et entre islamisme « archaïque » et despotisme moderniste, besoin culturel et/ou mal nécessaire, alors même que « la violence d'Etat, la répression des libertés et le déni du droit contribuent à renforcer l'obscurantisme et à nourrir les régressions. La dictature organise aussi le vide politique, qui est ensuite utilisé pour déplorer l'absence d'alternative³. »

Cette conception occidentale est en particulier celle de l'Etat français qui en miroir, nie l'existence de tout mouvement social et, de toute lutte émancipatrice, en France comme en Tunisie, et substitue *classes sociales* avec *race*, *lutte anticolonialiste* avec *lutte antioccidentale* et/ou *entreprise terroriste* etc.. Cette conception néocoloniale s'est développée plus encore depuis les émeutes sociales des banlieues françaises de 2005. Après tout, la *race* des révoltés de partout, ces enfants *arriérés* de la civilisation ne savent pas ce qu'ils font ni pourquoi ils le font, ces « jeunes barbares, passifs et sans conscience », sont « à nettoyer au karcher ». Et pour ce faire, Alliot-Marie offre le « savoir-faire français » pour une « coopération sécuritaire » entre la France et la Tunisie. Ce qui n'empêchera pas, fin janvier 2011, Louis Fessard, ambassadeur de France en Tunisie de 2002 à 2005, de déclarer : « Nous nous sommes beaucoup trompés sur la docilité des jeunes Tunisiens⁴. »

¹ Karl Marx, « Introduction à la Critique de la philosophie du droit de Hegel », in Eric Hazan, *LQR, la propagande du quotidien*, Raisons d'agir, 2006, p.7.

² Charles de Gaulle, « Vers l'armée de métier », 1934, in Pièces et main d'œuvre, *Sous le soleil de l'innovation. Rien que du nouveau !*, l'Echappée, 2013, p.6.

³ Omar Benderra, « Tunisie : ce que les experts civilisés n'ont pas vu venir », *Mediapart*, 22 janvier 2011 (<http://blogs.mediapart.fr/blog/omar-benderra/220111/tunisie-ce-que-les-experts-civilises-n-ont-pas-vu-venir-par-omar-bend>).

⁴ *Libération*, 27 janvier 2011.

D'un gouvernement français à un autre gouvernement, rien ne change fondamentalement : « Un avant-projet de nouveau code de l'investissement a été présenté par le Ministre [tunisien] des finances devant les élus français, avant de l'être devant l'Assemblée Constituante tunisienne. (...) Le gouvernement français multiplie les rencontres avec les responsables d'Ennahda⁵, » pourtant assimilé par Valls à : « la montée d'un fascisme islamique en Tunisie ».

Peu importe qui est aux manettes gouvernementales tunisiennes, on s'en arrange du moment que cela soit fait « démocratiquement ». Ainsi, au paradis de la corruption, du soleil, du sable et des résidences de luxe, du tourisme, maintenant le pays de la « Révolution », le glissement du pouvoir du clan « laïc » Ben Ali-Trabelsi, à un parti islamique « modéré » couleur locale _ou à tout autre parti dit démocratique au visage débonnaire, inféodé au postcolonialisme_ est bon pour les politiques, diplomates, journalistes, chercheurs et hommes d'affaires français, bon pour la maîtrise de la mondialisation d'un modèle dominant en crise, et ne peut donc qu'être finalement bon pour les Tunisiens. Cela vaut pour le monde occidental, cela vaut plus encore pour la France, et son islamophobie hystérique —son hystérique homophobie—, sa conception *culturaliste du politique*, sa théorie de la « transition démocratique », ou de la « transition à l'économie de marché » qui dans les faits signifient liquidation sociale. Et où la démocratie de la rue est une maladie à éradiquer : « risques de la contagion démocratique » dans le monde arabe. La « démocratie ou la peste ou le choléra ? », « épidémie ou pandémie ».

J'ai fait un rêve : « les révoltes des Tunisiens, c'est l'histoire d'une nation sans l'Etat, d'une démocratie qui s'ouvre et qu'il reste à inventer, en dépassant le modèle postcolonial occidental pour s'inscrire dans le monde globalisé du XXI^e siècle, favorable à des échanges fructueux et à de nouvelles idées⁶. » Et au réveil : renouveler les coercitions et les violences, la peur de la *démocratie réinventée*, inspire de *nouvelles idées* au gouvernement provisoire, à commencer par l'instauration de l'état d'urgence⁷, que le peuple tunisien bravera en contestant dans la rue contre la nomination de ministres (provisoires) issus du gouvernement déchu, et contre le maintien d'éléments du RCD⁸ (ex-parti de Ben Ali) au pouvoir. Officiellement et internationalement, le 14 janvier 2011, deviendra le jour de « La Révolution ».

2007, Pierre-André Taguieff écrivait, la Tunisie a su « faire preuve de responsabilité [...] en considérant que l'islamo-terrorisme est une menace sérieuse et en prenant des mesures efficaces pour le conjurer. (...) Le président Ben Ali, stigmatisé comme "dictateur", fait l'objet d'une campagne permanente venant des milieux de gauche et d'extrême gauche, en France tout particulièrement, où des organisations de défense des droits de l'homme se mobilisent en faveur de terroristes, en particulier djihadistes...⁹ »

Juin 2008, Bertrand Delanoë, dont l'amitié pour Ben Ali est connue, était interrogé par le Monde Diplomatique sur le « terrorisme et le Proche-Orient » : « En Tunisie, » déclara-t-il, « on peut être ami avec des gens qui se combattent. Il n'est pas rare de se trouver à un dîner ou à une soirée d'amis où il y a les opposants les plus farouches, les légaux, les illégaux, les gens au pouvoir. (...) Nous les Tunisiens, nous sommes un peu complexe. C'est un des charmes de la Tunisie. »

2008 toujours, le chef de l'Etat, Nicolas Sarkozy, affirmait que « l'espace des libertés progresse » en

⁵ Sarah Bernard et WafaGuiga, « Tunisie : le mouvement ouvrier à la croisée des chemins », *Europe Solidaire Sans Frontières*, 1^{er} mai 2013 (http://www.europe-solidaire.org/spip.php?page=article_impr&id_article=28737).

⁶ Thi Minh-Hoang Ngo (historienne, IRSEA, Université de Provence), « Quelle révolution pour la Tunisie ? », *Mediapart*, 28 janvier 2011. (<http://blogs.mediapart.fr/edition/tunisie-une-revolution/article/280111/quelle-revolution-pour-la-tunisie>).

⁷ L'état d'urgence a été décrété le 14 janvier 2011 et prolongé *sine die* à partir du 1^{er} août 2011, en vertu de l'arrêté N° 2011-999 en date du 21 juillet 2011. La dernière prolongation en date a été décrétée le 1^{er} février 2013 pour une période d'un mois, puis prolongée jusqu'au 3 juin 2013.

⁸ Rassemblement constitutionnel démocratique.

⁹ André Taguieff, *Les Contre-révolutionnaires. Le progressisme entre illusion et imposture*, Denoël, 2007.

Tunisie. Et Bernard Kouchner, invité de *France Inter*, souhaitait montrer qu'il ne fallait pas non plus être trop critique sur l'état des droits de l'homme en Tunisie, démonstration à l'appui : « Il y a un gros livre de Human Rights Watch qui paraît tous les ans pour faire l'état des droits de l'homme dans le monde » et, selon lui, "la Tunisie n'y figure même plus".¹⁰ » Ce qui, bien entendu était faux. Fin 2008, « de passage à Tunis, quelques mois après le début des émeutes et de la grève générale de Gafsa [en 2008-09] Dominique Strauss-Khan [président du FMI] qualifiait déjà de "saine" la politique économique de la Tunisie. DSK estimait même que le FMI avait une "opinion très positive" de cette politique qui constituait "le meilleur modèle à suivre pour de nombreux pays émergents"¹¹. »

Novembre 2010, Salah Zeghidi¹², membre de la ligue des droits de l'Homme Tunisienne : « Nous nous inquiétons du recul de la conscience collective et du développement continu de l'indifférence à l'égard de la chose publique. »

En janvier 2011, Michelle Alliot-Marie, alors ministre des Affaires étrangères de la République, « qui s'était déjà fait connaître avec l'affaire de Tarnac », intervenait à l'Assemblée nationale en lisant un texte écrit par avance. Elle proposa une « coopération sécuritaire à la Tunisie au moment où les morts se comptent par dizaines ? "Nous proposons que le savoir-faire qui est reconnu dans le monde entier de nos forces de sécurité permette de régler des situations sécuritaires de ce type." (...) "C'est la raison pour laquelle nous proposons aux deux pays [Algérie et Tunisie, ndlr], dans le cadre de nos coopérations, d'agir en ce sens pour que le droit de manifester puisse se faire en même temps que l'assurance de la sécurité"¹³. »

Peu de temps après, toujours en janvier 2011, on apprenait que François Fillon s'était « inquiété lors d'une conférence de presse de "l'utilisation disproportionnée de la violence" en Tunisie, et » appelait « "l'ensemble des parties à faire preuve de retenue et à choisir la voie du dialogue"¹⁴. »

Mi-janvier 2011, Ségolène Royal déclarait : « Bien sûr que je serais aux côtés du peuple tunisien, y compris pour une présence, lors de l'organisation de ces élections, s'il a besoin de caution, de garanties. Je crois qu'il est important que le Parti socialiste et les socialistes soient là. » Le RCD, parti politique de Ben Ali, n'est-il d'ailleurs pas encore membre de l'Internationale socialiste au même titre que le PS français ?

Le 11 mars 2011, un séisme dévastateur de magnitude 9 sur l'échelle de Richter, d'une durée de six minutes, frappe à 373 kilomètres de Tôkyô, bientôt suivi d'un tsunami avec des vagues de trois à quarante mètres de hauteur. Les onze réacteurs des centrales nucléaires de Fukushima, implantées sur cette zone hautement sismique, sont inondés... Dans un geste solidaire et responsable, Nicolas Sarkozy déclare que : [ce qui s'est passé à Fukushima] « n'est pas un accident nucléaire, mais un tsunami¹⁵. » Ainsi, si l'on remplace, *radioactivité* ou *radiation* par *état d'urgence* et *Fukushima* par *Tunisie*, cela donne : « les seuls problèmes susceptibles d'apparaître sont ceux qu'engendre la peur excessive des conséquences *d'un état d'urgence* [de la radioactivité] ; seule l'adaptation des populations, qu'on obtiendra grâce à une *communication correctement conçue*, par des *experts internationalement reconnus*, sera à même de désamorcer les risques psychiatriques liés à une mauvaise compréhension de la situation. La priorité est donc bien d'aider les habitants de *Tunisie* [Fukushima] à "faire disparaître l'épuisement émotionnel lié à la peur de l'état d'urgence [des

¹⁰ Julien Martin, « Libertés en Tunisie : Kouchner "maladroit comme Sarkozy" », *Rue89*, 08 mai 2008 (<http://www.rue89.com/2008/05/08/libertes-en-tunisie-kouchner-maladroit-comme-sarkozy>).

¹¹ Pierre Puchot, « Cachez cette misère tunisienne que le peuple français ne saurait voir », *Mediapart*, 24 décembre 2010 (<http://www.mediapart.fr/journal/international/241210/cachez-cette-misere-tunisienne-que-le-peuple-francais-ne-saurait-voir>).

¹² Ancien cadre supérieur du secteur bancaire Tunisien, militant de gauche et syndicaliste, membre du comité directeur de la ligue des droits de l'Homme Tunisienne (Salah Zeghidi, « Nous sommes des Tunisiens inquiets », *Nawaat.org*, 6 novembre 2010, <http://nawaat.org/portail/2010/11/06/nous-sommes-des-tunisiens-inquiets/>).

¹³ Pierre Haski, « L'indécence au pouvoir : MAM offre l'aide sécuritaire à la Tunisie », *Rue89*, 12 janvier 2011 (<http://www.rue89.com/2011/01/12/lindecence-au-pouvoir-mam-offre-une-aide-securitaire-a-tunis-185251>).

¹⁴ Noémie Rousseau et Audrey Vucher, « Ben Ali fait mine de quitter le pouvoir... en 2014 », *Mediapart*, 13 janvier 2011. (<http://www.mediapart.fr/journal/international/130111/ben-ali-fait-mine-de-vouloir-quitter-le-pouvoir-en-2014>).

¹⁵ Nadine et Thierry Ribault, *op. cit.*, p.85.

radiations]", car "elle ronge le moral des gens"¹⁶. »

Septembre 2011, réunion avec participation des ministres des affaires étrangères du G8 [dont la France de Sarkozy] et du monde arabe, à Marrakech, sous le thème : « "*Construire la démocratie : rôle et participation des jeunes et de la société civile*". Exit donc la Tunisie et l’Egypte, c’est chez Mohamed VI qu’on célèbre le *printemps arabe*. Incroyable ! Les jeunes du Mouvement du 20 février ont du apprécier¹⁷. »

Octobre 2011, élections¹⁸ : *Raz de marée des partis islamiques*, écrit-on dans la presse française et dans la presse internationale. Nous verrons plus loin la réalité de ce *raz de marée*, qui est survenue un an et demi après le tsunami au Japon et les graves conséquences nucléaires de la radioactivité sur la population à Fukushima en particulier, et sur la population japonnaise en général.

2013, « Carl Lewis apporte son soutien à Tokyo pour les JO de 2020 : “Le Japon a toujours été à la pointe de la technologie et je pense que ce nouveau stade serait une vitrine, il serait plus “futuriste” que n’importe quel stade construit auparavant. Je serais présent aux Jeux de 2020, quel que soit l’endroit où ils auront lieu, mais j’espère que ce sera ici,” a-t-il déclaré¹⁹. »

Mars 2013, le Collectif Euro Maghrébin, présente lors du Forum Social Mondial tenu à Tunis, un bilan exhaustif de la lutte contre l’exploitation du gaz de schiste en Algérie avec cette conclusion : [on ne doit] pas oublier la campagne de dénonciation menée par les associations et ONG françaises contre l’accord algéro-français en matière de réalisation des essais de fracturation dans notre Sahara, tout cela a été rendu possible grâce à notre communiqué dans lequel nous avons dénoncé cette politique française qui consiste à ne pas explorer le gaz de schiste en France, mais à le faire ailleurs, d’où le fameux slogan « non au gaz de schiste, ni ici ni ailleurs ».

II- Une insurrection en rupture avec la répétition protestation-répression

Si la manifestation (apparition) est l’action politique par excellence, on dira que l’occultation (la disparition) est le crime politique par excellence²⁰.

La désagrégation des régimes autoritaires n’a pas commencée avec le *Printemps arabe* de 2010-2011. Pour s’en convaincre, il suffit de reconsidérer ensemble des manifestations et des révoltes, des grèves et des protestations sociales survenues durant la décennie 2000, sur une large région couvrant le nord du continent africain et le Moyen-Orient —Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Yémen, Bahreïn, Mauritanie, Syrie, Libye, Liban, Jordanie, Burkina Faso, etc.— Des révoltes, grèves, émeutes et protestations sociales ont éclaté dans l’ensemble de ces pays, mais avec de grandes différences entre la Tunisie ou l’Egypte d’un côté et, par exemple, la Libye ou le Maroc de l’autre, où l’on peut se questionner sur la réalité *révolutionnaire* et des termes utilisés de *révolution* pour l’un ou de *printemps* pour l’autre de ces deux pays. Et si les ressorts économiques et sociaux des mouvements de protestation sont partout similaires (détérioration des niveaux de vie, difficulté de l’accès au marché du travail, au logement, à la santé, à l’éducation, diffusion de la corruption et du népotisme, clientélisme excluant, lois liberticides et de police politique...) leur expression diffère

¹⁶ Nadine et Thierry Ribault, *Les sanctuaires de l’abîme. Chronique du désastre de Fukushima*, éditions de l’Encyclopédie des nuisances, 2012, p.132 (souligné par nous).

¹⁷ Sat, « Le printemps arabe célébré à Marrakech », *Algérie-Focus*, 24 septembre 2011. (<http://www.algerie-focus.com/blog/2011/09/24/le-printemps-arabe-celebre-a-marrakech-la-france-le-g8-et-le-koweit-a-la-rescousse-du-trone-de-mohammed-vi/>).

¹⁸ Elections pour l’Assemblée Constituante.

¹⁹ Euronews, « [Carl Lewis apporte son soutien à Tokyo pour les JO de 2020](http://fr.euronews.com/2013/03/25/carl-lewis-apporte-son-soutien-a-tokyo-pour-les-jo-de-2020/) », *Euronews*, 25 mars 2013 (<http://fr.euronews.com/2013/03/25/carl-lewis-apporte-son-soutien-a-tokyo-pour-les-jo-de-2020/>).

²⁰ Etienne Tassin, « Visibilité et clandestinité : Des "disparus" en régime libéral », in Christophe Miqueu et Hourya Bentouhami (Dir.) *Conflits et démocratie. Quel nouvel espace public ?* Paris, l’Harmattan, 2010, p.43)

largement d'un pays à l'autre.

Mais, c'est de la Tunisie dont nous parlerons ici. Décembre 2010, janvier 2011, les événements insurrectionnels en Tunisie sont le prolongement des moments de contestation sociale, souvent très durs, de la décennie 2000, et notamment de la révolte du bassin minier de Gafsa en 2008, qui mobilisa les ouvriers, et leurs familles, de la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG)²¹. Une mobilisation massive qui dura six mois, fit des centaines de prisonniers, des dizaines de blessés et trois morts²². —« Confrontés à une "révolte par le bas", animée non par des "professionnels de la contestation" mais par des citoyens ordinaires, les réflexes sécuritaires du régime ont été mis à l'épreuve, contribuant à se dévoiler au grand jour et, par effet de *feed-back*, à accorder au mouvement social une victoire symbolique²³. »

Plus récemment, en août 2010, à Ben Guerdane, et en décembre 2010 dans la région agricole de Sidi Bouzid, à Kasserine et à Thala dans le centre-ouest du pays, se sont déclenchés de forts mouvements protestataires. « Ces actions collectives d'une ampleur et durée différentes étaient sans précédent dans la Tunisie du régime autoritaire de Ben Ali au pouvoir depuis 1987²⁴. » Ces luttes ont révélé l'effritement des bases de légitimité du régime de prédation de Ben Ali, et de cette période de l'histoire de la Tunisie qualifiée de *postcoloniale* —« le préfixe post donne à peu de frais l'illusion du mouvement là où il n'y en a pas », rappelle Eric Hazan²⁵—. Période postcoloniale un euphémisme pour désigner le népotisme et le *développement*, ou plutôt le *développement durable*, c'est-à-dire la paupérisation des habitants de la Tunisie et plus généralement de l'ensemble du Nord du continent africain et plus encore, le travail d'un Sisyphe moderne.

Mais ce qui surgit en Tunisie, c'est une large population qui parvient à neutraliser ses peurs et les rapports coercitifs produits par l'ensemble des mécanismes et dispositifs de contrôle-soumission sociale, de ceux que l'on accepte en apparence ou en profondeur, ne laissant plus que la dimension nue de la coercition visible et la violence de ces dispositifs, à quoi les masses ou les individus ont adhéré. Ou, le dispositif dans les relations sociales qui fonctionne jusqu'au moment où, il est détourné de son rôle coercitif. L'obéissance s'affaiblit voire même disparaît comme le mouvement social tunisien l'a démontré et le démontre encore en juin 2013 en résistant.

Les actes de rébellion durant les années 2000 ne furent pas de « simples mouvements d'humeur », ni des émeutes sporadiques déclenchés par la dégradation des conditions matérielles d'existence des populations, qui auraient pu s'éteindre sous l'effet combiné du clientélisme et de la répression. Ils furent des mouvements de contestation sociale qui ébranlèrent la « légitimité populaire » de ce régime. Un mouvement profond s'est creusé, rompant l'obéissance, même de façade, et qui a fini

²¹ Depuis janvier 2008, et malgré la répression violente, des révoltes ont fait rage dans la région de Gafsa, contre les entreprises exploitant des matières premières et de la main d'oeuvre tunisiennes. Le 7 mai, les quelque 30 000 habitants de Redeyef, principale ville du bassin minier de Gafsa à 400 km au Sud de Tunis, lourdement assiégés par la police, se sont concertés pour décider de tous quitter la ville (hommes femmes et enfants), afin, disent-ils, de « laisser Redeyef aux policiers ». D'après plusieurs sources directes, ce sont plusieurs centaines d'habitants qui ont commencé depuis 18h environ à quitter effectivement les lieux, emmenant des objets de première nécessité, partant dans plusieurs directions à la fois (voir Amin Allal, « Révolte des marges et des marginalisés en Tunisie », *Thalassolidaire*, 11 avril 2011, <http://thalassolidaire.over-blog.com/article-des-marges-et-des-marginalises-en-tunisie-partie-i-11-04-2011-71453612.html>)

²² Amin Allal, *op. cit.*

²³ Larbi Chouikha et Vincent Geisser « Retour sur la révolte du bassin minier. Les cinq leçons politiques d'un conflit social inédit », *L'Année du Maghreb*, n°6, 2010 (<http://anneemaghreb.revues.org/923>).

²⁴ Les deux principaux soulèvements qu'a connu la Tunisie indépendante sont la grève de janvier 1978 et les « révoltes du pain » de janvier 1984 (voir Marguerite Rollinde, « Les émeutes en Tunisie : un défi à l'Etat ? », in Didier Le Saout et Marguerite Rollinde (Dir.), *Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb*, Paris, Karthala, 1999, pp.113-126 et Olfa Lamoum « Janvier 84 en Tunisie ou le symbole d'une transition », in Didier Le Saout et Marguerite Rollinde (Dir.), *op. cit.*, p.231-241). À cela il faut ajouter l'action armée de janvier 1980 à Gafsa. Toujours à Gafsa et encore en janvier mais cette fois-ci c'est sous la présidence de Ben Ali que les révoltes de 2008 éclatent (voir Amin Allal, *op. cit.*)

²⁵ Eric Hazan, *op. cit.*, p.37.

par gagner la majorité des Tunisiens. Toutefois, l'essentiel était dans l'audace et la ténacité des revendications sociales, sociétales, politiques, transgressives et subversives « qui touchaient aux fondements mêmes des régimes. Les mots d'ordre et les slogans de nature économique, professionnelle et sociale épousaient de plus en plus une tonalité politique et subversive de la part de secteurs de la société, que l'on croyait pourtant dominés à tout jamais, parce que "domesticables" par le clientélisme d'État : distribution de subventions, d'aides publiques, d'emplois précaires, etc., prompts à calmer la colère du peuple. (...) Les contestations récurrentes ne constituaient pas des énièmes révoltes "du pain" ou "de la soif" mais quelque chose d'inédit, marquant une rupture avec la routine protestataire et répressive des années précédentes²⁶. » Comment bâtir une vie sur les seules nécessités économiques ? Et lorsque l'économie s'effondre que reste-t-il ? Ce que certains Tunisiens appellent le *mal-vivre*, englobant la totalité de la vie, faute de prise sur sa propre vie, et alors que le mouvement de décembre et janvier mettait en avant des aspirations sociales et politiques, réclamant travail, liberté, justice, sans aucune références religieuses. « Les journées insurrectionnelles de décembre et janvier avaient vu naître dans nombre de villes et quartiers des comités populaires révolutionnaires, qui ont organisé la vie quotidienne au pire moment de la répression, ceux-ci ont presque partout disparu. Ce sont ces comités, encore actifs dans certaines régions, qui ont rejeté les nouveaux gouverneurs (équivalents de préfets) lorsqu'ils appartenaient au parti RCD de Ben Ali, ou qui ont organisé l'aide aux réfugiés libyens²⁷ », —sur ces *Comités populaires révolutionnaires*, nous invitons à aller consulter : *De bello punico (la guerre sociale en Tunisie)* de Quentin Chambon²⁸—. Mentionnons tout de même le Comité populaire pour la protection du musée national d'Art moderne et contemporain de Tunis, l'art moderne et ses artistes affranchis de la censure. Une foule d'activistes autres, ont créé des Comités populaires révolutionnaires où on compte également des représentants de l'UGTT, de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, de l'Ordre des avocats. Nous reviendrons plus loin sur ces comités.

III- Révolution du jasmin, révolution arabe, révolution apolitique, révolution numérique

L'opinion est d'autant plus sensible à la propagande qu'elle est plus informée (Je dis plus et non pas mieux). Plus ample est la connaissance des faits politiques et économiques, plus sensible, plus délicat, plus vulnérable le jugement. Jacques Ellul²⁹.

Pendant quelques semaines les luttes, 2010-2011, firent apparaître un peuple uni, face à la terreur semée par l'ancien pouvoir en déroute jusqu'à « Ben Ali-Trabelsi *dégagé* ». Mais alors, que la mobilisation des Tunisiens contre la *révolution de palais* du 14 janvier 2011, et contre les premiers gouvernements provisoires les précipita dans leur chute, alors que la mobilisation exigeait de fait d'aller plus loin dans le processus de démocratie sociale —démocratie directe— (sit-in de la Kasbah, manifestations sur l'avenue Bourguiba en février) l'état d'urgence fut rétabli, qui aboutit à la mort de manifestants et à la fermeture de l'avenue à toute manifestation) des voix de plus en plus nombreuses appelaient à l'apaisement et au compromis. Il fallait être modéré, aller lentement et ne pas tout rejeter en bloc. Le clan Ben Ali et ses proches *dégagés*, il fallait offrir au monde un simulacre de stabilité pour ne pas nuire à l'image spectaculaire du pays de l'économie du tourisme et du divertissement, de la bonne marche du marché des affaires. *Le pays du jasmin et du partage* —

²⁶ Vincent Geisser, « Les protestations populaires à l'assaut des régimes autoritaires : une "révolution" pour les sciences sociales ? », *L'Année du Maghreb*, n°8, 2012 (<http://anneemaghreb.revues.org/1373>).

²⁷ Mohamed, groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste, « Mais où en est la révolution tunisienne ? », *Le Monde Libertaire*, Hors-série n°43, 22 décembre 2011-22 février 2012, (<http://www.monde-libertaire.fr/international/15196-mais-ou-en-est-la-revolution-tunisienne%E2%80%88>).

²⁸ Chambon, *De bello punico (la guerre sociale en Tunisie)*, éditions Antisociales, 2011.

²⁹ Jacques Ellul, *Propagandes*, Armand Colin, 1962.

le tourisme au pays du jasmin et de la tolérance — l'esprit du jasmin — l'insouciance au pays du jasmin, autant de slogans marketing imaginés par les communicants de l'ancien pouvoir pour vendre l'image d'un pays idéal et apaisé³⁰. Un discours identitaire et essentialiste s'est développé sur le prétendu tempérament doux et pacifique des Tunisiens, qui auraient donc conduit une *révolution du jasmin*, évacuant de la sorte le sens inquiétant de *révolte*, d'*insurrection*, et de *révolution* afin de les rendre recevables. Cette « *novlangue inédite*, comme le décrit Myriam Marzouki³¹, *hybridation monstrueuse de verbiage technocratique, de lexique pompeux et d'usage délirant de la majuscule*, » fit le tour du globe, *des médias français jusqu'en Chine* où il fut interdit d'écrire le mot *jasmin*, par peur de la contamination. *Révolution du jasmin*, que les révoltés dénoncèrent et sur laquelle les habitants de l'intérieur ironisèrent par *révolution du hindi* (un cactus plus présent dans leurs régions que le jasmin côtier, beaucoup moins romantique mais plus *piquant*, pour reprendre l'expression de Leyla Dakhli³²). Car la mobilisation tunisienne fut une révolte insurrectionnelle sociale sanglante qui, contrairement au tranquillisant parfum de fleur, ne s'est pas simplement déroulée sur les réseaux sociaux. À Sidi Bouzid, Kasserine, Gafsa, Metlaoui, Jendouba, Souk Jedid, Kef et même à Sousse, à Sfax et à Tunis, les forces de police et les snipers du régime n'ont eu aucun scrupule à ouvrir le feu, tuant par balles près de 300 personnes en moins d'un mois, mais où la détermination des insurgés surprit le monde naïf comme le pouvoir despotique tunisien.

Après la fleur, le *Printemps arabe*, qui marquerait la rupture, et symboliserait l'exceptionnalité de l'avènement d'une nouvelle ère. Un euphémisme qui globalise ce qui est hétérogène, une appellation consensuelle et sans aspérités, comme un air de fête que l'on peut célébrer comme le « printemps arabe célébré à Marrakech ! La France [de Sarkozy], le G8 et le Koweït à la rescousse du trône de Mohammed VI³³. » *Printemps arabe* euphémisme culturaliste qui évacue tout contenu *social*, de même que « *le réveil arabe* » signifie la découverte — faisant suite à un probable long sommeil — par les « *arabes* » — considérés donc comme une globalité — de l'Internet et, par là de la démocratie. Cette identité globale *arabe*, ainsi créée, est ainsi posée hors du temps, hors de « notre » monde globalisé, sans un seul moment questionner ce qui réunit ce qui oppose ou différencie, ce qui réunit et différencie les divers mouvements « arabes » dans ce *Printemps arabe* qui va du Maroc à la Syrie, au Burkina Faso, etc. A croire que ce *monde arabo-musulman* est un monde UN (alors que les composantes arabes sont minoritaires) à croire que ladite révolution tunisienne est identique à la « révolution » libyenne, à croire qu'il s'agit bien de « révolution » en Libye et non d'une intervention militaire étrangère qui favorise le pouvoir actuel Libyen. En quoi ce *Printemps arabe*, ou *Réveil arabe*, serait étranger à la société capitaliste, en quoi serait-il exempt de mécanismes de classes ? En quoi se différencierait-il des mouvements d'occupation en Grèce, en Espagne, aux USA, au Canada, etc. ? ou, en quoi, par quoi cet ensemble de mouvements sociaux de nos jours, non « arabe », se rejoignent-ils, rejoignent-ils les mouvements Tunisien et Egyptien (pour ne citer que ceux-là) ? Les uns comme les autres ont tenu à l'écart les partis politiques et toutes les autres formes de représentations. On constate « dans la plupart des mouvements sociaux [« arabes »] de la dernière décennie un rejet populaire des partis politiques "classiques", phénomène qui s'apparente à la formation d'un "stigmaté partisan", duquel les acteurs protestataires ont cherché par tous les moyens à se démarquer : la mise à distance des partis "de la place" — y compris ceux appartenant à l'opposition indépendante — signifiait une *volonté très nette de rompre avec "le système"*, quitte à

³⁰ « La presse tunisienne a parlé il y a longtemps de "Révolution du jasmin". C'était en novembre 1987 et durant les semaines et mois qui ont suivi. Ben Ali venait de prendre le pouvoir dans son pays grâce à un coup d'Etat médical contre Bourguiba. Il est inutile de rappeler ce qui s'est passé ensuite et comment le parfum du jasmin s'est transformé en fumet écœurant » (Akram Belkaïd, « Y'en a marre de la "Révolution du Jasmin" », *Slate Afrique*, 19 décembre 2012 (<http://www.slateafrique.com/79803/revolution-du-jasmin-tunisie>)).

³¹ Metteur en scène tunisienne et directrice d'une compagnie théâtrale.

³² Leyla Dakhli, « Une révolution trahie ? », *La Vie des idées*, 19 février 2013 (<http://www.laviedesidees.fr/Une-revolution-trahie.html>). Certains propos sont tirés de ce texte.

³³ Sat, *op. cit.*.

pratiquer des amalgames³⁴. » Pour paraphraser Nadine et Thierry Ribault³⁵, l'insoumission des Tunisiens ou celle des Egyptiens, et leur fermeté, est la force qui a enjambé la seule *indignation, tellement en vogue ces derniers temps parce qu'elle est avant tout un aveu d'impuissance*. Mais la faiblesse, des Tunisiens et Egyptiens qui ont piétiné l'état d'urgence permanent, est d'avoir laissé à « d'autres » et par le biais du processus électoral fait dans l'urgence, le côté organisation politique du mouvement, en abandonnant les comités populaires révolutionnaires (nous reviendrons là-dessus plus loin). C'est un mouvement populaire qui s'est affronté à l'administration, à la police, à la justice, au syndicat, à l'école et bien entendu, aux partis et aux élus, sapant la confiance envers toute autorité, quelle qu'elle soit. C'est un mouvement qui vise à la démocratie, aux libertés fondamentales et à la satisfaction de revendications sociales, etc.

La *révolution Internet, Twitter, Web ou Facebook*. Il s'agit d'une farce médiatique supplémentaire, une machine à aseptiser construite par les médias et les technophiles, une *révolution propre*, une *révolution apolitique*, qui accompagne l'idée de ce *progrès qu'on ne peut arrêter* et qui se fait sans tâches, sans heurts, sans dégâts, qui accompagne l'idée d'un mouvement qui ne doit ou presque à l'action de la population qui a mené ce bouleversement concrètement et politiquement, dans sa chair. La rhétorique à la mode sur le thème des *révolutions numériques* —donc apolitiques— qui révèle une sorte de neutralité stérilisante et normalisante les mouvements contestataires dans le monde « arabe ». Ces mots-valise, ces idéologèmes servent à tout un panel de commentateurs pour qui les vertus de la démocratie sont nécessairement *apolitiques* donc *impuissantes*, et qui leur permet de prêter aux Tunisiens des vertus « *humanistes* » donc *pacifiques* intrinsèques —norme identitaire culturaliste—, notamment grâce à leur usage de l'internet —ce qui leur permet de monter d'un cran sur l'échelle de évolutionnisme— : les *révolutions* des peuples arabes sont *humanistes* et donc *pacifiques*. Cette *révolution apolitique et pacifique*, qui doit rester aussi abstraite qu'invisible, les morts et les nombreux blessés doivent disparaissent. Si aux premières heures du conflit social, les populations de Tunisie ou d'Egypte, intervenaient pacifiquement, elles ne furent pas, ou ne sont pas restées pacifiques face la violence policière et celle de la pègre, et celle des autres supplétifs des partis du pouvoir. Le discours sur la *révolution numérique arabe* dit finalement plus de choses sur la posture-impoture néocolonialiste des observateurs et des experts médiatiques plus ou moins liées directement aux fournisseurs de données (*Web, Twitter ou Facebook, etc.*) que sur les populations d'internautes « arabes » qu'ils prétendent éduquer, et en affirmant qu'à l'origine des soulèvements était la big bang théorie, l'Internet : Le concept de « *révolution Facebook* » ramène les *révolutions arabes* dans le giron d'un évolutionnisme *technologique révolutionnaire*, dont l'humain, nu, brut, être social serait l'ancêtre brutal. —Pour autant que cela paraisse connu, paradoxale, ceux que l'on a au bout du téléphone pour régler des questions relatives à des téléphones portables, à l'utilisation d'un ordinateur ou du Web, de vente par internet etc., sont des call-center situés dans des prisons françaises, ou des call-center tunisiens, indiens etc., véritables prisons, d'où l'on peut comprendre le désir de liberté—. Les diverses déclinaisons de ce concept contribuent à délégitimer les caractères populaire, social et politique de ces luttes émancipatrices incarnées, faites de corps, de sueur et de sang, ici en Tunisie, la réduisant à de jeunes-blogueurs-pacifiques appartenant à une certaine élite urbaine, du clean, de « Nous-autres » mondialisé.

Mais, il n'existe pas de pouvoir absolu, rien n'est acquis, Ben Ali « dégage » ne garantit rien pour autant, pas même une révolution : « car ce n'est pas la définition de stratégies pour tenir la population qui faisait exister le régime mais l'insertion des mécanismes de pouvoirs dans des relations sociales, dans des relations de dépendance, dans ce qui fait une société, à toutes les échelles. (...) tous les discours actuels qui parlent de révolution et de transition démocratique, » sont une supercherie, consciente ou pas, pour mettre fin au processus social d'émancipation, en décrétant que la véritable « Révolution » a eu lieu. Béatrice Hibou poursuit : « Le régime n'a jamais

³⁴ Vincent Geisser, « Les protestations populaires à l'assaut des régimes autoritaires : une "révolution" pour les sciences sociales ? », *op. cit.*, (*souligné par nous*).

³⁵ Nadine et Thierry Ribault, *op. cit.* p.42.

tenu à la seule personne de Ben Ali et à ses "clans", pas même à sa police et à sa politique répressive. Le système de coercition tient sur (...) un contrôle social, sur des relations sociales, sur des compromis qui ne vont pas être remis en cause du jour au lendemain. On n'a pas des politiques économiques destinées à surveiller la population, des politiques sociales qui ont pour ambition d'identifier, de punir ou de gratifier. On a des comportements économiques et sociaux des plus banals qui peuvent relayer, consciemment ou non, des velléités de contrôle et de surveillance, des relations économiques et sociales qui peuvent être investis par les relations de pouvoir et leurs ambitions coercitives. C'est fort différent que la définition intentionnelle de politiques destinées à réprimer. (...) Le fait que fondamentalement la coercition, le contrôle, la disciplinarisation, la surveillance passent par l'insertion des mécanismes de pouvoir dans les rouages économiques et sociaux est un fait universel³⁶. »

En contre partie, à l'ère post-Ben Ali, si la population tunisienne a abandonné l'aspect politique de son projet, sa lutte fut tout de même menée politiquement ; et si elle a refusé *Le pouvoir*, elle n'a pas pour autant abandonné tous ses pouvoirs, ceux ou celui, d'intervenir *démocratiquement* dans la rue —ce qui ne signifie pas *pacifiquement*—. Après le 14 janvier 2011, à la date de la révolution de palais, elle a gardé le contrôle sur le politique en destituant, dans la rue et par la rue, les différents gouvernements provisoires qui ont suivis, comme ce fut le cas notamment après l'assassinat, le 6 février 2013, de Chokri Belaïd —militant d'extrême gauche et du syndicat CGTT—. Une telle pratique de la démocratie, directe, qui fait une société, et appelle d'autres pratiques sociales et sociétales qui peuvent aller jusqu'à la « destruction des mécanismes de pouvoir dans les rouages économiques politiques, sociaux et culturels ». C'est probablement là que se situe le lieu de la révolution possible. Car « (...) appeler ce qui se passe aujourd'hui [18 janvier 2011] en Tunisie une révolution c'est faire croire au peuple tunisien qu'ils ont fait le plus dur alors que le plus dur reste à faire. La guerre psychologique a commencé. (...) Les médias français vont tout faire pour aller dans le sens d'une conservation du système en relayant la propagande du RCD protecteur, en relayant le sentiment d'insécurité pour que le peuple ne manifeste pas et pour ensuite aller cueillir des gens qui vont louer l'armée, la protection du RCD dans le but d'instiller continuellement l'image de l'arabe qui a besoin de ça³⁷. » « En revanche, dites : il était une fois la révolution, tout juste après le 14 janvier. Le seul acte révolutionnaire, c'était la fuite de Zaba. Et basta. Pour la suite, c'est une question de raison d'Etat³⁸. »

IV- Les révoltés seraient étrangers au peuple et les salafistes seraient étrangers au pouvoir ?

Un instant plus tard, un horrible crissement, comme celui de quelque monstrueuse machine tournant sans huile, éclata dans le grand télécran du bout de la salle. C'était un bruit à vous faire grincer des dents et à vous hérissier les cheveux. La Haine avait commencée³⁹.

Après les révoltes à l'intérieur du pays, le mouvement s'est étendu, durant l'hiver 2010-2011, aux grandes villes de la côte, telles Tunis, Sfax (ville industrielle) Bizerte et la ville touristique de Hammamet, etc. Menées au départ par de nombreux anonymes (femmes et hommes) ouvriers,

³⁶ Béatrice Hibou (directrice de recherche au CERI-CNRS), in Jean-François Bayart, « Chercheurs et journalistes face à la Tunisie », *Mediapart*, 25 janvier 2011 (<http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-francois-bayart/250111/chercheurs-et-journalistes-face-la-tunisie>).

³⁷ Chafikbr, « L'Arabe et la dictature », *Mediapart*, 18 janvier 2011 (<http://blogs.mediapart.fr/blog/chafikbr/180111/larabe-et-la-dictature>).

³⁸ Taoufik Ben Brik. « La Tunisie après le meurtre de ChokriBelaïd : "Jasmin mon cul" », *Rue89*, 10 février 2013 (<http://www.rue89.com/2013/02/10/la-tunisie-apres-le-meurtre-de-chokri-belaïd-jasmin-mon-cul-239482>).

³⁹ George Orwell, *1984*, Folio, 1990, p.24.

employés, chômeurs, l'embrasement s'est généralisé avec la pression des militants syndicaux (contre leur propre hiérarchie) aux côtés des émeutiers, d'anarchistes, de militants d'extrême gauche, des jeunes activistes, des féministes, d'intellectuels critiques, d'artistes et des militants des droits de l'homme, au nom de la liberté, de la justice, de la solidarité, de l'égalité. Cette large réalité sociale à cet instant rejette tout spécialiste et toute approche misérabiliste des protestations, en les reliant à des logiques de mobilisation à la fois plus vastes, plus profondes, plus anciennes. Ils furent rejoints, tardivement, par l'opposition des partis politiques « démocratiques » : communiste, socialiste, centriste et ceux islamiques modérés et radicaux, ainsi que par l'élite oppositionnelle et les cercles francophiles. « L'entrée des partis de l'opposition indépendante, sur la scène politique protestataire est venue rassurer les classes moyennes et supérieures à l'égard du mouvement populaire qui, au départ, pouvaient leur apparaître de "*nature tribale*", car ils étaient animés par des populations du centre-ouest du pays, traditionnellement méprisées par les citoyens⁴⁰. » L'élite oppositionnelle et technocratique, le cercle francophile, les classes moyennes et supérieures, ceux et celles, qui tiennent leurs privilèges que leur accorda Bourguiba et par la suite le régime « *dégagé* », tiennent à ces privilèges, et ce confort intellectuel moderniste s'exprime, entre autres, dans la posture d'un « féminisme institutionnel » qui n'est autre qu'une position de supériorité, reformulant les *classes* en discrimination raciale et ségrégation spatiale, groupes tribaux. Dans cette hiérarchie coloniale et postcoloniale, le concept de « tribu » ou « tribal », fait partie de la production langagière issue du besoin de présenter les « pauvres », comme des « ploucs », des « colonisés indigènes », les situant à un stade de développement inférieur. Mais rappelons que le chômage, *en 2008, représentait 55% des diplômés de l'université, selon l'économiste Lahcen Achy, diplômés d'université qui au chômage qui, dès les premiers jours, seront dans les rangs des insurgés*. Même régional, ce mouvement populaire n'a rien été d'autre que social et politique. La *caravane de la libération* était partie de Menzel Bouzaiane, à 280 km au sud de la capitale, où sont tombées sous les balles de la police les premières victimes de la révolte populaire, était constituée d'un millier de manifestants suivis d'un convoi hétéroclite de camions, voitures, motos, camionnettes, qui exigeaient la démission du gouvernement de transition, dont Mohamed Ghannouchi Premier ministre, membre du RCD, qui avait été reconduit : « *Le peuple vient faire tomber le gouvernement* », scandaient les manifestants au centre de Tunis⁴¹, parmi lesquels de nombreux jeunes, partis samedi du centre du pays et qui ont rejoint la capitale, en alternant marche et trajets en véhicules, au sein du convoi baptisé « "*caravane de la libération*" : "*Nous sommes venus de Menzel Bouzaiane, de Sidi Bouzib, de Regueb pour faire tomber les derniers restes de la dictature*", a expliqué un vieil homme drapé dans un drapeau tunisien, énumérant les principaux foyers de contestation du centre-ouest frondeur et déshérité, en première ligne lors de la "*révolution du jasmin*" qui a provoqué le 14 janvier la chute du président déchu Zine El Abidine Ben Ali⁴². » Et si, c'est dans les circonscriptions les plus urbaines qu'Ennahda (En-Nahdhaou, An-Nahda, Enahda⁴³) qui se dit désormais proche de l'Akapé, le parti islamo-conservateur actuellement au pouvoir en Turquie, remporte le plus de voix (Ben Arous, Sfax 1, Tunis 1), c'est dans les régions du centre ouest du pays, les zones les moins industrialisées et les plus rurales du pays, celles d'où est parti le mouvement protestataire de l'hiver 2010-2011 que le parti islamiste réalise ses scores les moins élevés —excepté le parti de la Pétition Populaire, construit de toutes pièces.

Une vie sans aucun sens : mal-vivre, logique individuelle et ou individualiste, migrer ou accéder au système hiérarchisé de corruption. Pour la grande majorité des jeunes tunisiens, une vie sans

⁴⁰ Michae Béchir-Ayariet Vincent Geisser, *Renaissances arabes. Sept clés sur des révolutions en marche*, Paris, Éditions de L'Atelier, 2011, (souligné par nous).

⁴¹ L'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) annonça que les instituteurs rejoignaient la contestation par une grève illimitée jusqu'à « *la dissolution du gouvernement* » provisoire.

⁴² *Le Monde*, 23 janvier 2011.

⁴³ Principale formation islamiste. Le mouvement Ennahdha est l'héritier du mouvement de la tendance islamique (MTI), fondé en 1981 (Voir le *Rapport de la Mission d'observation de la Francophonie sur les élections de l'Assemblée Nationale Constituante du 23 octobre 2011 en Tunisie*.

http://democratie.francophonie.org/IMG/pdf/MOE_TUNISIE_Rapport_de_Mission_DEF.pdf).

perspective, c'est faire de longues études, puis le chômage *derrière 20% de la population et 35% pour les 15-29 ans*. Clientélisme ou économie informelle, là où la population, où chacun qui n'a pas accès à sa propre vie, a clamé : « on n'a plus peur ! (...), tandis que d'autres, ou les mêmes, bravent la police avec des cibles dessinées sur leurs t-shirts⁴⁴. ». —Une situation qui rappelle l'insurrection algérienne de 2001⁴⁵ contre la terreur du pouvoir Algérien, pour crever le réservoir de terreur créé pour de longues années, contre la négation de toute justice et de la vie même : *Vous ne pouvez pas nous tuer, on est déjà morts*, fut le slogan phare de ce mouvement, témoin de l'impossible vie.

Pour résoudre les seules questions substantielles de survie, il n'y a pas d'autres possibles que de passer par la précarité du clientélisme, les voies parallèles de l'illégalité ou en marge de la légalité. « La présidente même de l'UTICA, Wided Bouchamaoui, (...) expliquait que le secteur informel a connu aussi ses heures de gloire sous le règne du clan Ben Ali-Trabelsi⁴⁶. (...) [A présent] sur un total de 616.000 entreprises que compte la Tunisie, 524.000 opèrent dans le secteur informel et réalisent un chiffre d'affaires de 115 milliards de dollars, soit six fois et demi le budget de l'Etat, en 2013, et onze fois la valeur du capital des sociétés cotées en Bourse en 2010⁴⁷. » Mais il ne faudrait pas omettre qu'un grand nombre d'entreprises, d'affaires nationales et internationales étaient la proie des prédateurs de la famille Trabelsi et de la famille Chiboub, alliées de Ben Ali, et que la population n'avait pas un seul kopeck sur ces 115 milliards de dollars. Par ailleurs, la moitié de la communauté tunisienne du monde des affaires peut se vanter d'être liée aux Ben Ali, par alliance, ou par relation, et nombre de ces relations ont su profiter à plein pot de leurs connexions familiales, ce que l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA) préfère passer sous silence. Un rapport de l'Organisation Non Gouvernementale, l'ONG *International Crisis Group*⁴⁸, signale, entre les lignes, que les salafistes, dénombrés à 50.000 personnes [d'autres sources, tunisiennes, parlent de 1500 personnes], donnent du travail grâce à *l'économie informelle* (contrebande, trafics, activités illégales ou en marge de la légalité⁴⁹) qui touche tout les secteurs économiques et sociaux, dont celui de la sécurité —ils auraient les moyens d'organiser des « polices » et de rendre la justice⁵⁰ : « A Sfax, Sid Bou Zid et dans certains quartiers de Tunis, l'organisation jihadistes des "Partisans de la charî'a" (ansâr al-charî'a) assurent, face à une police impuissante ou complice, des rondes de nuit pour faire respecter sa conception de l'ordre islamique⁵¹. » Les salafistes, comme les Frères musulmans, ont été très actifs et utiles au régime de

⁴⁴ Thomas Cantaloube, « "Ben Ali est parti, mais son système est encore là" », *Mediapart*, 15 janvier 2011 (<http://www.mediapart.fr/journal/international/150111/ben-ali-est-parti-mais-son-systeme-est-encore-la>).

⁴⁵ Voir L'Achèvement, *Traité du Désespoir*, L'Achèvement, 2001.

⁴⁶ Conclusions d'une étude sur *l'informel* commanditée par la centrale patronale, l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (voir Mohamed Farouk, « Tunisie - Conférence de l'UTICA sur le secteur informel : Un cancer métastasé », *Webmanagercenter*, 17 Décembre 2012. (<http://www.webmanagercenter.com/actualite/economie/2012/12/17/128835/tunisie-conference-de-l-utica-sur-le-secteur-informel-un-cancer-metastase>).

⁴⁷ Mohamed Farouk, *op. cit.*

⁴⁸ International Crisis Group, « Tunisie : violences et défi salafiste », *Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord*, n°137, 13 février 2013 (<http://www.crisisgroup.org/~media/Files/Middle%20East%20North%20Africa/North%20Africa/Tunisia/137-tunisie-violences-et-defi-salafiste>). L'International Crisis Group est une « ONG qui travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et les médias, afin d'attirer leur attention et promouvoir ses analyses et recommandations politiques. Son conseil d'administration compte d'« éminentes personnalités » du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, il s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier ».

⁴⁹ Mais on a tendance à prêter aux « seuls » salafistes tous les maux de la planète.

⁵⁰ « Plus généralement, nombre de salafistes-jihadistes s'implantent au niveau local, sur le plan économique et social. Ils pallient tout d'abord la faiblesse des services publics dans certaines zones délaissées. Khatib Idrissi observe : "Actuellement vous pouvez vous rendre compte qu'il y a une absence des forces de l'ordre et malgré cela, il n'y a pas de problèmes de sécurité. Ce que vous appelez vous le salafisme, c'est lui qui sécurise les routes, les établissements publics, les hôpitaux, qui nettoie les rues, sécurise les souks, etc. "» (International Crisis Group, *op. cit.*).

⁵¹ Bernard Rougier (directeur du CEDEJ), « Sens et puissance du salafisme dans le monde arabe », *Académie des Sciences Morales et Politiques*, séance du 5 novembre 2012. http://www.asmp.fr/travaux/communications/2012_11_05_rougier.htm.

Ben Ali, leur présence s'y est enracinée. Leur principale force, connue de tous, est le développement de services en tout genre pour palier aux absences et aux manquements organisés de l'État —notamment l'apport d'une aide caritative aux catégories de la population les plus défavorisées—, et l'organisation d'activités similaires à celles d'un Etat —administrer la « protection » et la répression avec une *souplesse* qui fait défaut aux autres organisations et partis politiques—. Mais *l'économie informelle* est aussi une pratique de survie, exercée par une partie importante des Tunisiens qui sont confrontés à ce qu'on pourrait appeler de la démerde postnationale.

Comme toute société archaïque non étatique est qualifiée de « non politique » —donc de barbare—, « le » salafisme serait apolitique, parce que refusant le *parti politique*⁵² —et l'Etat—. C'est une nébuleuse qui recouvre des particularités de la lutte anticolonialiste et d'avant la formation des Etats-nations, certes, mais qui présente néanmoins certaines affinités déclarées envers le néolibéralisme : au niveau de ses affaires économiques, il se soucie peu des références éthiques islamique au sein de l'ordre économique néolibéral. Le salafisme *se* présente comme une « authenticité religieuse », parfois présenté modéré ou radical, ou comme réformiste ou jihadiste (terroriste). De tous ces points de vues, en concurrent et en opposition, il ne se situe ni à gauche ni à la droite ou à l'extrême droite du parti islamique Ennahda⁵³, que les salafistes considèrent comme « impur », car inféodé au monde occidental. Les luttes anti-néocoloniales sont souvent, pour des raisons idéologiques, assimilées à des luttes *anti-occidentales*. « Le » salafisme, est ainsi classé d'*anti-occident*, ce qui démontrerait l'antagonisme profond existant entre l'Occident et l'« Islamisme ». L'« Islamisme » qui, bien entendu, est « la menace terroriste [qui] pèse sur le monde entier, notamment sur les pays démocratiques qui portent les valeurs des droits de l'homme que les fanatiques veulent détruire⁵⁴. » Ce que Sarkozy, lors d'un de ses voyages en Tunisie, du 28 avril 2008, affirmait : « La lutte contre le terrorisme engagé ici, c'est important. Car qui peut croire que si demain, après-demain, un régime de type taliban s'installait dans l'un de vos pays, au nord de l'Afrique, l'Europe et la France pourraient considérer qu'ils sont en sécurité ? » Ben Ali s'est édifié en rempart de l'islamisme, c'est ainsi qu'il se légitimait auprès des Etats occidentaux, tout en se légitimant comme protecteur auprès de la partie des Tunisiens modernistes en échange de leur soumission. Le « rempart » ayant fui en Arabie Saoudite, royaume musulman, et après l'élection du parti Ennahda : le « terrorisme » est maintenant face à la civilisation. A l'étranger la « peur de l'islamisme » redouble d'intensité. Et si la population tunisienne qui, contre toute attente a vaincu ses peurs, a mené la fuite de Ben Ali-Trabelsi, a destitué les gouvernements provisoires, elle s'oppose également politiquement au parti Ennahda —notamment sur les craintes de l'abrogation, par Ennahda, de l'égalité entre l'homme et la femme dans nombre de domaines du Code du statut personnel⁵⁵— et lors de l'assassinat de Chokri Belaïd, comme elle s'oppose aux menées et violences des salafistes.

Mais comment le magma médiatico-politique justifie-t-il son émoi à ce sujet, quand celui des Tunisiens sous le régime Ben Ali le laissait de marbre : Bertrand Delanoë, franco-tunisien, nucléocrate ou nucléophile est passé maître en la matière, ainsi en juin 2008⁵⁶ : « il n'y a pas

⁵² Ce qui n'est plus toujours vrai, notamment en Egypte avec le parti al-Nour.

⁵³ Le MTI, Mouvement de la Tendance Islamique, en 1981, se préparait alors à se comporter en parti politique. Ce n'est qu'en 1988 que le MTI, qui avait pour objectif d'obtenir sa légalisation, d'autant que des élections législatives étaient prévues pour mars 1989, changea d'appellation et devint le Hizb En-Nahdha ou *parti de la Renaissance*. Mais la loi de février 1989 sur le multipartisme interdira toute constitution d'un parti sur une base raciale, linguistique, régionale ou, et surtout, religieuse.

⁵⁴ Propos de Bertrand Delanoë, in Alain Gresh, « Bertrand Delanoë, le terrorisme et le Proche-Orient », *Le Monde Diplomatique*, 25 juin 2008 (<http://blog.mondediplo.net/2008-06-25-Bertrand-Delanoë-le-terrorisme-et-le-Proche>).

⁵⁵ Le Code du statut personnel (CSP) consiste en une série de lois dites progressistes tunisiennes, promulguées le 13 août 1956, entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1957, visant à l'instauration de l'égalité entre l'homme et la femme dans nombre de domaines. Le CSP est l'un des actes les plus connus du Premier ministre et futur président Habib Bourguiba près de cinq mois, après l'indépendance de son pas.

⁵⁶ Propos de Bertrand Delanoë, in Alain Gresh, *op. cit.* (souligné par nous).

d'explication et encore moins d'excuse au terrorisme, enfin il n'y a pas d'explication qui donne des excuses. Le terrorisme n'est pas une théorie, c'est une passion : la passion de la mort. L'expliquer serait l'excuser. (...) Le *terrorisme*, il ne suffit pas de le combattre par tous les moyens légitimes (...), il faut le priver *d'argumentation politique*, la question Palestinienne est un aliment qui nourrit la contestation de l'Occident. Elle rejette vers les *terroristes des citoyens arabes* qui n'ont rien *d'intégriste*. » Pour l'homme politique il s'agit d'effacer tout contexte et tout contenu social et politique, il ne s'agit que d'être détenteur du seul pouvoir d'amalgamer, il ne s'agit plus de critique ni d'un combat contre une cause opposée à ses opinions, mais bien d'une violence de *classe*.

Raz de marée des partis islamiques, lit-on dans la presse française et de par ailleurs, lors des élections d'octobre 2011⁵⁷, seulement sept mois après le tsunami au Japon, à peine une ombre dans la mémoire de l'opinion publique, quand sur le front de la civilisation et sur ses ondes, l'horreur de la contamination par les retombées radioactives nous revient rassurante : « une augmentation de la température moyenne de quelques degrés sur un siècle aura des conséquences infiniment plus graves que la destruction d'une centrale nucléaire de temps en temps⁵⁸. » Mais, pour Bertrand Delanoë, il est vrai que, pas plus le système Ben Ali, le nucléaire n'est pas terroriste. Le nucléaire c'est une théorie, ce n'est pas une passion, ce n'est pas la passion de la mort. L'expliquer serait l'excuser ! Non ? « La catastrophe dans laquelle se débattent les Japonais (...), c'est aussi le miroir grossissant de notre condition présente, celle de prisonniers d'un monde clos. Chaque foutue aspiration à la liberté se cogne aux murs des installations nucléaires, se perd dans le temps infini de la contamination. Quelle existence reste-t-il à mener avec un dosimètre autour du cou ? » Arkadi Filine⁵⁹.

Quelle existence reste-t-il à mener avec un trouillomètre autour du cou ? Contamination ou spectre islamiste qui submerge l'imaginaire, menace fantasmée ou réelle, dont l'invisibilité est utilitaire, un spectre qui fait vendre et fabriquer du sécuritaire, alimente le marché de la peur et aide à la lutte contre la « déferlante » de l'immigration tunisienne —qui n'aura pas lieu— et que redoute tant les Etats au nord de la méditerranée. Spectre lubrifié par les armes du racisme, et aussi par celles de l'antiterrorisme, dont la véritable guerre n'est pas du coup que tout s'arrête mais que tout continue. Et qui, corollairement au nucléaire, a ouvert une nouvelle période et forme de domination mondialisée.

La population tunisienne a fait tomber la digue de ses propres peurs et celle de Ben Ali-Trabelsi, la digue antiterroriste qui pesait tout de même 1,5 tonne d'or⁶⁰. Une population qui a retrouvé son aspiration à la liberté, et qui se heurte maintenant au mur des élections et à l'incapacité d'Ennahda, une fois au pouvoir, à résoudre quoi que ce soit sur le front d'aggravation accélérée de la crise sociale et économique. On peut dire aussi que l'insurrection a mis au jour l'état réel de l'économie de la Tunisie, son effondrement que masquait et creusait plus encore le système de prédation Ben Ali-Trabelsi. Une situation économique qui se détériore de plus en plus lit-on ici et là, mais quand on ne peut pas améliorer la situation de chaque Tunisien, on peut sciemment, ou pas, dégrader la situation économique et celle psychologique d'un pays tout entier, un chaos qui fragilise chacun. Pour Ennahda et les salafistes, l'application de la char'i'a vaut l'accomplissement des promesses sociales de la Révolution officialisée, c'est-à-dire usurpée, de janvier 2011. Ce regard en arrière, cette *Euripide* des partis et de la mouvance islamiste, se crispe au contact de la première sphère de la réalité, celle de la contestation sociale toujours vivante et qui manifeste d'autres valeurs, d'autres amours. La démocratie de la rue en s'opposant au politique, et non par réaction délirante, s'insurge contre le nouveau contexte, qu'il soit islamiste, ou parti-politique-démocratique, tout tant s'opposant également à la nébuleuse salafiste, qui compte bien s'imposer et se légitimer par la rue,

⁵⁷ Le parti Ennahda recueillit 38,5 % des suffrages, qui représentent 18,8 % du corps électoral. Nous verrons plus loin ces élections plus en détails.

⁵⁸ *L'Expansion*, juin 2011, cité par Nadine et Thierry Ribault, *op. cit.*, p. 99.

⁵⁹ Arkadi Filine, *Oublier Fukushima*, éditions du Bout de la ville, 2012, 4e de couverture.

⁶⁰ L'or qu'a emmené Ben Ali dans sa fuite en Arabie Saoudite.

que l'on puisse dire que si la rue est salafiste, c'est que la révolution est salafiste. Mais c'est une tout autre figure qui se dégage de cette révolution spoliée par l'Etat. Ce que nous verrons plus loin.

Si pour la France, l'ennemi était, au début la population insurgée contre l'ami-de-la-France, et après les congratulations sur l'héroïque peuple tunisien, cet ennemi n'est ensuite pas à chercher ailleurs que dans les désordres et l'inconscience populaire qui se déchaîna et permit de mettre « les talibans aux portes de l'Europe » : « ce » salafisme, que l'on trouve dans les banlieues françaises, au JT chaque soir, au Mali et dans le nord de toute l'Afrique et par-delà le continent. Mais la supposée « réussite » du salafisme tunisien, qui fait penser à une maladie infantile de l'islam, est avant tout la réussite médiatique qui sert les besoins que la France et la Tunisie en ont plus précisément, techniquement, des besoins de déstabilisation —comme on sur-médiatise en France les extrêmes droites afin de les banaliser dans le paysage médiatique—. « Ce » salafisme est le produit de la crise profonde des institutions nationales et internationales, le produit également de la crise du parti en tant que forme politique et structure d'organisation néocolonialiste de la démocratie parlementaire, de la crise de l'autorité institutionnelle politique et religieuse, observable dans tous les domaines traditionnels de l'obéissance à l'autorité dominante établie et pas seulement en Tunisie.

Quelques brefs mots sur ce « salafisme ». En Tunisie « il » peut être divisé en deux catégories : les scientifiques et les jihadistes. Sur le plan politique, « il » tend à s'appliquer aux tendances contemporaines de l'islamisme, contrairement à la plupart des héritiers de la confrérie des Frères musulmans, tel Ennahda, qui hésitent encore dans certains cas à intégrer les catégories de la pensée politique occidentale moderne, ou à renoncer à la prédication fondamentaliste, voir, dans certains cas, à rejeter la violence (guerre, guérilla, terrorisme, vigilantisme). Ceci constitue qu'un bref aperçu, cependant, même si ces qualificatifs de scientifique et de jihadiste ont un sens pour les acteurs, ils ne reflètent plus les mêmes pratiques politiques et visions idéologiques et sont très minoritaires en Tunisie. Il y a une catégorie de salafistes jihadistes qui pratiquent la violence, la guérilla, le terrorisme, le vigilantisme.

« Le » salafisme, qui en fait est multiple, manifeste une attitude individuelle : « le croyant devient responsable d'une foi qu'il contribue lui-même à construire ; « il » est le principal acteur de son salut, puisque ce sont les conditions de l'observance qui conditionnent, de son point de vue, les conditions de l'appartenance à l'islam⁶¹. » Sans revendications sociales en tant que telle, « il » rejette les idéologies relevant du lexique politique (classes sociales, lutte de classes, marxistes, socialistes etc) préférant se désigner « salafi », comme identité sociale implicite, et qui ne relève pas de l'universalisme occidental. « Le croyant dut-il souffrir moquerie et persécution, se doit de vivre comme un étranger au milieu des siens, comme l'indique le hadith "l'islam a commencé étranger et il finira étranger, alors bienheureux les étrangers"⁶². » « Il » ne reconnaît ni la démocratie occidentale ni le caractère universel des droits de l'homme, et refuse parfois l'idée d'Etat-nation. Pour le salafisme, « il y a toujours le refus de la mixité, quelle que soit sa nature (sexuelle, confessionnelle, culturelle ou politique) car la mixité est source de corruption pour la foi du croyant. (...) Pour les militants salafistes, les partis et les organisations islamistes ne font que reconduire les valeurs et les clivages du système profane, mondain, non-islamique⁶³. » Quoique théoriquement individualiste, « ce » salafisme peut sembler représenter une alternative pour tous ceux qui, refusant la verticalité, ne se reconnaissent pas dans l'organisation hiérarchisée et autoritaire des partis politiques —religieux ou pas— de l'Etat et de tout ce qui se réfère au colonialisme. Un retour aux valeurs culturalistes en réponse aux crises qui se succèdent dans le monde et dans la Tunisie postnationale.

La nuée de groupuscules produit l'illusion d'une mouvance romantique, une aventure sans réelle

⁶¹ Bernard Rougier. *Op. cit.*

⁶² Bernard Rougier. *Op. cit.*

⁶³ Bernard Rougier. *Op. cit.*

théorie de l'Etat, une utopie qui crédibilise une forme de conscience morale attribuée à la religion qui se déclinerait en *acte*, face au malaise social et économique, face à la misère et à la violence exercée sur l'immigration, à la société de classes, à l'idéologie de l'abondance du capitalisme, qui ne profite pas à tous. « Monica Marks, une doctorante qui étudie la question depuis plus d'un an, raconte : "J'ai partagé un peu d'intimité avec une femme qui portait un voile intégral et se disait salafiste. Elle était très individualiste, n'appartenait à aucun groupe politique. Très sympathique, elle s'était davantage inventé un monde plutôt que fabriqué une identité politique. Je me souviens de l'image du bureau de son ordinateur portable avec sur la droite le logo jihadiste (un homme sur un cheval cabré agitant un drapeau noir), et en plein centre un fusil mitrailleur AK-47 rose !⁶⁴" ». Mais c'est « la mise en contexte qui permet de savoir de quoi le salafisme peut être le nom. En certains cas, il offre une expression alternative à ceux qui, parmi les islamistes, ne se reconnaissent pas dans l'organisation hiérarchisée et autoritaire des Frères musulmans. En Egypte, des candidats du parti al-Nour ont pu devenir députés sans passer par le centralisme démocratique de l'organisation des Frères musulmans. Le salafisme offre alors un passage au politique beaucoup plus rapide pour tous les candidats à l'exercice du pouvoir. La force de résonance du référent permet de créer des organisations légitimes auprès d'une partie de la population alors même que les pouvoirs autoritaires ont détruit les cadres politiques de la société civile. Encore une fois, le salafisme triomphe par défaut⁶⁵. »

Nous n'avons pas la prétention d'être exhaustif à ce sujet, ce n'est pas le cadre. Mais pour conclure, les salafismes sont des formes sociales immobiles, a-historiques, socialement immuable et indivisible (sans classes sociales), en réaction au monde extrêmement instable où nous vivons, théoriquement refusant la « tradition, au nom de l'origine » et refus toute filiation, dans sa dimension symbolique et réelle. Dans la Tunisie actuelle, le salafisme, comme mode social hégémonique —identitaire essentialiste (islam) sur une région (« arabe »), par opposition au mode de vie occidentale, et non au capitalisme— s'impose par la force et la violence. Pour le salafisme leur espace temps social, droit, culture sont des espaces temps immuables, un temps particulier qui voudrait contrecarrer la logique uniformisatrice du marché mondial, par une « révolution morale », c'est aussi de la politique qui se substitue à la lutte des classes, ou dit autrement, le salafisme en gardien de l'ordre de la « pureté » contre l'« amoralité occidentale », sans toucher à l'amoralité de la société marchande, ni réfuter le progrès des nouvelles technologies. Mais dire que la mouvance salafiste est apolitique, consiste à dire que le salafisme est une arriération à la limite de la bestialité, qui sans programme social —ce qui est faux, les actions métapolitiques notamment que mènent les salafistes interagissent fortement dans la société— Dire que le salafisme est apolitique omet le fait que la charia est son programme politique. Le point de vue néocolonial qui fait de « l'Homme un animal politique », fait de l'Oriental à qui on enlève la *politique*, un animal. Nous reviendrons plus loin sur les manipulations et l'instrumentalisation du salafisme, comme moyen de détourner le regard sur la réalité économique de la Tunisie mise sous scellée, et rendre inapproprié et inactuel le dialogue et les luttes en cours des Tunisiens.

⁶⁴ Entretien menés par International Crisis Group à Tunis le 20 août 2012 (voir International Crisis Group, *op. cit.*)

⁶⁵ Bernard Rougier. *Op. cit.*

V- Féminisme d'Etat, un élitisme postcolonial et dispositif d'inclusion

Autrement dit [les] intermédiaires et l'enchevêtrement des réseaux clientélistes, familiaux, régionaux, amicaux, le rôle des relations sociales et des rapports de force au sein de la société, le fait que le pouvoir n'est rendu effectif que parce qu'il s'insère dans ces relations sociales, ces jeux de pouvoir, ces rapports de domination. Il faut regarder les pratiques dans leur détail, au-delà des ambitions affichées et des discours. Analyser comment des décisions du pouvoir perçu comme absolu ne sont appliquées que par l'implication d'intermédiaires et par la mobilisation d'autres ressorts⁶⁶.

La mondialisation du capitalisme est indissociable de sa catastrophe mondiale, incarnée notamment par l'étendue d'une dépossession de soi de l'individu encore jamais atteinte. Cela est tout autant vrai pour les hommes que pour les femmes, en ce qui concerne les luttes émancipatrices. L'insurrection tunisienne n'a pas fait qu'éjecter un mâle particulier, elle a éveillé les dépossédés, exhumé bon nombre de cadavres, mis sous le soleil les mensonges et les fausses consciences que l'on trouve jusque dans la triste évolution des gauches modernes occidentales, en particulier celles françaises, dans lesquelles Guy Debord avait vu, dès 1967, de « fausses luttes spectaculaires des formes rivales du pouvoir séparé sont en même temps réelles, en ce qu'elles traduisent le développement inégal et conflictuel du système, les intérêts relativement contradictoires des classes ou des subdivisions de classes *qui reconnaissent le système, et définissent leur propre participation dans son pouvoir*⁶⁷. »

Le « raz de marée islamique » ne fut à côté de l'insurrection populaire, une vaguelette de réactionnaires identitaires munie du moyen électoral déformant la réalité qui fait passer de minorité à majorité. Mais le conflit a permis de mettre en crise le féminisme d'Etat et ses féministes satellites, que le « féminisme » culturaliste des religieux a fait surgir de leurs tombeaux dorés. Le parti au pouvoir Ennahda, ou ses lunaires salafistes, est un modèle social hiérarchisé patriarcal, une société de classes mais, qui pour le chômeur, l'éclatement social et familial, l'adultère, *l'islam* est la *solution* et la *chari'a*⁶⁸ comme normatif de la vie publique et privé des musulmans, avec des interactions sociales, culturelle et relationnelle, notamment entre homme et femme. Ce que dénonça Mansour Fahmy, au début du 20^e siècle sur le rapport entre femme et homme, femme et société : « Mahomet eut beau vouloir relever, en théorie, la condition du sexe dont les charmes ont agi si profondément sur sa sensibilité poétique, en dépit de ses intentions, l'islam la dégrada. Il a protégé les femmes contre l'agression de l'homme, mais il les a étouffées en rendant difficile l'échange entre elles et la société qui les entoure, et par là, il leur a ôté les moyens mêmes de profiter de cette protection⁶⁹. » Et Zahra Ali⁷⁰ : « Ce sont l'idéologie et les pratiques patriarcales qui sont venues entraver la réalisation de l'égalité entre hommes et femmes. La jurisprudence islamique (*fiqh*), au moment où elle s'est consolidée, a été envahie par les conceptions et comportements patriarcaux de l'époque et c'est cette version patriarcale de la jurisprudence qui a modelé les différentes formulations de la *shari'a*⁷¹. »

⁶⁶ Béatrice Hibou. *Op. cit.*

⁶⁷ Guy Debord, *La Société du spectacle*, éditions Champ-libre, 1974, thèse 56, pp.35-36 (souligné par nous).

⁶⁸ Shari'a : Chemin pour respecter la loi [de Dieu]. littéralement la voie, le chemin vers la source, le principe de justice et d'égalité pour les réformateurs musulmans (et non au sens politique communément utilisé).

⁶⁹ Mansour Fahmy, *La condition de la femme dans l'islam*, Allia, 2002.

⁷⁰ Zahra Ali est engagée depuis de nombreuses années au sein de dynamiques musulmanes, féministes et antiracistes. Dans *Féminismes islamiques* (aux éditions *La Fabrique*, Paris, 2012) elle donne la parole à des chercheuses et militantes investies dans les mouvements du féminisme islamique (Omima Abou-Bakr, Zainah Anwar, Margot Badran, Asma Barlas, Malika Hamidi, Saida Kada, Hanane al-Laham, Asma Lamrabet et Ziba Mir-Hosseini). Dans cet ouvrage, elle défend la nécessité de « décoloniser le féminisme » afin de le renouveler.

⁷¹ Entretien avec Zahra Ali, « Les femmes musulmanes sont une vraie chance pour le féminisme », *Contretemps*, 24 novembre 2011.

(<http://www.contretemps.eu/interviews/%C2%AB-femmes-musulmanes-sont-vraie-chance-f%C3%A9minisme-%C2%BB-entretien-zahra-ali>).

« Je pense qu'il faut vraiment insister, dit Zahra Ali, dans cette question de la réappropriation ou non du terme "féminisme", sur la tradition coloniale du féminisme occidental, qui a été vécue de manière extrêmement violente par les musulmanes elles-mêmes. Aujourd'hui encore, la cause des femmes continue d'être utilisée à des fins racistes et impérialistes. (...) La non-identification à ce terme de "féminisme" peut également être comprise d'un point de vue stratégique, comme la volonté de montrer que notre lutte pour l'égalité, pour l'émancipation, ne s'inscrit pas dans ce modèle-là et le refus d'apporter une nouvelle caution à l'impérialisme et au racisme⁷². » En réaction au colonialisme et au racisme, un « féminisme anti-impérialiste » institutionnalisé par Bourguiba, s'affiche comme un contre modèle postcolonial, également institutionnalisé par l'actuel parti au pouvoir Ennahda. D'une façon générale, aujourd'hui, le voile qui protège la femme musulmane est posé comme une « critique féministe », une manière de retourner à la société occidentale la dépossession du corps qui fait de la femme occidentale, un objet. Dans son livre *Beauté Fatale*⁷³ Mona Chollet dit : « il y a une instrumentalisation de la libération sexuelle féministe pour un retour aux normes très oppressant pour les femmes occidentales. Et cela passe aussi par une injonction au "dévoilement", à montrer son corps, à montrer un corps qui correspond à des standards très précis, parallèlement à une sur-sexualisation des corps. Par rapport à ça, il me semble que le voilement du corps peut tout à fait être pensé et revendiqué comme une protection face à cet envahissement de la domination masculine⁷⁴. » « Demander aux jeunes filles musulmanes de justifier le port d'un bout de foulard, mais on ne demande pas aux autres filles de justifier l'achat d'un jean moulant, de telle ou telle tenue qui fait du corps un corps très sexualisé, etc. Selon moi, toutes les femmes devraient s'interroger sur leur manière de se vêtir, en lien avec les questions de capitalisme et d'économie, de marchandisation et de sexualisation du corps : tout ça, ce sont des questions que toutes les féministes, que toutes les femmes —hommes et femmes, en fait— devraient se poser. (...) Cette idée chez beaucoup de musulmanes qui portent le foulard de dire : "moi je porte le foulard parce que c'est aussi un refus de cette érotisation du corps, de cette forme de féminité imposée⁷⁵" ». Mais cette critique de la marchandise laisse entendre que, s'il n'y a eu des luttes émancipatrices et une libération des mœurs (contre le patriarcat, la morale bourgeoise, le clergé et l'église romaine, etc.) cela n'aurait été qu'au seul profit de la marchandise. D'autre part le foulard, qui est *aussi imposé* dans de nombreux pays islamiques ne protège pas de la marchandisation de la femme ni celle de l'homme, il ne protège pas des névroses, de la frustration, de l'aliénation et la colère. Par ailleurs, on peut être féministe critique envers l'« envahissement de la domination masculine », et parfaitement bien intégré dans la société marchande. Zahra Ali habite en Angleterre, et ne vit pas en Tunisie où l'instrumentalisation de la femme et le « féminisme » sont opposés d'une façon manichéenne : féminisme-d'Etat ou bien « féminisme-religieux⁷⁶ » et « anti-impérialiste » ? Etat autoritaire moderniste ou celui conservateur ? Tunisie occidentale ou terre d'islam ? Jouissance ou ascétisme ? Erotisation ou bien refus d'érotisation du corps ? Imposer le voile ou imposer le dévoilement ? Morale islamique ou morale bourgeoise, etc. Deux conceptions et leurs mensonges, sans issue. Le féminisme d'Etat tunisien, d'héritage coloniale représente les classes sociales privilégiées et a confisqué le dialogue social et le débat des Tunisiennes et des Tunisiens et c'est maintenant le « féminisme-religieux », sous couverture d'anti-impérialisme et de traditionalisme, qui reprend à son tour la relève de la confiscation du dialogue social et du débat.

Par contre, la substitution de la classe par la ségrégation raciale et spatiale, la doctrine ou la culture demeure l'un des instruments de domination du féminisme institutionnel, et représente la ligne de séparation entre ces deux positions, la démarcation entre les circonscriptions les plus urbaines, sommairement au nord, et les régions du centre ouest du pays, les zones les moins industrialisées et les plus rurales du pays. Le « féminisme de tradition religieuse », lui, réunit les femmes, non pas du point de vue de leur appartenance à une classe sociale particulière, qui elle est niée, mais au

⁷² Entretien avec Zahra Ali, *op. cit.*

⁷³ Mona Chollet, *Beauté fatale : Les nouveaux visages d'une aliénation féminine*, Paris, Zones, 2012.

⁷⁴ Entretien avec Zahra Ali, *op. cit.*

⁷⁵ Entretien avec Zahra Ali, *op. cit.*

⁷⁶ Mis entre parenthèses, considérant l'expression impropre.

traditionalisme du plus ou moins « vrai » islamisme. Dans les deux cas, le dialogue, subtilisé par le pouvoir, fait du corps, de la féminité, la propriété d'un « autre » : « La jeune fille qui s'était présentée sous le nom d'Amina Tyler a fait scandale en Tunisie en publiant mi-mars des clichés d'elle la poitrine nue barrée des mots "Mon corps m'appartient, il ne représente l'honneur de personne" ou encore "Fuck your morals", selon le mode d'action des Femen⁷⁷. » Que cet « autre » soit marchand, patriarcal, morale traditionnelle, morale bourgeoise, il n'y a pas de libération et les divers possibles de vies, de cultures, s'il y a, sont systématiquement condamnés à ne pas coexister. D'autre part, les femmes ont été prolétarisées au nom de leur émancipation pour le développement de l'économie de marché, culpabilisant celles qui ont gardé leur indépendance. Maintenant qu'il y a une forte rétention de travail dans le monde, il faudrait que les femmes retournent à ces « tâches traditionnelles ou domestiques ». Et aujourd'hui la société marchande qui colonise tout, même les sociétés islamiques, a détruit toute indépendance, déjà celle de penser par soi-même : quelle indépendance ? Quelle émancipation ? Quelle libération ?

L'instrumentalisation de la femme de l'ère Bourguiba, qui avait instauré le féminisme d'Etat, en libérateur du pays et de la femme : abolition de la polygamie, du port du voile dans les administrations, les écoles et les universités et d'une manière générale dans les lieux publics, droit à l'avortement, accès à la contraception, droit de vote, droit à l'éducation etc.. Quoique, à regarder de plus près la réalité est toute différente ; différente aussi la réalité de cet anticolonialisme de Bourguiba, à la rhétorique colonialiste —postcoloniale pour son successeur— différente la réalité de la femme en France instrumentalisée, qui pour être indépendante pécuniairement, est devenue dépendante du salariat, de l'employeur, de la garderie des enfants, de l'école et esclave du système marchand, etc..

A la suite du patriarche Bourguiba, Ben Ali, le père félon —calife à la place du calife— en rempart contre la « menace islamiste », se gratifie des galons de chef d'Etat moderniste, très apprécié dans les milieux du spectacle français médiatico-politique et des affaires. Milieu où chacun savait que Ben Ali se servait du CSP [Code du statut personnel] comme d'une image de marque et d'une vitrine démocratique, un argument de poids pour justifier la répression envers les islamistes et la société tunisienne, et qui lui permet de couvrir les mécanismes de contrôle appliqués à l'ensemble des Tunisiens, avec l'adhésion et le soutien des dirigeants français médiatiques. Mais, la virginité avant le mariage reste une valeur absolue, un couple non marié ne peut pas s'afficher main dans la main dans la rue, le chômage touche plus les femmes que les hommes, etc.

Dans le domaine politique, où le pouvoir est concentré entre les mains d'une seule et même personne, c'est le même écran de fumée : « "Si le pouvoir de Ben Ali s'est plu à avancer que le pourcentage de femmes députées est passé de 1,82 % en 1996 à 22,75 % en 2004, l'illégitimité de ces parlements successifs nuit à la crédibilité de ces chiffres" », avance Meryem Belkaïd, blogueuse et universitaire tunisienne. Le féminisme d'Etat, ou ses organisations satellites, fait partie des dispositifs de sécurité, des mécanismes de contrôle social, au même titre que, par exemple, la menace islamiste. L'Etat se doit de devancer tout ce qui peut être incertitude, risque, danger, et il est en cela légitime parce que cela répond à un désir d'Etat, à un désir d'un Etat protecteur. Et à l'ambition de « modernité » de la part d'une clientèle de consommateurs occidentalisés et urbanisés qui détiennent savoir-pouvoir et qui désirent sa reconnaissance et tiennent à ce rôle en tant que classes sociales moyennes et supérieures. La fonction de ce dispositif n'est pas forcément synonyme d'adhésion aux modes de gouvernement, mais du moment que chacun et chacune de ces féministes institutionnelles se soumettent au système de paix sociale, pris dans des rapports de domination et de pouvoir tous trouvent par leur *mission civilisatrice* leur appétence de grandeur de ne pas être touché par les stigmates d'une arriération sociale (qui rime avec raciale) et qui dresse les cités du nord contre celles du sud, moins industrialisées. L'« indépendance » et la « libération des femmes »

⁷⁷ 20 minutes, « Amina, la Femen tunisienne jugée ce jeudi », *20minutes*, 30 mai 2013. (<http://www.20minutes.fr/societe/1164807-20130530-amina-femen-tunisienne-jugee-jeudi>).

par Bourguiba, ont été hissées au rang de « valeurs », de celles que le progrès occidental diffuse par le monde, *indépendance, libération, femme*, mais elles n'ont été que des éléments de langage, un leurre posé sur la censure de la situation sociale réelle. Cet assemblage d'euphémismes, comme le téléviseur, permet de définir le niveau de « bien-être » de civilisation de la société marchande, le degré d'émancipation des femmes réduites, comme les hommes, à de simples consommatrices, *qui reconnaissent le système, et définissent leur propre participation dans son pouvoir*.

« L'entrée des partis de l'opposition indépendante, sur la scène politique protestataire est venue rassurer les classes moyennes et supérieures à l'égard du mouvement populaire qui, au départ, pouvaient leur apparaître de "*nature tribale*", car ils étaient animés par des populations du centre-ouest du pays, traditionnellement méprisées par les citadins⁷⁸. » Le féminisme institutionnel, institutionnalisé, institué, et un « féminisme » essentiellement élitiste. Pour certaines militantes, le mouvement féministe a beaucoup pâti de cette appropriation du combat pour les droits des femmes par Leïla Trabelsi (femme de Ben Ali). « Au cours des dernières années, certaines *organisations féminines ont été privilégiées* et utilisées à des fins de propagande qui servaient le pouvoir. (...) Autrefois, il y a eu un amalgame qui a porté préjudice à l'image de la femme⁷⁹ » explique Lilia Labidi, Ministre des Affaires de la Femme qui, sans ironie, participe tout de même au gouvernement provisoire à majorité RCD⁸⁰ : « associé à la dictature, le mouvement [féministe tunisien] doit aujourd'hui reprendre les choses au début et réexpliquer le bien fondé du message pour l'égalité femmes/hommes. (...) Les militantes savent aussi que le mouvement doit se renforcer et *se diversifier. Essentiellement implanté chez les élites intellectuelles*, le défi est maintenant de porter la parole féministe auprès *de la jeunesse, des couches populaires de la société et dans les zones rurales* pour que ce dernier représente toutes les femmes. Dans un but simple : peser davantage sur le cours de la révolution⁸¹. » Le réveil de l'élite féministe après tant d'années de mépris envers les classes pauvres, *de la société et des zones rurales*, notamment celles du centre-ouest de la Tunisie. L'élite féministe réalise alors le fossé des disparités sociales, en fait des dominations de sexe-classe-race, à partir du moment où le rempart-Ben Ali anti-islamique a fui, lorsque le privilège de faire partie de l'élite est remis en question par le processus populaire en cours, qui révèle la fracture nette entre les femmes des différentes classes sociales, où la participation à la vie politique et sociale n'était une réalité (illusoire) que pour celles qui étaient proches du pouvoir. Dans le milieu Ben Ali-Trabelsi, les femmes des classes moyennes et supérieures⁸², éduquées, excluaient elles aussi ces femmes tenues pour arriérées et méprisables. Un racisme respectable aux allures de lutte pour l'égalité hommes-femmes enveloppée dans le drapeau de la laïcité ; après tout, hommes et femmes peuvent se rejoindre et être égaux dans le racisme. Et maintenant qu'elles se trouvent en quelque sorte à égalité avec les « ploucs » tribales du centre-ouest et du sud, du fait de l'arrivée au pouvoir des islamistes et du fait leur rôle répressif, l'attention de cette élite pour leurs sœurs des campagnes surgit tout d'un coup, comme la fausse conscience, et *reprend ces accents de mission civilisatrice* : peser davantage sur le cours de la révolution, pour inculquer une civilisation supérieure à ces sujets non-civilisés, qui ont brandi les piques de la révolution, pour que ce mouvement féministe *puisse* représenter toutes les femmes, et notamment celles qui n'avaient pas le privilège d'accéder au progrès occidental libérateur, triplement dominées qu'elles étaient par le féminisme-institutionnel-Ben Ali-Trabelsi, méprisées en tant que sous-femme, « sous-race », par l'Etat autoritaire en tant que classe sociale oubliée, et par le patriarcat

⁷⁸ Michae Béchir-Ayariet Vincent Geisser. *Op. cit.*

⁷⁹ Lilia Labidi interrogée par *Le Temps*, février 2011 (souligné par nous).

⁸⁰ Lilia Labidi a dirigé un programme de recherche national sur la moralité publique dans le monde et en Afrique. Après le Caire où elle a animé des cours dans ses universités, elle est conférencière à l'Institut des études avancées de l'Université de Princeton NJ et au Woodrow Wilson International Center de l'université de Washington DC (Etats-Unis d'Amérique).

⁸¹ Thalia Breton et Soudeh Rad, « A la rencontre des féministes tunisiennes », *Mediapart*, 1^{er} avril 2011

(<http://blogs.mediapart.fr/edition/revolutions-dans-le-monde-arabe/article/010411/la-rencontre-des-feministes-tunisiennes->), souligné par nous.

⁸² Ce qui ne signifie pas que toutes les femmes intellectuelles, éduquées, de classes moyennes etc., soient à mettre dans le même tonneau.

local, qu'il soit islamiste ou autre maquereau, qu'elle soit femme au foyer-employée-chômeuse.

Aussi et en définitif, le féminisme d'Etat de Ben Ali, défenseur de *laïcité* comme de figure de *progrès* et de *modernité* de la femme (à l'*occidentale*) supposait son « émancipation », mais dans certaines limites à ne pas dépasser : celles d'un « Islam éclairé », l'**instrumentalisation des femmes** en lien avec l'islam radical et le terrorisme fut de refuser la liberté d'expression à tous et toutes. Et lors des élections d'octobre 2011, associant la laïcité (benaliste) à l'athéisme, comme valeur occidentale et colonialiste, la « réussite » d'Ennahda s'est traduite électoralement par opposition au parti-famille Ben Ali-Trabelsi, qui avait fait de la laïcité l'une des garanties de la cohésion et le contrôle totale de la Tunisie face à un ennemi conçu intérieur-extérieur (« menace d'un islamisme intégriste »). La laïcité, caution et alibi du pouvoir Ben Ali, fut pour Ennahda et d'une certaine manière pour les salafistes, la voie toute tracée vers le pouvoir. L'ironie est que l'obscur guerre antiterroriste a ouvert la porte à un islam politique et que celui-ci, par son réveil, réveille le, les courants féministes, dont nous ne faisons ici qu'un survol sommaire.

Critique anticolonialiste, et/ou récupération/instrumentalisation de la femme par ces conservateurs religieux aux vertus libératrices et « féministes », qui défendent pour autant les valeurs répressives du patriarcat au nom du traditionalisme —à l'exemple français avec les formations de droites et d'extrême-droites racistes, identitaires, intégristes, xénophobes, mais pas toujours toutes homophobes, dont leurs portes paroles et représentantes sont des femmes—, quand dans le monde *utopie, écologie, féminisme etc., entrent dans la lutte contre toute mise en cause de l'ordre moral existant*. C'est une stratégie idéologique opportuniste et identitaire, doublé d'un retournement qui opère hégémoniquement sur la société tunisienne en tant que *conscience postcoloniale du colonialisme*, en réponse à l'hégémonie occidentale et en réplique à l'universalisme colonial D'où le fait que ce « féminisme religieux » est à la fois construit par le développement du capitalisme et inséparable de sa dimension coloniale dans la mondialisation, une dimension qui boucle le monde et contamine tous les discours distillés par lui, où toutes les idéologies se côtoient, s'interpénètrent et sont retournées : des discours les plus libéraux (au sens du 18^e siècle) aux plus religieux (musulman ou catholique) jusqu'aux débris idéologiques qui servent de pensée aux extrêmes droites, etc., le versant contre-hégémonique, vidé de tout sens, est un leurre qui sert tout pouvoir séparé coercitif, on fait avec, comme on fait avec le capitalisme. —Une parenthèse : dans *La culture de l'égoïsme*, Castoriadis dit que [la première vague] « la plus authentique, du mouvement féministe, (...) c'est la première fille qui a eu le courage d'aller à l'université étudier la médecine et voir des cadavres d'hommes nus⁸³. »

Toute la difficulté, dit Jean-Claude Michéa, « est de découvrir les moyens politiques de mener à bien un (...) programme égalitaire et libérateur sans aboutir pour autant —à l'instar du rouleau compresseur qu'incarne le marché capitaliste— à détruire du même mouvement les conditions anthropologiques du *fait communautaire lui-même*. (...) en considérant, par principe, [comme nécessaire] l'attachement des peuples à leur langue, leurs traditions et leur culture (...) que les individus modernes pourront trouver le chemin d'une émancipation personnelle et collective à la fois *réelle* et véritablement humaine⁸⁴. » L'émancipation signifie aussi l'autonomie, la libération des femmes de la bureaucratie féministe. Or, comme le dira Pinar Selek sur la Turquie : « L'Etat accorda les droits des femmes des 1930 (...) émancipées mais pas libérées. »

L'exposition, de l'artiste syrienne, Laila Muraywid⁸⁵, « lève une partie du "voile sur le nu dans le monde arabo-musulman". (...) Non, le corps n'est pas un sujet tabou chez les artistes arabes [dit-elle]. Non, le nu n'est pas interdit. (...), [il est] mis en scène depuis des millénaires, parfois avec

⁸³ Christopher Lasch et Cornelius Castoriadis, *La culture de l'égoïsme*, Climats, 2012, pp.26-27.

⁸⁴ Christopher Lasch et Cornelius Castoriadis, *op. cit.*, pp.77-78, p.82.

⁸⁵ Laila Muraywid, « Quand le silence a des milliers d'odeurs », Lyon, Galerie Regard Sud, 2013. (<http://www.regardsud.com/#!/untitled/cxpp>).

bien plus d'audace que chez les artistes occidentaux. [Laila Muraywid] dénonce ainsi l'utilisation de la femme comme objet sexuel, notamment en temps de guerre, avec leur longue litanie de viols, tant de la part des vaincus que des vainqueurs », dans le monde arabe, mais aussi ailleurs. Lors de l'exposition au palais d'Abdelliya où se tenait le *Printemps des Arts* de Tunis, elle a été violemment attaquée par les salafistes, puis censurée par le ministère tunisien de la Culture⁸⁶ : « Le corps de la femme est pris au piège dans des réalités politiques, *religieuses et sociales*. *La femme est reléguée dans un rôle d'objet sexuel*, dira Laila Muraywid⁸⁷. » Le salafisme et les Frères musulmans produisent l'oppression sur les femmes, l'oppression sexuelle et, plus largement encore, l'oppression générale sur le corps social. En Turquie, alors que le pouvoir est tenu par un parti islamique, l'AKP, Pinar Selek dit que de nos jours « le féminisme est à la mode partout et étudié dans les universités ». La mondialisation amène de nombreuses complexités d'interpénétrations culturelles, idéologiques, des avancées sociales qui coexistent avec les perversions marchandes des systèmes politiques démocratiques, conservateurs et autoritaires —et pas seulement par intérêt—. On peut émanciper partiellement sans libérer, où on peut, dans certains Etats, être Gay ou Lesbiennes ou Bi ou Transexuel et féministe, à partir du moment où l'on ne touche pas à l'essentiel et qu'on ne remette pas en question l'ordre moral de la marchandisation établi. Et du coup renvoie le courant féministe d'Etat institutionnel, à la convergence d'intérêt et d'affinité avec les pouvoirs racistes et identitaires, en consolidant l'argumentaire des salafistes et des Frères musulmans soumis par la stratégie néocoloniale du capitalisme actuel dans l'effondrement d'économies locales qui nécessite un repliement sur soi, en contradiction avec les avancées sociales dues aux résistances et aux luttes réelles dans le monde. Le féminisme d'Etat ou institutionnel, d'origine occidentale en Tunisie, confirme les questions de substitution et de dominations *sexe race classe* : « Dans le cas du féminisme, la réaction contemporaine n'a eu de cesse ces dernières années de faire des non-Blancs la première menace contre les "homosexuels". Du "jeune de banlieue" viriliste et macho jusqu'aux musulmans "intégristes", les hommes noirs et arabes, mais aussi les cultures non occidentales —en particulier islamique— sont représentés comme une force majeure de la domination hétérosexiste contemporaine. (...), cette manoeuvre n'est là que pour dédouaner la France blanche de son homophobie, de sa lesbophobie et de sa transphobie structurelles, inscrites dans la législation, les dispositifs scolaires et médicaux ou encore les politiques d'accès aux soins. (...) Le discours des groupes LGBT [Lesbiennes, Gays, Bi et Trans] dans leur action de solidarité internationale reproduit l'hégémonie occidentale en imposant des catégories (homosexuelle et hétérosexuelle) à des personnes qui vivent dans des contextes où les sexualités, les identifications, les formes d'érotisation ont suivi des trajectoires complexes : celles-ci sont à la fois façonnées par la colonisation et le processus de mondialisation actuel, mais présentent aussi des particularités locales ou régionales qui ont survécu à la formation des États-nations et à l'impérialisme⁸⁸. (...) Comme l'écrit Massad : "Dans le contexte du nationalisme arabe anticolonial, et plus récemment de l'islamisme, empruntant à l'Occident sa modernisation technologique tout en "préservant" sa propre version de l'"authenticité culturelle ou religieuse", la *Gay International* est légitimement perçue

⁸⁶ « Dans un communiqué rendu public le 13 juin, le président de la République, le président de l'Assemblée nationale constituante ainsi que le chef du gouvernement ont lancé un appel au dialogue, à l'unité nationale et à la solidarité et ont condamné la violence des groupes extrémistes. D'autre part, ils ont aussi condamné ce qu'ils ont considéré comme une atteinte au sacré qui dépasserait selon eux le cadre des libertés et d'expression. Le ministre de la culture, Mehdi Mabrouk, a décidé la fermeture du Palais Abdelli et le déclenchement de poursuites judiciaires contre l'Association des arts de la Marsa qui a organisé le festival du Printemps de l'art plastique pour atteinte aux bonnes mœurs et à l'ordre public. De plus, le groupe parlementaire des députés membres d'Ennahdha a annoncé le 12 juin qu'il allait proposer une loi incriminant toute atteinte au sacré. Les libertés d'expression et de création, selon eux, ne peuvent pas être absolues, elles doivent respecter les croyances et les mœurs du peuple tunisien » (Fédération Internationale des Droits de l'Homme, « Violences et intolérance en Tunisie », *FIDH.org*, 16 juin 2012. (<http://www.fidh.org/violences-et-intolerance-en>).

⁸⁷ Segesta3756, « Le corps en fragments de Laila Muraywid », *Mediapart*, 9 juillet 2012. (<http://blogs.mediapart.fr/blog/segesta3756>).

⁸⁸ Félix Boggio Ewanjé-Epée et Stella Magliani-Belkacem, *Les féministes blanches et l'empire*, La Fabrique, 2012, pp.77-97 (chapitre V : « Solidarité internationale et hégémonie occidentale »).

comme une dimension de l'emprise occidentale sur les cultures arabes et islamiques"⁸⁹. » Un communiqué des LGBTI, lors d'un débat du 17 juin 2013 : « *Quelles formes de solidarité internationale entre minorités sexuelles ? Quels écueils à éviter ?*. Les "droits des homos" comme les "droits des femmes" sont présentés souvent en étendard du fameux "conflit des civilisations" : ces droits seraient des acquis en Occident, menacés par l'Islam et donc logiquement à défendre et à imposer partout dans le monde. On en arrive même à utiliser cet argumentaire raciste pour justifier et légitimer des guerres néo-colonialistes. A contre-courant des discours ambiants, entre Liban et Belgique, des activistes homos parlent, et donnent leur vision sur la relation entre guerres, politique et sexualité. Illes abordent aussi le fait que les identités LGBT se construisent différemment à travers le monde et montrent donc la complexité de la solidarité internationale"⁹⁰. »

La captation de la représentation institutionnelle, dans tous les domaines sociaux et sociétaux, culturels, sexuels, mœurs, politiques et économiques, par une même élite, est le problème qui nous est posé, banalisé dans la mondialisation comme tout phénomène colonial, ce pouvoir uniforme qui vient effacer la complexité humaine et ses singularités.

VI- Success story électoral des mouvements islamiques

*Pour Halloween, j'ai imaginé l'incarnation du Mal, le mythe élémentaire du Mal à l'état brut. D'où cette créature masquée qui rôde et peut être partout et tout le temps. John Carpenter*⁹¹.

L'année 2011 déboucha sur l'institutionnalisation du politique qui ne pût résoudre en aucun cas la question des légitimités concurrentes, le ministère de l'Intérieur tunisien légalisant plus d'une centaine de formations politiques —l'organisation du vide politique par la dictature Ben Ali vide a été rempli jusqu'à vomir de partis politiques, le multipartisme est l'autre vide, l'autre forme de dictature de la religion du « démocratism représentatif spectaculaire »—. La multitude de nouveaux partis couvre un très large spectre politique : nationaliste arabe, libéral, destourien, socialiste, communiste et islamiste. La plupart de ces formations sont faiblement structurées et n'ont guère d'ancrage dans le tissu social tunisien, même sont totalement inconnus des Tunisiens, tout comme les femmes et les hommes qui en sont les représentants : « Faire de l'élection un festival de rue ? Sans débats-combats, sans idées, sans livres, sans lectures, sans nourriture spirituelle, peut-on penser le pays, peut-on réinventer la liberté (...) ?⁹² » Dans ces circonstances, l'accélération du processus « démocratique » et le suffrage dit universel sont un leurre à triple voire quadruple titre. Des partis et des leaders surgis ex-nihilo et sans aucune base sociale, un pouvoir confisqué par des professionnels, le dialogue populaire rompu contraint les Tunisiens de se plier à la loi d'un parti au programme vague et généraliste. « Alors que la date de l'élection approche, les populations qui ont participé aux mobilisations de l'hiver 2010-2011, semblent se désintéresser d'un processus électoral dont les enjeux ne soulèvent guère leur enthousiasme. Les populations de l'intérieur "qui ont fourni le gros contingent de protestataires lors des révoltes du bassin minier de Gafsa de 2008 ou pendant les mobilisations de l'hiver 2010-2011" ne sont guère pressés de s'inscrire sur les listes électorales⁹³. » Et pour cause, l'accélération « démocratique » qui a écrasé le mouvement insurrectionnel, ne permet plus de penser par soi-même, ni d'échanger, remplacés par les mots magiques : *démocratie, suffrage universel, laïcité, l'islam est la solution*, et c'est dans les

⁸⁹ Joseph Massad, *op. cit.*, p. 175. Cité dans *Les féministes blanches et l'empire*.

⁹⁰ Communiqué LGBTI Lyon. La Radio Canut a proposé une soirée débat sur ce thème le 17 juin 2013.

⁹¹ Cité par Eric Chauvier, *La crise commence où finit le langage*, Allia, 2009.

⁹² Taoufik Ben Brik, *op. cit.*

⁹³ Amin Allal. « Tunisie : le bal des prétendants », *Alternatives Economiques*, 6 octobre 2011. (http://www.alternatives-economiques.fr/tunisie---le-bal-des-pretendants_fr_art_630_55593.html).

circonscriptions les plus urbaines qu'Ennahda remportent le plus de voix (Ben Arous, Sfax 1, Tunis 1), « c'est dans les régions du centre ouest du pays, les zones les moins industrialisées et les plus rurales du pays, celles d'où est parti le mouvement protestataire de l'hiver 2010-2011 que le parti islamiste réalise ses scores les moins élevés⁹⁴. »

Le *suffrage universel*, aussi universel qu'il puisse l'être, même si il faisait voter les anarchistes, les abstentionnistes, les étrangers, les je-menfoutistes et les morts, ne changerait rien à la donne, s'il n'y a pas de contrôle permanent par le peuple, et de destitution possible à chaque instant des représentants tirés au sort par le peuple, si les mandats ne sont pas des mandats uniques le temps de faire concrètement ce pourquoi le représentant a été tiré au sort, le pouvoir restera l'apanage de professionnels ou de spécialistes de la politique. Le suffragisme, cette maladie de la démocratie parlementaire ou représentative, permet de faire oublier ce que peut être la démocratie réelle, de faire croire au perfectionnement d'une société, mais aussi de mesurer et de décréter le déficit de civilisation marchande d'un pays d'Afrique par exemple, et le degré d'« émancipation » dans la société de consommation. Ainsi la Tunisie remplit à la perfection la feuille de route démocratique depuis sa révolution de palais du 14 janvier 2011, avec la multiplication par cent des partis politiques. Ce suffragisme, permet de détourner les luttes et les revendications de la population tunisienne : par ce processus de démocratisation du parlementarisme. Le parlement, qui était auparavant entre les mains d'un seul homme, est maintenant entre celles de plusieurs centaines de femmes et d'hommes. C'est-à-dire la confiscation de la démocratie du pouvoir du peuple, qui contemple maintenant la multitude et nouvelle élite de la représentation.

Et l'*universel*, « qui vaut pour tout esprit » dit le Larousse, c'est le grand saut de la confusion, du multipartisme au suffragisme : deux méthodes du mécanisme électoral de la démocratie représentative occidentale coloniale et civilisatrice, qui permet de justifier n'importe où n'importe, qui et n'importe quoi, avec un chèque en blanc. Le suffragisme, son rôle civilisateur en dit long : « à cette fin, les pages de la *Française*, journal de l'Union française pour le suffrage des femmes (UFSF), constituaient un support de choix. Les femmes françaises d'outre-mer s'y "considéraient comme des facilitatrices, œuvrant au cœur des différentes communautés dans le but de transmettre les valeurs de la civilisation française ou, plus occasionnellement, celles d'un féminisme international et égalitaire⁹⁵". Déjà, dans les années 1890, le suffragisme français comprenait bon nombre de féministes qui voyaient dans le cadre impérial un certain appui pour soutenir leurs revendications. (...) C'est le même enjeu stratégique qui, dans les années 1920 et 1930, poussait les autrices de *La Française*, membres de l'UFSF, à se prononcer dans la hiérarchie raciale. Leurs principaux arguments se posaient en ces termes : "Comment allaient-elles accomplir la mission civilisatrice si la France s'avérait incapable d'inculquer une civilisation supérieure à des sujets colonisés possiblement à même d'obtenir le droit de vote avant elles ? Quel pouvait être le rôle des femmes dans les colonies ? Comment ce rôle pouvait-il renforcer les campagnes menées en métropole pour le suffrage des femmes, tandis que la plupart des autres Européennes avaient déjà obtenu le droit de vote⁹⁶ ?" »

Voyons ce *raz de marée* dû au droit de vote universel : « Sur 7 569 000 électeurs potentiels, il y a eu 3 702 627 votants, soit une participation de 48,9 % : donc 51,1 % d'abstentionnistes ! Le chiffre de 90 % de participation ne prenait en compte que les inscrits sur les listes électorales, et non ceux qui étaient autorisés à voter... (...) Le parti Ennahda recueille 38,5 % des suffrages, qui représentent 18,8 % du corps électoral : du fait du système de semi-proportionnelle adopté pour cette élection, ce résultat lui donne 41 % des sièges de l'assemblée constituante, soit 89 sièges sur 217. 35,1 % des voix se sont portées sur des petites listes qui n'ont pas atteint le seuil pour avoir des représentants

⁹⁴ Éric Gobe, « Tunisie an I : les chantiers de la transition », *L'Année du Maghreb*, n°8, 2012 (<http://anneemaghreb.revues.org/1549>).

⁹⁵ Lire notamment Jennifer Anne Boittin « Feminist mediations of the exotic : french Algeria, Morocco and Tunisia, 1921-1939 », *Gender&History*, vol. 22, n° 1, avril 2010, pp.131-150.

⁹⁶ Ibid. P. 18-19-20. Cité dans *Les féministes blanches et l'empire*. Voir plus haut.

élus (magie du système proportionnel et de la dispersion des listes...). À 3 % près presque autant que le nombre de voix d'Enahda... (...) cela relativise ce fameux et fumeux raz de marée islamiste⁹⁷. » Ainsi *réhabilité* : absous, innocenté, blanchi, dédouané, disculpé, lavé, racheté par le processus démocratique et le suffrage universel, l'Etat autoritaire à nouveau se rétablit dans ses droits sacrés. Et ce n'est pas l'islam qui est en cause.

VII- L'éveil identitaire, ce *raz de marée* conservateur-néolibéral

Au lieu du colonialisme comme principal instrument de l'impérialisme, nous trouvons à l'heure actuelle le néocolonialisme. L'essence du néocolonialisme, c'est que l'Etat qui y est assujéti est théoriquement indépendant, possède tous les insignes de la souveraineté sur le plan international. Mais en réalité son économie, et par conséquent sa politique, sont manipulées de l'extérieur. (...). Le néocolonialisme est aussi la pire forme de l'impérialisme. Pour ceux qui le pratiquent, il signifie le pouvoir sans la responsabilité et, pour ceux qui le subissent, l'exploitation sans contrepartie⁹⁸.

Les Etats capitalistes et coloniaux n'ont pas manqué d'imposer aux pays colonisés leurs propres catégories socio-politiques. Les modalités de ce qui doit être reconnu comme une *révolution*, son sens, son genre, sa légitimité, etc., sont définies par l'Occident, au même titre que la *politique*, et l'organisation en *parti politique*, qui remplaça progressivement le clan, la tribu, la communauté, l'association⁹⁹. Le *parti* est une représentation occidentale du politique, le *parti* est à la *politique* ce que le progrès deshumanisant est à la *modernité*, et ce que le parlementarisme (surmois capitalistes surdimensionnés, intérêts privés contre intérêt commun) est à la *démocratie*, une privation, une paralysie d'action et de pensée du citoyen. A l'heure du postcolonialisme, la référence du « nouveau visage de la mission civilisatrice » reste la même : *parti politique* = *démocratie* = *Etat démocratique* = *progrès* —ce n'est qu'en 1958 que les partis politiques sont institutionnalisés en France, l'article 4 de la Constitution française du 4 octobre 1958 prévoyant leurs droits : se former librement, se présenter aux élections, garantie du pluralisme politique. Leurs devoirs : respecter la souveraineté nationale et la démocratie—. Le regard des média de la période postcoloniale répartit toujours le monde d'une façon manichéenne : 1) occidental éclairé, démocratique et civilisateur. 2) oriental, arriéré, despotique et violent, ou, doux, docile, soumis. Ces clichés alimentent toujours les tiroirs idéologiques dudit narcissique bloc identitaire-démocratique, avec pour ambition de contrôler les structures politiques et les hommes directement ou indirectement imposées par lui, dont celle du *parti*, contre tout autre forme de pouvoir autonome —et notamment en Tunisie et en Egypte, issus de ladite décolonisation—. D'où ce qui se dégage en Tunisie, en une succession d'éléments de novlangue sur les mouvements islamistes (Frères musulmans ou mouvance frériste, constellation salafistes etc.) en fonction du rôle qu'il est souhaitable de leur voir tenir : « monde arabo-musulman », « apolitique », « utopie politique », « utopie frériste », « organisation jihadiste » « organisation terroriste ». On peut à partir de là composer un menu à son gré : le mouvement X est clairement une organisation (rayer la mention inutile).

Le mouvement des Frères musulmans, auquel appartient le parti Ennahda, est issu des luttes anticoloniales, et recouvrent des particularités régionales d'avant la formation des États-nations et avant l'impérialisme. Conservateur, ce mouvement se représente comme modèle de société « sans classes », tirant ses arguments que les classes sociales sont, de nos jours, avec le délitement, la frustration, l'atomisation sociale, le déracinement historique culturel, l'absence de solidarité, la

⁹⁷ Mohamed, groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste, *Monde Libertaire* (Hors-série n°43), *op. cit.*.

⁹⁸ Kwamé Nkrumah, *Le néocolonialisme, dernier stade de l'impérialisme*, Paris, Présence Africaine, 2009.

⁹⁹ Comme l'AIT, Association Internationale des Travailleurs (1867-1872).

perte du commun, etc., des créations du modèle occidental. Ce qui est purement rhétorique, cette posture idéologique, sa « pureté », a été oubliée depuis longtemps, au profit d'une posture imposture qui a pour tâche la « politique » ordinaire de domination néolibérale et non d'émancipation du colonialisme, une posture qui s'adapte à la « politique » mondialisée, à la gestion des affaires et l'utile « traditionalisme », un ordre moral, qui ne concerne que le social et l'individu comme contrôle-soumission des masses. La fiction ou l'utopie politique des Frères musulmans, n'est pas différente de la construction fictionnelle de tous les autres pouvoirs dominants et du traditionnel capitalisme en cours dans le monde —le capitalisme toujours dépouillé de toutes ses implications critiques, comme s'il s'agissait d'une simple organisation économique de la société, voir de finance spéculative.

Ainsi Ennahda, est reconnu et adoubé internationalement, tout comme le fut Ben Ali et comme relève de Ben Ali, et une des représentations actuelles du *monde arabo-musulman*, l'allié coopté pour achever l'insurrection tunisienne et enterrer ses aspirations sociales et sociétales, étant donné qu'Ennahda est un *parti* (islam politique) made in démocratie représentative-occidentale, élu démocratiquement, qu'il s'est affilié au code dominant du monde postcolonial de la marchandise, et qu'il est bien distinct de son concurrent, le mouvement salafiste, reconnu, non pas comme force d'opposition, mais comme mouvance se distançant, théoriquement, de toute forme culturelle et politique, issues du colonialisme. Et quoique minoritaire en Tunisie, le mouvement salafiste est classé comme *force* dangereuse pour la Tunisie et pour le monde occidental, comme s'il s'agissait d'une *puissance militaire* d'un pays ennemi imaginaire. Le salafisme, renvoyé comme mouvement terroriste, s'oppose comme orthodoxie ou « authenticité religieuse » aux Frères musulmans/Ennahda qui ont perdu leur « impulsion utopique » d'origine, un anticolonialisme, qui s'est délitée au contact de la « réalité » des puissances mondiales, et surtout depuis leur participation au processus d'institutionnalisation de l'islam, fortifié par leur arrivée au pouvoir en Tunisie comme en Egypte. Ce qui ne retire pas *l'authenticité* religieuse des salafistes d'Egypte : en créant le parti al-Nour (« Lumière ») les cheikhs conservateurs de la ville d'Alexandrie au pouvoir ont accepté le passage à la politique institutionnelle¹⁰⁰ et aux affaires avec le mariage pouvoir-capital.

« Ethique frériste », c'est-à-dire néolibérale et conservatrice, étant entendu que, du fait du détraquement globalisé dû au capitalisme, l'« authenticité » et l'« étique » religieuses sur toutes les latitudes sont maintenant de type postnationaliste identitaire —qu'elles soient intégriste, ultra intégriste, idéologique, identitaire, catholique, protestante, juive, islamiste, socialiste, scientiste etc.— et n'entre pas en contradiction avec l'exploitation et l'aliénation humaines, ni avec le profit, la spéculation et l'enrichissement personnel. En Tunisie, Ennahda représente un ordre moral au passé conservateur, mais qui pour *réformer*¹⁰¹, pris entre un déficit de légitimité croissant auprès de certains jeunes musulmans qui lui reprochent de s'être « embourgeoisé » par son rapprochement clientéliste avec l'occident, et « sa posture moins révolutionnaire » que le salafisme, est devenu un parti *réactionnaire*. Ou réformer veut dire : accéder à la *modernité* qui *intègre les valeurs occidentales* néolibérales (ce qui est loin de déplaire au marché) mais sans programme économique, sans base sociale forte, et avec une réelle disposition à criminaliser les mouvements sociaux revendicatifs. Outre les mensonges électoraux, son arrivée au pouvoir avec pour essentiel slogan l'« Islam est la solution » et avec une image de martyrs, —30 000 prisonniers politiques¹⁰²—, lui évite de se prononcer sur les questions urgentes. Et l'urgence passe du clientélisme Ben Ali-Trabesi au

¹⁰⁰ « Sous l'impulsion d'Imad Abd al-Ghaffour, convaincu par son long séjour en Turquie d'une compatibilité de principe entre islamisme et démocratie parlementaire. Il s'agit alors de promouvoir "l'Etat de droit dans le cadre de la charfi'a" grâce à une participation politique conçue comme une extension institutionnelle de la prédication. » Bernard Rougier. *Op. cit.*

¹⁰¹ Le mot *Réforme*, en LQR, dit Eric Hazan (*op. cit.*) a deux usages principaux, le premier étant de rendre acceptable le démantèlement d'institutions publiques et l'accélération de la *modernisation* libérale.

¹⁰² Du temps de Ben Ali, la répression contre les religieux était telle que les gens ont assimilé la laïcité à cette répression, le dyptique *laïcité-religion* a étouffé tous autres débats lors des élections, et enfermé les partis démocratiques dans cette « logique ».

discours « traditionaliste » —caritatif et démagogique— constitué également parcimonieusement de distributions d'argent et promesses envers les plus démunis. « Le mot *réforme* ne renvoie en définitive à aucune réforme particulière mais consacre, la distance entre ce qui est bon pour le peuple et ce que celui-ci désire¹⁰³. »

Face à la détérioration de la situation économique et à la répression violente, les mobilisations sociales se poursuivent dans tout le pays. Sous polémique de la *réforme*, c'est-à-dire la privatisation des entreprises publiques (le deuxième sens du mot de réforme) —eau, électricité et certains médias—, *réforme* déjà bien entamée sous le régime de Ben Ali. Martyrs hier, oppresseurs aujourd'hui, embourbés dans le vent pauvre de « l'islam est la solution », face à la catastrophe sociale et économique. Cet affrontement binaire entre deux extrémismes, dictature religieuse et dictature laïque de Ben Ali, est un jeu de dupes dramatique pour la population concernée. Ce naturalisme relayé par la France donne : *La démocratie est-il un système universel ?* « qui vaut pour tout esprit ». —*N'existe-t-il pas des peuples qui ne peuvent pas vivre sous une démocratie ? Des peuples sans esprit ! —N'existe-t-il des peuples qui ont besoin d'une dictature pour être bien gouvernés ?* Et la première des mesures, depuis la fuite de Ben Ali vers l'Arabie Saoudite, prise par « *La révolution* » du 14 janvier 2011, fut l'instauration de l'état d'urgence, prolongé par tranches variant d'un à trois mois, jusqu'au 2 mars, puis reconduit au moment de l'assassinat, le 6 février 2013, de Chokri Belaïd, jusqu'au 3 juin 2013. Mais à chaque fois l'état d'urgence est piétiné par la population. Et en bon réactionnaire, Ennahda, qui incarne une « révolution » faite d'urnes tout en préservant sa version d'une néo-authenticité culturelle, religieuse —comme un yaourt industriel fait dans la tradition— et de martyrs sous Ben Ali —un autre bluff dans une réelle contre-insurrection— participe au nouveau visage de la mission, identitaire, pour *des peuples qui ont besoin d'une dictature pour être bien gouvernés*, où l'inversion entre sujet et objet reste la religion quotidienne.

En Egypte, « avec l'accélération de l'économie à partir des années 1990, le haut commandement militaire s'intégra pleinement au système de corruption et de pillage du pays, système qui masquait l'effondrement de son économie postnationale, où effondrement ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'enrichissement personnel. L'armée se retrouva à la tête d'un tentaculaire appareil économique : elle contrôlait non seulement les industries militaires et les importations d'armement, mais aussi des secteurs importants de l'industrie civile. De nombreux officiers supérieurs, partant à la retraite, se reconvertissaient dans les affaires, renforçant un réseau de clientélisme. (...) l'institution contrôlait aussi un réseau d'hôpitaux, de centres de vacances, de coopératives d'achat¹⁰⁴. » A l'opposée la Tunisie, l'armée n'aurait pas été impliquée dans la vie économique du pays et n'aurait pas participé à la corruption du régime, ayant subi dès l'arrivée de Ben Ali au pouvoir, en 1987, subie une forte réduction d'effectifs et de moyens, et des purges dans l'Etat-major¹⁰⁵. Elle ne manqua cependant jamais à l'appel pour la répression violente et meurtrière, allant jusqu'à ouvrir le feu sur des populations révoltées. Pourtant, « le 10 janvier 2011, à Thala et Kasserine, qui résistent sous le feu des snipers et des mitrailleuses, tous les symboles du 7-Novembre sont effacés¹⁰⁶ : on brûle pour la première fois les portraits géants de Ben Ali, et les plaques de rues portant le nom du jour maudit où il a pris le pouvoir sont taguées ou arrachées ; mais surtout, l'abominable carnage des nuits précédentes scandalise l'armée, qui désobéit aux ordres de tirer sur la foule, de bombarder Kasserine¹⁰⁷, et retourne ses armes contre les massacreurs. Les soldats fraternisent pour la première fois avec les insurgés, à Kasserine et à Regueb, où "des unités de l'armée nationale ont dirigé leurs mitraillettes vers des dizaines de policiers, menaçant de les tuer s'ils ne renonçaient pas"¹⁰⁸ »

¹⁰³ Jacques Rancière, « Entretien avec Léa Gauthier et Jean-Marc Adolphe », *Mouvement*, été 2004, p.42, cité dans Eric Hazan, *op. cit.*, p.32.

¹⁰⁴ Alain Gresh, « Egypte, retour dans les casernes », *Manière de voir*, n° 126, décembre 2012 - janvier 2013, p.57.

¹⁰⁵ Ou cet accident, non élucidé, d'un hélicoptère, qui en 2002 causa la mort d'un général et de plusieurs hauts officiers.

¹⁰⁶ Le 7 novembre 1987, journée qui ouvre l'accession au pouvoir de Zine El Abidine Ben Ali.

¹⁰⁷ AFP, « Ben Ali avait ordonné de bombarder la ville de Kasserine », *Afrik.com*, 13 avril 2011 (<http://www.afrik.com/breve29836.html>).

¹⁰⁸ Quentin Chambon, *op. cit.*, p.34.

Quant au mouvement Frériste, d’Egypte ou de Tunisie, un mouvement soi-disant utopique apolitique, il est vrai qu’il n’a aucunement besoin d’un programme économique et social, puisqu’il s’agit, ici comme ailleurs, tout bonnement de privatiser toute l’économie du pays pour remplir les caisses vides de l’Etat dont la souveraineté s’est effondrée (elle s’était effondrée déjà sous Ben Ali) et de remettre toute les moyens de production et les services entre les mains d’« amis » financiers, et, de laisser faire. Un Etat autoritaire, ici islamiste, béni soit-il, dont la mission est de conduire l’appareil d’état d’urgence, la mise en œuvre du processus de répression-soumission « *un mal nécessaire* », disait l’amiral américain Hyman Rickover, en 1982, en réponse à une question sur le bien-fondé du développement du nucléaire¹⁰⁹. Utopie apolitique pour les uns, « apolitisme » du capitalisme financier pour tous, comme le confirme le chef du gouvernement tunisien, Hamadi Jebali, qui déclarait le 28 mai 2012, lors d’un débat télévisé : « Nous avons dit à l’UGTT qu’il fallait que chacun respecte son positionnement et sa mission. Il faut arrêter la surenchère : le gouvernement n’est pas l’ennemi des fonctionnaires et des ouvriers. *Cette théorie de la lutte des classes, nous n’y croyons pas. Les chômeurs sont nos enfants ; nous n’avons ni besoin de ce que l’on appelle les négociations sociales, ni de pressions* pour accorder des augmentations, mais nous avons d’autres priorités pour le moment. (...) Leur [de l’UGTT] objectif est de faire plier le gouvernement, nous lisons des déclarations *politiques et non point sociales*, ils veulent nous bloquer ! Ce gouvernement est fort de sa légitimité électorale et populaire. Nous ne céderons pas¹¹⁰. » Régression sociale en Tunisie, régression sociale Europe, régression sociale en France avec Sarkozy qui tenait dès octobre 2007 ce même discours dans la perspective des grèves des cheminots : « Si les syndicats veulent l’épreuve de force, je suis prêt. Deux mois sans train, eh bien ! Ce sera deux mois sans train. Où plutôt deux mois sans cheminots. Moi j’imposerai le service minimum, avec l’armée s’il le faut¹¹¹. » Ce qui fut fait par le gouvernement Egyptien, lors de la grève générale des conducteurs de train, début avril 2013. « Tout se passe, depuis deux siècles, comme si chaque invocation de la liberté, chaque soulèvement marqué de son nom, devaient se traduire —à travers les appareils politiques et étatiques surgis au plus fort de ces soubresauts— par un surcroît de règles oppressives auxquelles l’homme est redevable d’un graduel rétrécissement de la vie. » Georges Henein, dans *Prestige de la terreur, août 1945*.

D’un système autoritaire laïc à l’autre autoritaire religieux. *L’Honnête Iago*, Béchir Ben Hassen, prédicateur salafiste, avait déclaré « illicite en islam » la grève générale lancée par l’Union générale tunisienne du travail (UGTT). Mais le Dr Sami Souihli¹¹² rappelle que « la campagne contre l’UGTT n’a pas commencé avec Ennahda. L’organisation a été visée par les gouvernements de transition¹¹³ mis en place à la suite du départ [forcé par l’insurrection] de [l’ancien président Zine El-Abidine] Ben Ali ; elle s’est vue systématiquement imputer la responsabilité de la crise économique et du chaos dans le pays. On veut faire plier l’UGTT car c’est le seul contre-pouvoir organisé¹¹⁴. » La tension est d’autant plus vive que le syndicat se substitue de fait aux partis politiques de l’opposition, incapables de jouer un rôle après tant de décennies de censure, d’emprisonnement.

¹⁰⁹ Nadine et Thierry Ribault, *op. cit.*, p.65.

¹¹⁰ Hèla Yousfi, « Ce syndicat qui incarne l’opposition tunisienne », *Le Monde diplomatique*, novembre 2012 (<http://www.monde-diplomatique.fr/2012/11/YOUSFI/48348>). Souligné par nous.

¹¹¹ *Le Canard Enchaîné*. 10 octobre 2007.

¹¹² Secrétaire général du syndicat des médecins et des pharmaciens.

¹¹³ Les membres du 1^{er} gouvernement provisoire ne sont autres que des ex-RCD (parti de Ben Ali). Contraints par la rue, ils sont remplacés dans le 2^e gouvernement par des banquiers, des hommes d’affaires, des experts en sciences et technologies, des dirigeants de fonds d’investissement ou de sociétés de services informatique, etc., une élite franco-tunisienne qui fait dire à Khaled, membre de l’UGTT des internes en médecine, que faire main basse sur le gouvernement « est le plus grand danger qui guette notre révolution. Avec leur slogan incroyable "invest in democracy", comme avant d’autres investissaient dans la dictature ! », Mediapart, 02 février 2011. Mediapart.fr

¹¹⁴ Hèla Yousfi, *op. cit.*.

VIII- Transition démocratique, pacification, normalisation, banalisation

Ce qui est requis s'apparente donc à une désorganisation sociale. Il faut susciter le malheur et le mécontentement, en ce sens qu'il faut développer les désirs au-delà de ce qui est disponible, à tout moment. On peut objecter la souffrance et la dislocation que ce processus entraînera ; elles semblent constituer le prix qu'il faut payer pour le développement économique¹¹⁵.

La *transition*, avait commencé sous le signe du même : même structure politique à l'occidentale, même parti, mêmes personnes, même économie, même liquidation, même système, même oubli social : et avec la nécessité de la *pacification* et la *normalisation*, sous les yeux de la globalisation marchande en crise, sous le signe de l'oubli : oubli de l'émancipation, oubli de l'aire de liberté, oubli de la lutte des classes. La *transition démocratique* ou l'évitement des litiges : « à l'inverse du *meson* des Grecs qui était précisément le lieu du débat public, un *milieu* dans la démocratie libérale et pacifiée ne saurait être divisé¹¹⁶. » L'oubli. « Son système est toujours en place. C'est une révolution de palais qui tente d'enrayer la révolte populaire. De fait, la transition est assurée par des fidèles du pouvoir déchu, d'abord son premier ministre, Mohamed Ghannouchi, puis le président du Parlement, Foued Mebazaa, nommé samedi 15 janvier président de la République par intérim¹¹⁷. » Mais l'idée qu'un mouvement social et politique puisse être aussi brutalement et complètement effacé, ou qu'il puisse être récupéré pour renforcer le discours et les pratiques de l'empire des lobbies financiers et industriels, rencontre bien des limites, quand la révolte s'affronte à l'enlèvement politique, pour reconquérir la démocratie de la rue, confisquée par les puissances du capital, les caciques nationaux et les partis politiques dont ceux islamiques. La *transition démocratique* et ses inconséquences qui la servent, n'est pas autre chose que la poursuite d'une politique mécanique antisociale, dans l'effondrement économique, par les moyens et avec d'autres acteurs culturalistes locaux, qui, ainsi, sauront mieux dépouiller la population de toute velléité critique et de toute tentation émancipatrice, voir même d'envie de migration : qui traduites en langage de la démocratie néolibérale : l'émancipation est une indignation d'autant plus médiatique, qu'elle n'est qu'impuissance comme programme, le bon usage du discours globalisé, pensée unique et au bon *usage de la paix pour le bien être de tous*. « "La France prend acte de la transition constitutionnelle", mais "se tient aux côtés du peuple tunisien", a insisté le communiqué des services de l'Élysée¹¹⁸. »

« Cet homme [Marwan Ben Yahmed, journaliste et directeur délégué de la rédaction de l'hebdomadaire *Jeune Afrique*] dit au peuple tunisien que l'heure de la révolution est terminée et qu'il faut rejoindre le rang institutionnel¹¹⁹. » Les milieux politico-affairistes tunisiens, relayés par ceux internationaux et leurs médias, affirment hâtivement que la situation est maintenant postrévolutionnaire, et s'ils ont mis tant de hâte à mettre en place le processus « démocratique » des élections : c'est qu'il faut vite colmater la brèche ouverte que constitue la libération du dialogue permanent, clore le mouvement politique et social revendicatif, en l'interrompant, l'usurpant, pour montrer le bon sens au nom du bon *usage de la paix pour le bien être de tous*, et les bonnes vieilles habitudes à reprendre, dont toutes les inconséquences du pouvoir *sans la responsabilité et, pour ceux qui le subissent, l'exploitation sans contrepartie*, abrogent toute émancipation sociale gagnée

¹¹⁵ J.-L. Satie, *The Economic journal*, vol. LXX, 1960. Cité par Rodolphe Christin, *Manuel de l'antitourisme*. Editions Yago. 2008. P. 49.

¹¹⁶ « Le *meson*, ce centre de la cité, commun à tous et lieu de la mise en commun qui, pour des citoyens égaux et interchangeables, dessine l'espace d'une parole et d'une action au service du *koinon* (du "commun") » (Nicole Loraux, *La Citée divisée*, Paris, Payot et Rivages, 1997, Petite bibliothèque Payot, 2005, p.98)

¹¹⁷ Edwi Plenel, « L'espoir tunisien secoue la France », *Mediapart*, 16 janvier 2011. (<http://www.mediapart.fr/journal/international/160111/lespoir-tunisien-secoue-la-france>).

¹¹⁸ *Journal du Dimanche*, 15 janvier 2011.

¹¹⁹ Sir Vladimir Ls Freak, « Quelques mots pour la Tunisie, sous entendant que Marwan Ben Yahmed est possiblement un con. Ou un traître. », *Mediapart*, 18 janvier 2011 (<http://blogs.mediapart.fr/blog/sir-vladimir-ls-freak/180111/quelques-mots-pour-la-tunisie-sous-entendant-que-marwan-ben-y>).

sur le terrain des luttes. C'est aussi cela l'économie.

La « révolution usurpée », ou « révolution trahie », est déjà activée par le processus de normalisation démocratique, c'est-à-dire la transition démocratique synonyme ici de pacification par l'état d'urgence permanent et la mauvaise blague de l'urgence électoraliste. De la révolution de palais à la révolution du balai : « à la Qobba (la coupole) cité sportive du quartier bourgeois d'el Menzah à Tunis, on parle au nom de la "majorité silencieuse" et l'on appelle au retour au travail. *Travail et propreté* sont considérés comme des symboles, définissant en miroir les jeunes révolutionnaires politisés comme chômeurs et peu soucieux de propreté, voire comme fainéants et sales. Ainsi entend-on régulièrement lors de la fête de la Qobba, un message diffusé par haut-parleurs : "Nous avons fixé des sacs poubelles au pied des palmiers. Ne jetez rien par terre. Nous devons montrer à tout le monde qu'on est un peuple sain, propre et civilisé. C'est ça notre révolution. C'est ça notre esprit, c'est ça notre exemple aux pays voisins et frères qui aiment construire leur démocratie. Nous allons prouver au monde entier que nous sommes le peuple des dignes¹²⁰". » Mais la parole est libérée, le dialogue est toujours vivace, et la trahison est largement dénoncée, quand le suffrage universel fait dans l'urgence a permis le chaos de gouvernements sans force. Et dès les premiers instants de l'insurrection, la mobilisation actuelle n'a jamais cessé de se poursuivre, sans relâche et dans tout le pays, où pas une seule semaine ne se passe sans grèves ni émeutes comme à Sidi Bouzid, Le Kef, Gafsa ou Siliana, les affrontements avec les forces de l'ordre sont quasi permanents.

Mécanisme de la transition démocratique —pacification, normalisation—. D'après l'O.N.G. *International Crisis group*, la nébuleuse salafiste, dans l'imaginaire préfabriqué médiatisé « serait les mieux armées ». Cela fait des décennies que des « djihad islamiques » fanatiques sont infiltrés et manipulés par les services secrets d'Etat¹²¹. On imagine sans grande difficulté que les dossiers des services secrets et autres taupes introduites dans cette mouvance islamiste depuis des années servent maintenant le frère ennemi, le parti Ennahda, à la « fabrication » réanimation du « nouveau péril ». Les figures de *progrès* et de *modernité* opèrent avec comme mode opératoire l'*islamophobie*, le *terrorisme*, le *racisme*, à l'intérieur comme à l'extérieur, modes en vogue qui se répandent sur notre planète la terre irradiée, la terre épuisée économiquement. « Des manifestations de salafistes, intégristes extrémistes, (...) opposés à la libération des mœurs et à la libre expression d'opinion qualifiées par eux de blasphématoires, ont donné aux islamistes "modérés" d'Ennahda l'occasion de se présenter comme les meilleurs remparts contre les dérives extrémistes et comme les garants d'un juste milieu¹²². » Les cartes sont redistribuées : Néo-libéralisme et régression contention sociale, de Ben Ali —*le truand*—, que rivalise le parti Ennahda —*le bon*—, aux dépens de —*la brute*— le salafiste. Depuis les élections d'octobre 2011, et avec les remaniements incessants des ministères et des gouvernements chassés par la rue, le parti au pouvoir Ennahda n'a cessé de régresser lui aussi dans l'opinion des Tunisiens¹²³. Se révèlent aux Tunisiens la réalité de ce *raz de marée* électoral et l'urgence du processus de dépossession démocratique, de la liberté d'expression et de grève, des

¹²⁰ Leyla Dakhli, *op. cit.*

¹²¹ Sur ce sujet voir encore, Quentin Chambon, *op. cit.*

¹²² Mohamed, groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste, le *Monde Libertaire* (Hors-série n°43), *op. cit.*.

¹²³ Peu de temps après la création de ce nouveau cadre juridique, le Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT), qui avait été mis sous tutelle par le régime de Ben Ali lors de son congrès de 2008, organise, les 4 et 5 juin 2011, un scrutin « libre » pour élire les membres de son bureau directeur, sans pour autant se lancer dans une chasse aux sorcières à l'égard des partisans du président déchu. À côté du Syndicat, 19 journalistes militants de diverses obédiences politiques (de l'extrême gauche à l'islam politique) créent en février, sous l'impulsion de Fahem Boukaddous, le Centre de Tunis pour la liberté de la presse. Mais cela n'empêche pas les journalistes de voir leur sécurité menacée à plusieurs reprises par les forces de l'ordre. Il est à noter que l'épisode de la chaîne de télévision Nessma montre que les menaces à l'égard de la liberté d'expression demeurent bien réelles. Les 9 et 11 octobre, les locaux de la chaîne ont été pris d'assaut et saccagés par 300 manifestants au motif de la diffusion par Nessma du film Persépolis qui représente Dieu sous l'aspect d'un vieil homme auquel s'adresse l'héroïne du film d'animation. Le 10 octobre, 144 avocats portent plainte contre Nabil Karoui, le représentant légal de la chaîne, pour « offense envers les cultes », « outrage public à la pudeur » et « atteinte aux bonnes mœurs et à la morale publique ».

revendications des insurgés, appuyé par le renouvellement de la vieille peur du terrorisme. Le raz de marée, survenu sept mois après le tsunami au Japon et ses graves conséquences nucléaires sur la population à Fukushima opère ainsi : *Catastropher; liquider; évacuer; banaliser*¹²⁴, une : *transition démocratique, terrorisme, pacification, normalisation*. A Fukushima comme en Tunisie, la technique de pacification passe par les mêmes méthodes de gestion et de contrôle des foules. Avec les mêmes graves conséquences sociales. On survit sur une terre contaminée.

Normalisation : Les ouvriers, les journaliers, les chômeurs « parlent de justice, de droits, d'égalité. La question sociale demeure au centre des problèmes à régler et des ressorts de mobilisation populaire. Elle se matérialise de manière de plus en plus claire dans l'affrontement actuel entre l'UGTT et le pouvoir actuel, dont l'un des signes les plus forts a été l'appel à la grève générale (massivement suivi) du 8 février dernier [2012]. Le rôle de ce syndicat dans les mouvements révolutionnaires tunisiens est aujourd'hui réévalué par de nombreuses études qui montrent à quel point son soutien logistique et la présence de ses militants dans les rues ont été déterminants dès le départ¹²⁵. » Très rapidement des militants syndicaux des sections locales du syndicat UGTT ont encadré et soutenu les manifestations, permettant leur rapide diffusion à travers le pays. Ce qui n'empêcha pas que, « dans les semaines et les mois qui ont suivi le 14 janvier 2011, des mouvements de grève ont touché tous les secteurs de la production, réclamant partout des augmentations de salaire, des titularisations de personnels précaires ou l'embauche de chômeurs. Ces mouvements non coordonnés, d'allure disparate, ont parfois abouti à des embauches, en particulier dans la fonction publique, mais ont très souvent été qualifiés de contre-productifs par le gouvernement et la direction nationale de l'UGTT, qui ont tout fait pour les discréditer, allant jusqu'à accuser les grévistes de mettre en danger la révolution !¹²⁶ » La grève générale déclarée illicite ("*haram*"), « a été annulée le 12 décembre 2012 par la commission administrative de la centrale syndicale. Annonce qui a marqué le point culminant de vives tensions entre l'UGTT et le parti An-Nahda, les deux principales organisations de masse du pays¹²⁷. » « M. Houcine Abbassi, secrétaire général de l'UGTT, lance au parti Ennahda le 25 février 2012 : "Ils veulent étouffer notre voix pour décider seuls de notre sort. Ils veulent semer la peur dans nos cœurs pour nous empêcher de défendre notre cause et nos droits, mais nous ne céderons et ne nous soumettrons pas"¹²⁸. » Manœuvres et discrédit, bataille politique, manipulations afin de maîtriser le syndicat et l'extrême gauche (*liquider*) ? Deux mois plus tard : l'assassinat de Chokri Belaïd (*catastropher*), qui, quel qu'en soient les meurtriers et les commanditaires, sert en finalité au nettoyage des extrêmes (*évacuer*) pour qui saura le mieux s'en servir, des pilleurs internationaux au parti réactionnaire Ennahda rendu acceptable (*banaliser*) : « Pour le gouvernement et An-Nahda en particulier, les défis sont de taille et rendus d'autant plus urgents par le meurtre de Chokri Belaïd. Dans l'immédiat, il s'agit de résoudre la crise politique qui agite le pays. Au-delà, il faudra apporter des réponses adaptées à ces divers problèmes en évitant l'amalgame qui mettrait à l'index la partie la plus islamisée de la population ; limiter le caractère cacophonique du nouvel espace religieux qui se constitue tout en rassurant les plus sécularistes ; renforcer la sécurité sans tomber dans le tout-sécuritaire tout en réformant la justice et la sûreté ; enfin, renforcer la coopération avec les voisins nord-africains dans un contexte tendu et chaotique. A défaut d'une réaction adéquate des pouvoirs publics et du parti islamiste qui donne le ton au sein de la fragile coalition gouvernementale, les violences, tout autant sociales, juvéniles et urbaines que politiques et religieuses, pourraient franchir un nouveau palier et atteindre un seuil critique¹²⁹. »

¹²⁴ Arkadi Filine, *op. cit.*, tête de chapitre.

¹²⁵ Héla Yousfi, cité par Leyla Dakhli : « Ce syndicat qui incarne l'opposition tunisienne », dans *Le Monde diplomatique*, novembre 2012 ; et Choukri Hmed, « Réseaux dormants, contingence et structures. Genèses de la révolution tunisienne », *Revue française de science politique*, Presses de Sciences Po, vol. 62, n°5-6, Paris, p. 797-820.

¹²⁶ Mohamed, groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste, *le Monde Libertaire* (Hors-série n°43), *op. cit.*.

¹²⁷ International Crisis Group, *op. cit.*.

¹²⁸ Cité par Héla Yousfi, *op. cit.*.

¹²⁹ International Crisis Group, *op. cit.*.

Parmi les observateurs et conseillers, tel que *International Crisis group*, et plus généralement parmi les institutions internationales, qui amalgament un Salafisme de situation survalorisant leur dangerosité envers le « processus politique et démocratique » en cours, et permet d'entretenir une « culture » binaire : salafisme ou démocratie islamiste, entendant : terrorisme contre la démocratie. Les conseillers *International Crisis group* véhiculent ce discours, « démocratie » contre « terrorisme » qui rime si bien avec islamisme —une piqûre de rappel : l'ONG *International Crisis group* travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et les médias du monde entier, afin d'attirer leur attention et promouvoir ses analyses et recommandations politiques—. La « démocratie contre le terrorisme » dans le monde instable, une application qui s'est généralisée comme contrefeu à tout mouvement social d'ampleur. La *normalisation* passe en avertissement par l'assassinat de Chokri Belaïd, une pression-répression qui devrait réduire au silence de toute l'extrême gauche et le Front populaire et devrait garantir la soumission du peuple tunisien et la fin du dialogue permanent. Dans la *synthèse* du rapport *Moyen-Orient, Afrique du Nord*, de *International Crisis group* on lit « l'assassinat de Chokri Belaïd, figure de l'opposition, a plongé la Tunisie dans la crise la plus grave depuis la chute du président Ben Ali en janvier 2011. Bien que les coupables et leurs mobiles n'aient pas encore été identifiés, les soupçons ont rapidement pesé sur des individus proches de la mouvance salafiste. Fondées ou non, ces suspicions ont une fois de plus projeté ce courant sur le devant de la scène¹³⁰. » Fondées ou non, la ligne de tir cible l'utile, le salafisme, comme moyen de pacification acceptable parce que cru et accepté d'avance par toutes les « démocraties » mondiales et les démocrates tunisiens. Une éradication policière et militaire, qui vient supplanter et désarmer la résistance populaire, quand la police secrète, comme la main d'œuvre du parti au pouvoir, est partout infiltrée : les Etats passent, la police reste. « Les balles qui ont abattu Chokri Belaïd portent la signature d'hommes bien précis, déterminés à tuer un homme bien précis : le chef d'un des principaux partis de la révolution, le porte-parole le plus connu du Front populaire après Hama Hammami. Ces hommes bien précis, nous ne connaissons probablement pas de sitôt leurs identités. On vient d'annoncer la capture de deux suspects. Peut-être sont-ils coupables. Peut-être ont-ils tiré de sang froid sur Chokri Belaïd. Mais qui sont leurs commanditaires ? Quels sont les mobiles de ces derniers ? Briser la Révolution, certes. Mais au profit de qui ? Espèrent-ils affaiblir le Front populaire¹³¹ ou, comme dans une partie de billard, ont-ils une autre cible que celle qui paraît évidente ? Nous pourrions faire mille hypothèses et nous y perdre. (...) L'assassinat de Chokri Belaïd montre qu'un palier a été franchi dans la crise révolutionnaire qui dure depuis deux ans et ne cesse de s'exacerber. La réaction populaire à l'assassinat de Chokri Belaïd montre que les forces de la révolution restent vives malgré le désarroi de ces derniers mois¹³². »

Provoquer : « Alors qu'il est censé, par sa fonction, représenter tous les Tunisiens, le président provisoire de la République Tunisienne Moncef Marzouki a déclaré à la chaîne Al-Jazeera, le 25 mars 2013 : "S'il vient à l'idée des extrémistes laïques de chercher à s'emparer du pouvoir, on dressera des potences et des guillotines et il n'y aura pas de sages, comme Moncef Marzouki, Mustapha Ben Jaafar ou Rached Ghannouchi pour prôner la modération, le dialogue ou la

¹³⁰ International Crisis Group, *op. cit.*.

¹³¹ Le Front Populaire a été créé en août 2012 à Tunis, pour former une nouvelle force d'opposition, réunissant douze partis de gauche et un groupe de personnalités indépendantes reconnues pour leur militantisme. Le Front Populaire veut concurrencer une autre alliance formée par le Parti Républicain (centre) et Al Massar (La Voie, gauche) autour de Nida Tounès (l'Appel de Tunisie), le nouveau parti de l'ex-Premier ministre Béji Caïd Essebsi. Si Gauche, Centre et Droite n'ont plus vraiment de sens en France, en dehors du Front populaire c'est encore plus abstrait en Tunisie. Dans tous les cas, il vaut mieux ce rapporter au programme des uns et des autres.

¹³² Extrait de Sadri Khiari, *Vive le Front populaire !*, publié le 6 février 2013 sur <https://www.facebook.com/sadri.khiari/posts/10151243412325741>). Militant tunisien exilé en France depuis le début de l'année 2003, Sadri Khiari est un des membres fondateurs du *Mouvement des Indigènes de la République* dont il est actuellement l'un des dirigeants. Il a publié notamment *Pour une politique de la racaille. Immigré-e-s, indigènes et jeunes de banlieue*, éditions Textuel, Paris, 2006 et *La contre-révolution coloniale en France de de Gaulle à Sarkozy*, éditions La Fabrique, Paris, 200. Le *Mouvement des Indigènes de la République* (MIR) est né à la suite du lancement, en janvier 2005, de l'Appel intitulé « Nous sommes les indigènes de la république ».

réconciliation nationale¹³³ ». On ne peut être plus clair : en finir avec toutes les oppositions, ultra-gauche, anarchistes, militants syndicaux, Front Populaire, et avec la masse des Tunisiens qui a mené l'insurrection. *Terroriser* : terroriser les Tunisiens qui ne sont pas prêts à lâcher leur liberté juste conquise, qui occupent massivement la rue chaque fois qu'il le faut, notamment lors des obsèques de Chokri Belaïd. Trois mois après le meurtre de Chokri Belaïd, « la menace terroriste est élevée en Tunisie pour 59% des Tunisiens¹³⁴ », selon un sondage réalisé les 6 et 7 mai 2013. La question du terrorisme avait déjà son ancienne feuille de route sous Ben Ali.

Les partis islamiques d'Égypte ou de Tunisie, à la recherche d'une légitimité internationale et intérieure à construire auprès de la partie de la population la plus opposée aux partis réactionnaires ou aux conservateurs islamiques se réfèrent pour ce faire au *Parti pour la justice et le développement*, l'AKP, turc, et à son président, l'ancien maire d'Istanbul, Tayyip Erdogan, l'actuel Premier ministre de la Turquie¹³⁵. L'AKP est conservateur-islamiste-néolibéral-démocratique. Mais par de chance, la population turque répondit récemment à la question de la légitimité par le fort mouvement de contestation parti du réaménagement (sa destruction) d'un parc, place Taksim, en un site immobilier (commerce et mosquée) : « La Turquie s'enflamme contre le gouvernement Erdogan. » « Emeutes à Istanbul. » « Tout au long de la journée de vendredi, des militants, des familles, des hommes et des femmes de tous âges se sont dirigés vers cette place. » « Sur toute sa longueur, Istiklal Caddesi était parsemée de brasiers et d'émeutiers. Les quartiers adjacents de Galata et de Cihangir ainsi qu'une grande partie de la rive européenne étaient remplis de manifestants tapant dans des casseroles et dans tout autre objet bruyant afin de sonner la révolte des habitants d'Istanbul. » « Dès samedi matin tôt, on accourait de toutes parts pour reprendre la place et pour éviter une attaque surprise à l'aube comme cela avait été le cas la veille. Le gigantesque pont du Bosphore était envahi par les manifestants, partant d'Asie pour protester avec leurs concitoyens de la rive européenne. » « Depuis deux jours maintenant, les habitants tentent de soutenir les manifestants par tous les moyens. Des rumeurs sur l'utilisation de balles réelles contribuent à alourdir le climat de tension déjà très vif. » « Des symboles du capitalisme sont détruits, les murs sont tagués de slogans. (...) Sur la porte du consulat français, il est inscrit en français : "La poésie dans la rue." (...) Plus loin, en turc : « "Tu avais peur d'Allah, maintenant tu vas avoir peur de ton peuple", "Sultan, on arrive" ». Dans quarante-huit villes, « les affrontements entre manifestants et policiers ont fait de nombreux blessés. » « "Les restrictions contre l'alcool, l'interdiction de la pilule du lendemain et les tentatives contre l'avortement sont des intrusions dans la vie des gens, des attaques contre un mode de vie" ». « "À ta santé Erdogan!" était le slogan qui avait le plus de succès derrière l'irremplaçable "Erdogan démission!"¹³⁶ » Sur tous ces sujets sociétaux : avortement, pilule du lendemain, alcool etc., il ne s'agit pas selon un expert et historien turc de puritanisme, de morale, de traditionalisme ni même de religion, mais de « managérialisme micro-économique¹³⁷ », *Parti pour la justice et le développement*, oblige.

¹³³ Front Populaire de Tunisie – Coordination Île de France, « Marzouki, ça suffit ! », *Front-populaire.fr*, 9 avril 2013 (<http://front-populaire.fr/marzouki-ca-suffit/>).

¹³⁴ Babnet.tunisie, « Tunisie : Terrorisme, une menace élevée pour 59% des Tunisiens (sondage) », *Babnet.net*, 9 mai 2013 (<http://www.babnet.net/cadredetail-64899.asp>).

¹³⁵ Depuis le 14 mars 2003.

¹³⁶ Gabrielle Danzas, « "Ici, c'est l'insurrection et Erdogan ne voit rien !" », *La Tribune de Genève*, 3 juin 2013 (<http://acturca.wordpress.com/2013/06/03/ici-cest-linsurrection-et-erdogan-ne-voit-rien/>).

¹³⁷ *France Info*, juin 2013.

IX- Luites de classes ou émancipation sans libération au pays postcolonialiste

Au milieu de cette confusion, diverses choses nous sont arrivées. Pris entre une « campagne de sécurité » rapidement déployée et des sentiments de frayeur, les liens entre les gens ont été brisés. Qui peut dire combien de personnes ont été inquiétées et affligées, dans nos localités, nos lieux de travail, nos écoles, nos maisons ? Jour après jour, de nombreuses décisions inéluctables nous ont été imposées. S'enfuir ou non ?¹³⁸

Le discours de la *révolution du jasmin*, la « révolution du compromis », qui émane de la bourgeoisie et des classes moyennes urbaines, a été fait de la peur doublée de mépris envers tous ceux qui plantaient leurs tentes à l'entrée monumentale de la vieille ville de Tunis. Passée l'admiration première pour l'extraordinaire événement du 14 janvier, on se mit à se méfier de ces révolutionnaires qui parlaient avec un accent paysan très marqué : ils pouvaient bien être manipulés, semblaient très éloignés « des idéaux laïcs des élites urbaines, (...) on voyait certains d'entre eux prier dans les tentes¹³⁹ », ils se « comportaient mal », etc. La peureuse et édulcorée classe *Jasmin*, caractéristique de la bourgeoisie et des classes moyennes et supérieures, s'est aussi illustrée par un jugement sans nuance de l'UGTT et de ses dirigeants, alléguant qu'ils auraient tous été à la solde de l'ancien régime —mais si le gouvernement de Ben Ali avait en effet réussi à infiltrer l'organisation syndicale, il s'était allié principalement les dirigeants et certaines fractions des syndicats : la plupart des sections sont restées autonomes, certaines se sont d'emblée constituées en front d'opposition notamment avec Chokri Belaïd (extrême gauche) et le syndicat des enseignants du second degré—. On retrouve cette même condamnation de l'UGTT par Ennahda et dans la mouvance salafiste, discours qui accompagne la répression et les violents coups de mains contre le syndicat et contre la liberté d'expression dans la société en général. « Le 26 juin 2011, une centaine de salafistes saccagent le cinéma Afric'Art à Tunis où devait se tenir la projection d'un film controversé, "*Ni Allah, ni maître*", de la réalisatrice Nadia Féni, une Tunisienne résidant en France. Le 9 octobre, quinze jours avant les élections pour l'Assemblée nationale constituante (ANC), 200 salafistes tentent d'incendier le siège de la chaîne de télévision privée Nessma à Tunis, laquelle vient de diffuser *Persépolis*, le film franco-iranien de Marjane Satrapi. Après la prise de fonction en décembre 2011 du nouveau gouvernement dominé par An-Nahda, le parti islamiste, les actions violentes se multiplient et se diversifient. Artistes et associations réputées laïques en font d'abord les frais. Les locaux de la principale centrale syndicale, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), sont parfois visés, les réunions des partis politiques d'opposition également¹⁴⁰. »

Cette volonté d'une « révolution Jasminée » représente les intérêts propres des classes moyennes et supérieures et de la bourgeoisie, trouvant là l'opportunité de détourner le flot insurrectionnel, avec ou sans Ennahda, par l'organisation d'élections politiques. Rapidement les insurgés pris au piège du « processus démocratique » de ladite transition démocratique, où les partis de la division gagnent par leur éclosion et leur reconnaissance officielle, au nom du saint pluralisme : après 60 ans de pouvoir confisqué par un seul parti, le multipartisme et le suffrage universel peuvent sembler représenter une avancée démocratique. Une multitude de partis politiques remplit le vide du pouvoir hors du contrôle des insurgés. Le pouvoir, l'Etat, le gouvernement est entre les mains de ceux qui en font profession. Un vide de pouvoir comblé par le *provisoire* et la *transition*, la *démocratie* et le *pluralisme*, un vide qui ouvre toutes les opportunités plurielles de dépossession et de division des insurgés par la grâce des urnes. Réactionnaires, conservateurs, bourgeoisie, classes moyennes et supérieures, tous prêts à s'allier, pour les élections Présidentielles et législatives qui sont

¹³⁸ Arkadi Filine, *op. cit.* p.188.

¹³⁹ Idéaux que ces mêmes élites liaient à une identité « historique » tunisienne, celle d'un islam réformé, capable de faire des compromis et des conciliation avec la « modernité », notamment concernant le statut des femmes (voir Leyla Dakhli, *op. cit.*).

¹⁴⁰ Ces témoignages sont largement partagés et repris par des organisations anarchistes, des partis politiques d'oppositions et des ONG..

programmées pour juin 2013, et qui devraient mettre fin à la période de transition, et seraient à même de clore définitivement le mouvement tunisien : « Ennahda et Nidaa Tounes s'allieront aux dépens des aspirations du peuple (...) lors des prochaines élections », conclut Hamma Hammami du Front Populaire¹⁴¹. Ajournant ainsi une révolution possible dans les rapports sociaux, sociétaux, économiques, politiques et culturels, ajournant ainsi l'autonomie de la Tunisie et celle de l'individu, femme ou homme, des minorités, de toutes les singularités religieuses, linguistiques (l'arabe, le dialectale (daija), le bilinguisme, le tamazight).

L'UGTT, qui s'appuie sur 517 000 adhérents et sur le maillage territorial de ses sections, et le Front Populaire (constitué en vue des élections de juin 2013) semblent pouvoir ensemble s'opposer aux partis au pouvoir¹⁴² et celui de Béji Caïd Essebssi fondateur du parti Nidaa Tounes, donné gagnant pour les élections Présidentielles et législatives —mais avec environs 26% vote blanc, 10% pour le Front Populaire et tout en tenant compte que les Tunisiens ne savent pas pour qui voter, et qu'il n'y pas de chiffre des abstentionnistes¹⁴³—. Avec en perspective l'impuissance d'une opposition renvoyée à l'ordre de la démocratie spectacle de toutes ces organisations qui ne représentent que peu ou pas assez les intérêts de la bourgeoisie ni ceux des classes moyennes et supérieures, qui entretiennent plus ou moins le feu sur l'huile sociale en ébullition. « *Entre deux maux, il faut choisir le moindre* » en écartant le fond du litige : luttes de classes, révolution sociale et politique, autonomie, émancipation et libération personnelle et collective à la fois réelle et véritablement humaine. Fermeté et contrôle partout où surgit la politique du changement réel. L'outil : la bonne centaine de partis politiques officialisés, dont le Front Populaire, et qui justifient la « démocratie représentative » —au détriment des organisations autonomes populaires (Comité de protection de la révolution)—. Au centre de tout cela, le « modéré » mi-figue mi-jasmin Ennahda, qui finalement justifie le monde occidental : celui-ci n'est plus colonisateur, ou ethnocentriste, car il reconnaît à l'Etat une *identité religieuse comme culture tunisienne*. Identité coercitive d'une sous-culture néo-traditionnelle, ni partage, ni libération personnelle, ni libération collective. L'inversion du discours identitaire colonialiste pour le discours *postcolonial* du *néocolonialisme*, qui intègre complètement le couple *arabo-musulman* à sa modernité postcoloniale mondialisée. Diviser pour entretenir des foyers de tensions, sachant que, ce qui est bon pour ce peuple est ce qui lui manque, et ce qui lui manque est ce dont il a besoin : un pouvoir autoritaire. Mais, à quelle fin ?

Tout *changement social*, au Maghreb et au Moyen Orient, ne peut être vue que par le prisme de la sous-culture conforme au postcolonialisme qui construit son argumentaire raciste sur un présupposé retour à la tradition comme unique voie de développement et/ou de « subversion », et de « radicalité révolutionnaire » : une rigidité nationale conservatrice, une valeur intrinsèque, l'ADN commun à tous les habitants de la région. Valeur - culture – tradition, et alors que les partis islamiques eux-mêmes sont divisés sur la lecture, représentent un inconciliable rapport, un mur entre occident et orient. C'est bien entendu faire peu de cas, faire aucun cas du rôle des mouvements sociaux, syndicaux et des mouvements militants, culturels, y compris du rôle de la peureuse bourgeoisie et des classes moyennes et supérieures. Ainsi : on s'émancipe du népotisme par un autre néo-culturel, on s'émancipe du parti unique par le pluralisme qui divise le mouvement, on s'émancipe d'une néo-culture occidentaliste bricolée, par un bricolage de sous-cultures islamistes, on s'émancipe des classes sociales par la construction *du* Tunisien pauvre ou très riche mais doux. « L'objectif ultime de la lutte anticapitaliste est, tout simplement, l'abolition de cette relation de classe. Et si cette lutte doit être vue, comme c'est invariablement le cas, *via* les prismes de la race, de l'origine ethnique, de la sexualité et du genre, elle doit finalement atteindre le cœur même du système capitaliste et

¹⁴¹ Tunisie Numérique, « Tunisie – H. Hammami : “Ennahdha et NidaaTounès s'allieront aux dépens des aspirations du peuple” », *Tunisienumerique.com*, 25 mars 2013 (<http://www.tunisienumerique.com/tunisie-h-hammami-ennahdha-et-nidaa-tounes-sallieront-aux-dépens-des-aspirations-du-peuple/170577>).

¹⁴² Les trois partis de la coalition *troïka* sont Ennahda, et Ettakatol et le Congrès pour la République (CPR), deux formations de centre-gauche.

¹⁴³ Selon un sondage sur les intentions de vote des Tunisiens aux prochaines élections.

arracher la tumeur maligne des relations de classe en son centre¹⁴⁴. »

Ecarter le fond du litige, signifie aussi ne jamais reconnaître la *stasis*¹⁴⁵, ici une guerre de classes. « Alors que le pays se polarise et que le Maghreb entre dans *une période d'incertitude*, l'heure est à des *réponses différenciées* à des *problèmes disparates* : réponse sociale à la *marginalisation de jeunes* qui trouvent dans le salafisme et, parfois, la violence, des exutoires faciles ; réponse idéologique au flou qui caractérise l'orientation d'An-Nahda et *l'identité religieuse du pays* ; et *réponse sécuritaire aux menaces jihadistes*¹⁴⁶ ». Ne jamais reconnaître pour ne jamais dire qu'il s'agit d'une lutte de classes, ni faire la différence entre lutte sociale et guerre entre factions du pouvoir. Une rhétorique reproduite aux quatre coins de la planète : *période d'incertitude, réponses différenciées, problèmes disparates, marginalisation de jeunes, réponse sécuritaire aux menaces jihadistes*. Mais rhétorique qui retombe sur ses pieds : *période d'incertitude... réponse sécuritaire, identité religieuse du pays aux menaces jihadistes*. La répression et la censure s'intensifient comme pare-feu contre-insurrectionnel, auquel s'ajoute « le » salafisme —qui était plutôt discret et loyaliste sous Ben Ali— comme *point d'appui* : « on » ne pouvait rêver mieux comme ennemi. « Les malheureux événements qui se sont produits, hier [mi-mai 2013] à Tunis et à Kairouan, dans la foulée de l'interdiction par les autorités de la tenue du 3e congrès du groupe "Ansar Echaria" [salafiste] ont remis sur le tapis *l'éternelle et l'impossible équation* : l'exercice du droit absolu à la liberté d'expression et de manifestation est-il possible dans le non-respect des lois et des législations en vigueur ? (...), beaucoup reste à faire en matière d'enracinement de la culture du droit et de la soumission indiscutable à la loi. [Le problème soulevé ici, par le docteur en droit Yadh Ben Achour¹⁴⁷, est que « la soumission indiscutable à la loi, » était présente sous Ben Ali et s'il y a eu « révolution », c'est parce que *la soumission indiscutable* de la population à la loi de Ben Ali était insupportable.] Yadh Ben Achour poursuit : (...) Et l'irréparable tant redouté a fini par se produire à travers les actes de violence et les affrontements qui ont opposé les forces de sécurité dans quelques régions aux membres et sympathisants d'"Ansar Echaria". Il est regrettable, inadmissible et inconcevable que la loi soit bafouée encore une fois et que l'insécurité et le doute s'installent de nouveau, laissant présager l'inconnu dont personne n'est en mesure de prévoir les conséquences. (...) Il n'empêche qu'en dépit des avis des uns et des analyses des autres, il demeure un dénominateur commun et une règle intangible à observer par tous : la suprématie de la loi ne peut et ne doit souffrir aucune contestation et l'usage de la force reste l'apanage exclusif de l'Etat¹⁴⁸. » En résumé : 1) la « révolution » est bien enterrée ; 2) le problème est que le gouvernement actuel (troïka) est un gouvernement minoritaire, qui ne représente pas les aspirations de l'insurrection populaire et 3) l'autre problème est la réinstauration de la censure exercée sur le droit à la liberté d'expression, de réunion, de manifestation. La loi est la même pour tous, même pour ceux qui s'opposent et ne respectent pas le droit à la liberté d'expression, de réunion, de manifestation des autres. Mais, 1) s'agit-il d'une guerre entre factions pour le pouvoir à venir ? 2) d'une manœuvre de manipulation/déstabilisation, avec au centre une guerre contre le mouvement populaire ?

« La vérité historique [dit par ailleurs Yadh Ben Achour, dans sa critique sur le *2e avant-projet de Constitution*¹⁴⁹] démontre très clairement que la Révolution tunisienne est une révolution civile, non religieuse, démocratique, pluraliste et civile, fondée sur le concept moderne des droits de l'homme, de l'Etat de droit et de la liberté. » Dans ce même article, critique sur *le 2e avant-projet de*

¹⁴⁴ David Harvey, *Le capitalisme contre le droit à la ville. Néolibéralisme, urbanisation, résistances*, éditions Amsterdam, 2011, p.84.

¹⁴⁵ *Stasis* désigne soit une guerre civile, soit une faction, c'est-à-dire un groupe politique qui veut renverser le régime en place par tous les moyens, y compris la révolution.

¹⁴⁶ International Crisis Group, *op. cit.* (souligné par nous).

¹⁴⁷ Yadh Ben Achour, docteur en droit et professeur émérite de la Faculté des sciences juridiques et politiques (Tunis II) et expert en droit constitutionnel.

¹⁴⁸ Editorial, « Suprématie de la loi », *La Presse de Tunisie*, 20 mai 2013 (<http://www.lapresse.tn/20052013/suprematie-de-la-loi.html>).

¹⁴⁹ Critique publiée le 26 mars 2013 par *Al-Maghreb* (<http://www.kapitalis.com/tribune/16149-tunisie-constitution-la-liberte-absente-dans-l-etat-religieux.html>).

Constitution élaboré par les islamistes au pouvoir, Yadh Ben Achour, relève : « l'article 4 énonce ce qui suit : "l'Etat est garant de la religion, de la liberté des croyances et de la pratique du culte et est protecteur du sacré et assure la neutralité des lieux de culte de toute la propagande partisane". Il est ensuite stipulé dans l'article 36 : "La liberté d'opinion, d'expression, de l'information et de la création sont garanties". De l'ensemble de ces énoncés de l'avant-projet de la Constitution nous déduisons que la liberté du culte et celle d'opinion dans les différents domaines d'expression, de l'information et de création sont reconnues clairement, en y ajoutant que l'Etat a l'obligation d'être "garant de la religion" et "protecteur du sacré". En dehors du fait que cette garantie et cette protection concernent en réalité exclusivement la religion musulmane, dans le contexte politique de l'Etat islamique, nous sommes en droit de nous poser une question centrale : où se retrouvent "la liberté de pensée" et "la liberté de conscience" ? [Où est-elle effectivement, quand un groupe « dissident » est interdit de réunion ?] Yadh Ben Achour : (...) Nous posons cette question car ces deux libertés constituent la colonne vertébrale d'un régime démocratique. (...) Dans cet esprit, la liberté de pensée protège l'individu et les minorités et les personnes dissidentes, aux idées anticonformistes, contre la pression des idées sociales dominantes. Si nous pensons autrement, nous viderons totalement le terme démocratie de son contenu ; bien plus nous aurons privé la révolution de son apport historique », et c'est bien ce qui est poursuivi, par le moyen de l'affrontement entre « Ansar Echaria » et les services de sécurité. Ou l'« apport de la révolution » est de priver l'insurrection d'une toute autre histoire.

Pour poursuivre cette déconstruction, « Les salafistes », devenus « Ansar Echaria », mettent au pied du mur « la pureté » Ennahda. Une guerre entre « frères » d'hier, guerre entre factions de pouvoir aujourd'hui. Les éléments infiltrés de la police secrète sont le meilleur soutien du pouvoir actuel et de celui à venir. « Ansar Echaria » a été sur le champ « qualifié de groupe terroriste » par le premier Ministre et de « radicaux hors-la-loi » par certains médias. Nous retrouvons ici le *point d'appui*. Tout point d'appui a besoin d'un levier et d'un bras pour le manipuler : le *bras* est constitué par l'approbation générale de la « société civile », des partis politiques syndicats et bien entendu de l'Etat constitué par la troïka dirigée par Ennahda. Et le *levier* : « l'enracinement par la force de la culture du droit et de la soumission indiscutable à la suprématie de la loi, qui ne peut souffrir aucune contestation où l'usage de la force reste l'apanage exclusif de l'Etat. » *Levier* qui soulève l'exercice du droit absolu à la liberté d'expression et de manifestation comme étant un droit très, très relatif. Une relativité appliquée à l'ensemble de la société tunisienne et à tous ceux —partis d'oppositions et syndicats inclus— tentés par le recours à la rue pour contester le gouvernement élu après juin 2013 : « "Tous ceux qui défieront l'autorité de l'Etat et de ses institutions, ceux qui tenteront de semer le chaos, ceux qui inciteront à la violence et à la haine en porteront toute la responsabilité", a averti le ministère [de l'intérieur]. Et de menacer de représailles "tous ceux tenteront de s'attaquer aux forces de l'ordre", non sans assurer que la police et l'armée sont "hautement mobilisées pour protéger la sécurité des citoyens et leurs biens"¹⁵⁰. » Les révoltés et le peuple insurgés, ces héros d'hier, deviendront à leur tour les « radicaux hors-la-loi » et les « terroristes fanatiques » dans un devenir proche. Ce qui revient à dire que, toute insurrection sociale et toute organisation autonome, qui se constitue hors des organisations et partis politiques, n'est pas politique, est apolitique. Et, qu'ainsi, tout ce qui apparaît apolitique est terroriste. Ce n'est pas un *complot*, mais tout simplement une technique de gouvernement. Dimitri Vitkovski raconte ainsi : « C'est beaucoup plus tard —trente ans après—, suite à un arrêt de la Cour suprême, j'ai appris que les comploteurs étaient au nombre de trente-trois, que l'affaire s'appelait "l'affaire des trente-trois", et que le complot n'avait jamais existé¹⁵¹, » "l'affaire des trente-trois", dont Dimitri Vitkovski fût l'une des victimes. *Une vie au goulag*.

Le *suffrage universel*, cette naïve et trop belle illusion, ne mène pas à la « trahison » —la réaction

¹⁵⁰ Jeune Afrique, « Tunisie : le gouvernement interdit le rassemblement salafiste de dimanche à Kairouan », *Jeuneafrique.com*, 17 mai 2013 (<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20130517201200/>)

¹⁵¹ Dimitri Vitkovski, *Une vie au goulag*, Belin, 2012, p.47.

fait son métier— ni ne cache pas les inégalités sociales, mais mène à la division et inexorable à la servitude des masses et des foules. C'est une autre technique de gouvernement mieux adaptée pour la soumission démocratique, soumission indiscutable et légitimée par le mandat populaire de la « majorité », qui ne représente en fait jamais la majorité. Retour à l'ordre d'hier, les dépossédés de leurs voix par la voie où l'on est citoyen seulement une minute tous les cinq ans, le temps d'un vote. Une supercherie qui, sous couvert de *démocratie*, met fin au mouvement insurrectionnel démocratique et inaugure le processus de ladite *post-révolution* chantée sur toutes les ondes médiatico-politiques. Une supercherie qui traduit l'inquiétude de la classe dirigeante, sa peur du vide et du bel inconnu insurrectionnel. *Transition démocratique, élections libres* dans la Tunisie *post-révolutionnaire* : cette novlangue bureaucratique aveugle et escamote le conflit réel, c'est un langage bien adapté à une situation de conflit social pour le mener à une spectaculaire happy end où se rejoue, finalement, la servitude de chacun comme composante et poursuite de la survie de chacun. Dans ces conditions dites « démocratiques », la « trahison » est présente dès les *premières élections libres* claironnées, dès la mise en scène de l'unité d'un pays « démocratique », illusion là où il n'y a plus que division. Illusion et trahison incarnées par les partis et la vraie-fausse guerre entre factions, auxquelles « s'ajoute le spectacle des inégalités et des intérêts divergents entre une élite urbaine et côtière, et l'intérieur du pays¹⁵². »

La transition dans l'ordre. Pour autant, deux ans auparavant en janvier 2011, ce peuple toujours sur la scène, avait par ses *Comités de protection de la révolution*¹⁵³ exigé le départ du Premier ministre Mohamed Ghannouchi. Les *Comités de protection de la révolution* « regroupés » au sein du *Conseil National de Protection de la Révolution* (CNPR), avaient imposé d'être reconnus comme les dépositaires de la souveraineté populaire. Pour organiser « la transition dans l'ordre¹⁵⁴ ». Le Premier ministre et le président intérimaire ont ainsi dû passer des compromis avec les autres centres du pouvoir politique, et notamment le CNPR¹⁵⁵. —Notons au passage que le CNPR fut créé à Tunis, la capitale, suite à l'appel du 18 janvier 2011¹⁵⁶, ce *Conseil National pour la sauvegarde de la Révolution du 14 janvier 2011* se voulait être l'expression nationale des Comités régionaux, une inversion hiérarchique et un manque de démocratie surprenant, quand l'expression nationale devrait être la somme de tous les comités régionaux.— Ce CNPR, faute de s'être imposé comme le réel porte-parole de la volonté du mouvement populaire, exigea d'être intégré au sein de la Commission supérieure de la réforme politique dirigée par l'incontournable professeur de droit Yadh Ben Achour. Le compromis, un jeu de dupe négocié entre le gouvernement, le président de la République et les principaux acteurs du CNPR, aboutit à partir de la mi-février 2011, à la refonte de la Commission supérieure de la réforme politique¹⁵⁷, rebaptisée Instance supérieure pour la réalisation des *objectifs de la révolution*. Cela devait ainsi, mieux passer. Mais : 1) Ces objectifs

¹⁵² Leyla Dakhli, *op. cit.*

¹⁵³ Voir l'*Annexe*, à la fin de cet ouvrage : « l'appel à la création d'un Conseil National pour la sauvegarde de la Révolution ».

¹⁵⁴ Sadri Khiari, « Tunisie : commentaires sur la révolution à l'occasion des élections », *Les Indigènes de la République*, 15 novembre 2011 (http://www.indigenes-republique.fr/article.php3?id_article=1509).

¹⁵⁵ *Comité de protection de la révolution*, ou *Comité de sauvegarde de la révolution*, ou *commission de protection et d'orientation de la révolution*. Et le *Conseil national de protection de la révolution* (CNPR), celui-ci comprend les partis membres du Front du 14 janvier, des syndicalistes de l'UGTT de base, des militants politiques d'extrême gauche, des avocats et des jeunes chômeurs, des associations de défense des droits de l'Homme, et des organisations professionnelles. On trouve également en son sein le parti islamiste Ennahda, et l'Ordre des avocats qui accueille le Conseil dans ses locaux. Créé le 11 février 2011, il exige de participer « à l'élaboration des législations relatives à la période transitoire et à leur adoption » ainsi qu'« au contrôle des travaux du gouvernement provisoire qui assume la gestion des affaires » (TAP, « Tunisie: Plusieurs partis et organisations appellent à la création d'un « Conseil national pour la protection de la révolution », *Tunisiawatch.com*, 14 février 2011 (<http://www.tunisiawatch.com/?p=4047>)). Il revendique également que la nomination des responsables dans les hautes fonctions de l'État lui soit soumise à approbation. Se considérant comme le porteur de la légitimité révolutionnaire, face à un gouvernement n'ayant aucune légitimité démocratique, ce conseil dénonce un Premier ministre qui refuse de purger l'appareil d'État et qui, de surcroît, a nommé, au début du mois de février, 19 gouverneurs RCD sur un total de 24.

¹⁵⁶ Voir *Annexe* : l'« Appel à la création d'un Conseil National pour la sauvegarde de la Révolution ».

¹⁵⁷ La Commission supérieure de la réforme politique, mise en place au lendemain de la chute de Ben Ali.

étaient dans les *Comités de protection de la révolution*, et non dans les bureaux des secrets et de *diversions* (au sens militaire) d'un Premier ministre et d'un Président intérimaire. 2) C'est un véritable détournement de sens : ce sont les objectifs qui font la *révolution* et non la *révolution* qui fait les objectifs. Or là, il ne s'agit plus que d'une « révolution de palais » et de son propre objectif, *la transition dans l'ordre*, à qui l'on fait dire ce que l'on veut et qui renvoie à la destructrice *réforme politique et transition démocratique*. La *réforme*, phagocytage technique —qui consacre la distance entre ce qui est bon pour le peuple et ce que celui-ci désire— passe nécessairement par l'abrogation des Comités ou des Conseils, puisqu'ils sont les organisations traditionnelles de l'autonomie populaire, qui unissent ceux qui étaient maintenus séparés par la force, et par le multipartisme, c'est-à-dire les multi-expressions d'intérêts particuliers, la sur-division et l'effacement de la lutte de classes. L'appellation même de l'*Instance* qui bricole la « révolution », la « réforme » et la « transition » signe « *la fin de la dichotomie entre logique révolutionnaire et logique légaliste*¹⁵⁸ », et exprime toute la logique du retour à *l'ordre opposé au mouvement social*. Avec la disparition du CNPR —et des *Comités de protection de la révolution*, ou *Comités de sauvegarde de la révolution*, ou *commissions de protection et d'orientation de la révolution*— phagocyté par ledit « processus démocratique » par cette autre usurpation-dépossession du pouvoir induites par ladite « pluralité politique », et par l'erreur d'avoir choisi de si mauvais amis, les Comités ont perdu leur *pôle de légitimité* et leur force, et « le centre de gravité se déplace de la rue vers le bâtiment luxueux abritant la défunte chambre des conseillers. Le gouvernement [du Premier ministre Mohamed Ghannouchi] sans aucune légitimité s'étant autoproclamé, propose dans un premier temps d'y nommer 71 membres, représentants de partis politiques, d'organisations professionnelles, d'associations, et de "personnalités nationales". Pour autant, lors de la première réunion du conseil de l'Instance, le 17 mars 2011, cette première composition est critiquée par certains des membres eux-mêmes qui se considèrent comme sous-représentés : l'Instance supérieure souffrirait de l'absence de jeunes, de représentants de la Tunisie de l'intérieur, ainsi que de certains partis politiques et associations. Ce qui fait dire au journaliste de *La Presse de Tunisie*, Sofiane Ben Farhat, que l'Instance a "un problème fondamental de légitimité. Dans tous les cas de figure, *aucun parti, aucun leader, organisation ou tendance ne peut se targuer d'avoir fait la Révolution tunisienne*. Son seul acteur est, jusqu'à nouvel ordre, un éternel absent : *le peuple*"¹⁵⁹. "Mais peut-on faire rentrer le peuple dans une instance, aussi représentative soit-elle ?"¹⁶⁰ », ironise faussement Jean-Philippe Bras¹⁶¹. « De nouvelles tractations aboutissent, le 7 avril, à l'élargissement du conseil de l'Instance à 155 membres comprenant 72 « personnalités nationales », ainsi que les représentants de 12 partis politiques, 19 associations ou syndicats et 11 gouvernorats sur 24¹⁶². » Le tour est joué.

La « démocratie représentative » des seuls intérêts particuliers concurrents, réalise « la politique par la suppression de la politique¹⁶³ », lui permettant « l'évitement des mots du litige¹⁶⁴ », un tour de passe-passe mécanique et un glissement sémantique qui amènent à accepter que la lutte contre l'injustice soit remplacée par la peur et par la compassion, que la lutte pour l'émancipation et la lutte des classes soient remplacées par la mécanique de la victimisation, de la réinsertion et de l'action humanitaire. L'image de l'« homme du peuple héroïque » fait place à la figure pitoyable du *sans* qui exprime l'absence, le manque, la privation ou l'exclusion : le sans travail, le sans droits, en finalité le même peuple, ou plutôt son absence, d'avant l'insurrection, passé par la *transition démocratique*, les *premières élections libres*, le *suffrage universel* et l'impensable *raz de marée*

¹⁵⁸ International Crisis Group, *op. cit.*, (souligné par nous).

¹⁵⁹ Sofiane Ben Farhat, « Foire d'empoigne à l'Instance, etc. », *La Presse de Tunisie*, 22 mars 2011. (<http://soufiane-ben-farhat.space-blogs.net/blog-note/185066/foire-d'empoigne-a-l-instance-etc-.html>), souligné par nous.

¹⁶⁰ Éric Gobe, *op. cit.*

¹⁶¹ Pierre Rosanvallon, *Le peuple introuvable*, Gallimard, 1998, p.55. Voir également Jean-Philippe Bras, « Le peuple est-il soluble dans la constitution ? Leçons tunisiennes », *L'Année du Maghreb*, n°8, 2012. (<http://anneemaghreb.revues.org/1423>).

¹⁶² Éric Gobe, *op. cit.* Seuls 11 gouvernorats ont réussi à s'entendre pour désigner un représentant au sein de l'Instance.

¹⁶³ Jacques Rancière, *La Mésentente*, Paris, Galilée, 1995, p.97.

¹⁶⁴ Eric Hazan, *op. cit.*, p.104.

islamique. Pour un expert en science politique, un conseiller d'Etat, de tels événements sont pris en compte, pour ne servir qu'à perfectionner le modèle de la soumission. Et quelque soit son caractère catastrophique, la réalité permet d'interroger le modèle actuel qui produit la catastrophe sociale.

Une consultation électorale prématurée —la nocivité de l'urgence— ne pouvait engendrer que des résultats —inconséquences— nocifs. La *success story* électorale de l'islamisme politique, en légaliste tient notamment à cette capacité à jouer sur des registres ambivalents, mi-figue mi-jasmin, revendiquant simultanément une légitimité révolutionnaire¹⁶⁵, une légitimité électorale et une légitimité traditionnelle qui l'autorisent à rétablir la sécurité et la « normalité sociétale » (religieuse, morale, mœurs, expression, pensée) et économique sous le prétexte de prévenir des risques de désordre et de chaos. Avec leurs Ligues Nationales de Protection de la Révolution, qui se sont coulées dans les formes d'organisations populaires autonomes pré-existantes, avec leurs milices en place et leurs supplétifs de la police, les contre-révolutionnaires passent pour des révolutionnaires. Si le premier contrecoup porté à l'insurrection populaire le fut par le gouvernement de transition —par l'arnaque du suffrage universel, arnaque d'autant plus que processus initié à la hâte dans le but spolier la population de sa voix, de sa démocratie, de ses revendications et de sa révolution possible—. Le second contrecoup, au lendemain des élections Présidentielles et législatives, de juin 2013 —où les élus revêtus des dépouilles d'une « légitimité révolutionnaire », se verront légalisés à double titre— par la garantie de la sécurité, par la répression, le rétablissement de la censure et de l'état d'exception au nom la lutte antiterroriste, par un gouvernement qui se voudra être indiscutable, comme validation de la soumission. Les pièces du puzzle sont en place. Mais les Tunisiennes et les Tunisiens qui ont bravé la police et les snipers de Ben Ali, qui ont piétinés l'état d'urgence depuis deux ans, et qui ont conquis leur liberté ne se soumettront pas aussi facilement à un état d'exception ni aux manipulations pour reconstruire la peur et l'incertitude.

L'insurrection a libéré des forces insoupçonnées, mais elle s'est heurtée à la *logique du démocratisme* comme moyen contre-démocratique. La *démocratie représentative* a pour motif de diviser l'unité insurrectionnelle, de faire éclater son autonomie et de faire abandonner les organisations démocratiques de la base. Un démocratisme qui mène à une *forte déception politique* au « *lendemain de la révolution du 14 janvier 2011* » —la classe politique prise dans des logiques d'alliances et de tractations, d'où sont nées les critiques virulentes contre ces hommes et ces femmes qui ne cherchent qu'à négocier leurs postes, à s'allier pour garder leurs privilèges ou en gagner d'autres—. La démocratie représentative renvoie chacun à disparaître dans un choix particulier, la réalité de la *lutte des classes* est niée, ostracisée. Les « valeurs » du parti islamique Ennahda qui se confondent parfaitement dans le décor démocratique néolibéral, et plus encore lorsque la société capitaliste est en crises —ce que dément le philosophe Alain Finkielkraut qui prétend dans *Libération* du 3 février 2011, « que les islamistes n'ont pas de *tradition démocratique* », or la *démocratie* est loin d'être l'unique invention de l'Occident—. *L'émancipation* sans libération au « pays postcolonialiste » est expliquée par ces « valeurs » sans valeur. Où l'on s'émancipe du patriarcat, de la famille, d'un patron, d'un pouvoir particulier, mais jamais du système qui renvoie sans cesse chacun à la case départ. Et derrière les luttes des factions pour le pouvoir, derrière les provocations et contre-provocations médiatiques, le monde est continuellement secoué de tremblements qui l'ébranlent fortement sans pour autant le faire tomber. Les frontières sont plus hautes, comme des sas de sécurité au sein d'un monde formé d'Etats en décomposition, où chacun doit prouver sa capacité à rester fermé et à contenir ses crises et sa population. La guerre est non pas à l'étranger mais à l'intérieur, et les opérations de police internationale déployées par les forces de l'ordre des centres capitalistes s'appuient tantôt sur les idéaux d'un démocratisme fictionnel, tantôt sur l'excitation des extrêmes droites, des mouvances identitaires intégristes religieuses et nationalistes, ce qui en France mena à de nombreux lynchages et à la mort de Clément

¹⁶⁵ Tel que les Ligues Nationale de Protection de la Révolution, légalisées en mai 2011, que l'opposition considère comme « une milice d'Ennahda ». Depuis une dizaine de mois, ces ligues se sont reconstituées, et certains membres ont été identifiés aux côtés de la police lors de la manifestation.

Méric¹⁶⁶. Ce que soulève encore l'insurrection tunisienne, est l'effondrement de l'économie de la Tunisie, comme celle de l'Égypte, de la Grèce et bien d'autres pays dans le monde, effondrement que masquait le système népotique du clan Ben Ali.

X- Retour d'expérience¹⁶⁷

*Quoi ? Laissera-t-on Priam, les Troyens, se vanter de l'Argienne Hélène, elle pour qui tant de Grecs devant Troie ont péri loin de la terre natale ?... Quoi ? Tu désires que la cité de Troie aux larges rues, nous la laissons, pour qui nous avons souffert tant de misères ?*¹⁶⁸

Dure situation au lendemain des élections —celles de juin 2013 ont finalement été ajournées—. Le gouvernement qui sortira des urnes sans base sociale sérieuse dans un pays économiquement brûlé et des populations *superflues*, devra être indiscutable. Il lui faudra trouver des alliances pour peser quelque chose dans la balance, pour être incontestable, c'est-à-dire la raison même pour laquelle il a été élu. « La prise en considération des fractures sociales montre bien à quel point l'affrontement auquel il a été donné tant d'ampleur dans les journaux français entre "laïcs" et "religieux" n'est pas au cœur des préoccupations. Cependant (...) il y a certes eu des manifestations pour protéger le statut de la femme tunisienne, il y a également une présence manifeste de jeunes islamistes radicalisés dans les rues de Tunisie qui entendent faire régner un ordre puritain et orthodoxe. Pourtant la lecture en termes identitaires des tensions sociales en Tunisie, imposée à la fois par les défenseurs de la laïcité (spécificité tunisienne, héritage bourguibiste) et par les islamistes (qui masquent ainsi leur incapacité à répondre à la demande sociale de justice), est un leurre. (...) Les islamistes (...) ont perdu leur potentiel subversif : après avoir été persécutés, après s'être présentés comme des "purs", ils sont à présent au pouvoir. Plutôt que de considérer que la révolution les a portés au pouvoir, il est plus juste de dire que l'événement les a mis face à la réalité¹⁶⁹. » Tout le problème est de savoir : de quelle réalité parle-t-on, et de quel événement ?

La France, qui représente l'hégémonie capitaliste dans la mondialisation indissociable de sa dimension néocoloniale, approuve et coopte avec des Etats autoritaires laïcs et les Etats extrémistes religieux capables de tenir leur population comme ils le feraient d'une population étrangère. Israël justement, avec le parti Shass, extrémiste religieux, est un Etat raciste envers les palestiniens et les juifs noirs. Shass est au pouvoir avec un autre parti d'extrême droite, laïc celui-ci, et tout autant raciste, Israel Beiteinu, membre depuis longtemps de la coalition gouvernementale. Coalition dont

¹⁶⁶ « Dimanche 2 juin, trois jours avant l'assassinat de Clément, la Ligue de défense juive (LDJ), milice ultranationaliste pro-Israël, considérée comme une organisation terroriste et interdite sur les sols étatsunien et israélien mais tolérée en France, a revendiqué l'attaque d'un jeune homme prénommé Mounir et de l'avoir plongé dans le coma. Mardi 4 juin, un couple de femmes est violemment agressé après un rassemblement de "veilleurs" anti-mariage : l'une d'elles, transportée en urgence à l'hôpital, reçoit 90 jours d'ITT. Jeudi 6 juin, Rabia, jeune femme portant le foulard, est violemment agressée par "deux individus au crâne rasé", portant des bombers et appartenant très vraisemblablement à l'extrême-droite. Alors qu'elle cherche à porter plainte, la police lui conseille de rentrer chez elle et de ne pas "ébrouiller l'affaire". Le même jour, alors que nous occupons les rues de Paris et d'ailleurs en hommage à Clément et à son combat antifasciste et que M. Valls gesticule dans tous les sens en parlant de dissoudre les JNR, une des plus grosse rafles de sans-papier-e-s des dernières années a lieu à Paris. Le 7 juin, nous apprenons la relaxe requise par le parquet pour le policier responsable de la mort de Muhsim et Lakamy à Villiers-le-Bel en 2007. La liste est encore longue. » Extrait du communiqué de *Solidaires* IEP Paris, le 23 juin 2013 (<http://sudsciencespo.wordpress.com/2013/06/10/pour-clement-la-rage-au-coeur-ne-jamais-oublier-ne-jamais-pardonner/>).

¹⁶⁷ Repris de : *Histoire lacunaire de l'opposition à l'énergie nucléaire en France. Textes choisis et présentés par l'Association contre le nucléaire et son monde*, éditions La lenteur, 2007, p.218 : tract signé Lonesome cobaye not so far awayfrom Belarus, Paris, les 14 et 15 mars 2005.

¹⁶⁸ Homère, *L'Iliade*.

¹⁶⁹ Leyla Dakhli, *op. cit.*

la politique se résume en quelques mots : blocus sur Gaza, murs de séparation et colonisation de plus en plus étendus en Palestine avec une violente oppression à l'encontre du peuple palestinien. De fait, les Etats capitalistes postcoloniaux ne manquent pas d'imposer aux Etats colonisés leurs propres vues et cultures —et la France tout particulièrement, qui véhicule une idéologie coloniale dans sa forme la plus arriérée—. Mais quand il n'y a pratiquement plus rien de « pur » ou d'« authentique » sur la planète colonisée, le processus de colonisation —quelle qu'en soit l'appellation : postcolonisation ou néocolonisation— par son extension achevée, n'est plus depuis longtemps le seul « privilège » des pays d'Afrique ou d'ailleurs. Omniprésente dans les pays occidentaux, elle en est devenue invisible : il n'y a nulle part dans le monde où la vie, les hommes et les femmes ne soient soumis à la colonisation, du seul modèle dominant, l'économie néolibérale, qui impose son modèle de vie, son modèle de pensée, son modèle de la réussite avec sa cohorte de néo-cultures et néo-traditionalismes. Où le renouvellement de formes rivales du pouvoir séparé et identitaire repose justement sur l'absence —par leur presque anéantissement— des identités particulières comme des cultures et de traditions particulières.

Et un Etat capitaliste, *postnational*, entre les mains d'un parti islamiste, n'est rien d'autre qu'un Etat capitaliste, effondré comme nation et sans souveraineté sur le plan international, mais qui reste une société divisée en classes avec des particularismes « identitaires » qui sonnent comme concentrationnaires. Partout où apparaissent ces particularismes « identitaires » se précise les frontières bouclées et le confinement des masses superflues, *ceux qui n'ont plus accès à la production et qui ne peuvent plus être des consommateurs*. Et le sursaut néonationaliste identitaire actuel arrange parfaitement les gestionnaires de la crise mondialisée postnationale. Et les Tunisiens sauront pour quoi désormais ce décor était planté localement et globalement.

Ce sont les principes de ladite « démocratie » à la Française (pour ne citer qu'elle) : le mode du *parti politique* pour incarnation exclusive du politique, où le *suffrage universel* incarne le mensonge universel, et avec le paradoxe que ce sont avec ces principes de ladite « démocratie » à l'occidentale, islamophobe et raciste que la Tunisie est conduite de l'impasse *postnationale*, de Ben Ali à l'autre, sans souveraineté, avec un parti islamiste¹⁷⁰. Un parti islamiste négociant un tant soit peu les conditions de sa « reddition » histoire de feindre une certaine résistance, mais sans véritable base sociale. « *Invest in democracy* », comme on investit dans l'état d'urgence, au nom d'une néo-tradition, parce qu'elle *serait* le « sens de l'histoire » : la néo-culture comme *frontière* serait la seule à pouvoir contenir le flot populaire, les désordres sociaux, les émigrations dans l'impossible programme de partage de la société marchande mondialisée. Le néonationalisme de ceux des villes côtières du nord comme pour ceux du centre-est : le rêve, s'il y a, s'arrête là pour les Tunisiens.

Ainsi dans la mise en scène spectaculaire des violences entre polices et salafistes par les praticiens et les experts efficaces en fabrication de figures criminelles —casseur de banlieue, criminels « de la gauche de la gauche de l'ultra-gauche », ennemis intérieurs spécialisés en menaces diverses— le conseiller en crise, *International Crisis group* —comme la Commission européenne, la BCE ou le FMI— prévient qu'« à défaut d'une réaction adéquate des pouvoirs publics et du parti islamiste qui donne le ton au sein de la fragile coalition gouvernementale, les violences, tout autant sociales, juvéniles et urbaines que politiques et religieuses, pourraient franchir un nouveau palier et atteindre un seuil critique¹⁷¹ ». Et Laurent Fabius, chef de la diplomatie française, en visite à Tunis le 14 mai 2013, « a annoncé une "intensification des échanges d'informations sécuritaires avec plusieurs pays de la région, dont l'Algérie et la Tunisie". Fin connaisseur du monde arabe et spécialiste de la lutte antiterroriste (c'est un ancien de la DGSE, le service de renseignements extérieurs), le très discret Alain Chouet¹⁷² était du voyage. Selon des sources proches de l'ambassade de France, il jouera à

¹⁷⁰ Peu importe l'opresseur à venir, l'évidence veut qu'il devra passer un compromis avec le parti Ennahda.

¹⁷¹ International Crisis Group, *op. cit.*

¹⁷² Alain Chouet, conseiller français à Tunis, [officier de renseignement](#) français, coauteur de plusieurs ouvrages concernant l'[islam](#) et le terrorisme. Il est chercheur associé à l'[European Security Intelligence and Strategy Center](#), chargé de conférence au Diplôme universitaire d'études des menaces criminelles contemporaines, [Université de Paris II](#).

l'avenir auprès des autorités tunisiennes un rôle de conseiller¹⁷³ », —c'est aussi en pleine répression des manifestations en Turquie que *Mediapart* rappelle l'accord de coopération policière entre la France et la Turquie signé par Claude Guéant en 2011 et soutenu par Laurent Fabius : l'accord porte sur la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue et le blanchiment, mais comporte aussi, à la demande de la Turquie, un volet « gestion démocratique des foules », c'est-à-dire le maintien de l'ordre—. La démocratie française spécialiste en lutte antiterroriste est la farce dramatique d'un projet qui ne cherche plus à masquer l'incapacité générale, que ce soit en Tunisie ou en Grèce et ailleurs dans le monde, à répondre à la demande sociale de justice et de justice sociale. Avec une opposition sans consistance se rejoue le paradoxal « retour à la vie normale » pour les populations superflues. A tous ceux qui avaient appuyé leur lutte sur les idéaux démocratico-occidentaux, il s'agit désormais d'apprendre à obéir, à différer sans cesse toute revendication, toute émigration, à survivre et vivre dans la peur permanente. Dans un texte, *Terrorisme de l'état d'urgence*, Robert Kurz, montre clairement qu'« au 20^e siècle, les puissances du capital n'ont plus le goût des conquêtes territoriales, répète-t-on ça et là. Du reste, que feraient-elles de zones de terre économiquement brûlée et de population superflues ? Ça ne veut pas dire (...) que l'impérialisme ait disparu. Cependant, il ne s'agit plus pour les nations de constituer de vastes empires et zones d'influence, mais de garder la maîtrise de cette mondialisation qui a tout d'une crise. Les limites de la valorisation du capital sont en passe d'être redéfinies en limites de la possibilité de vivre pour les masses de perdants, et l'effondrement des économies nationales en une contiguïté sous surveillance de *boom-towns* financées par le crédit et de régions de misère laissées pour compte¹⁷⁴. » On peut dire que, dernièrement, en France, la gauche PS, sa droite UMP et le FN n'excitent pas les ultra-intégrismes et les groupuscules d'extrême droite, uniquement pour des raisons de leadership : il s'agit bien d'anticiper, de planter le décor et de redéfinir les limites de la possibilité de survivre pour les masses superflues qui, déjà en France, avait commencé avec la question de l'immigration. Comme en Grèce, en Espagne, au Portugal ou en Italie, l'anticipation accompagne la progression des crises, voire l'effondrement des économies nationales, une expérience qui est pratiquée en Grèce dans la combinaison état d'urgence et démocratie. Ces masses superflues ne sont plus les « réserves d'humains » pour le compte de la société marchande mondialisée, mais le terme accompli même de cette société, qui s'étale et empoisonne jusque dans les « démocraties des riches ». —L'ultra-droite autant néfaste que débile soit-elle, n'est là que comme le chiffon rouge vers quoi tous les regards se tournent, qui masque les insidieuses mains (gauche et droite) qui la manipulent et qui cache les raisons réelles de cette exhibition de malades et de criminels.

Ainsi, qu'il s'agisse d'antiterrorisme, de l'effondrement de l'économie nationale ou celui d'une centrale nucléaire une même *culture de la sureté*, un même « enracinement de la culture du droit et de la soumission indiscutable à la loi » opère. Elle commence avec lesdites mesures de « prévention supplémentaires », une fiction qui tient de l'état d'urgence relayé par la « démocratie », dont l'axe est la terreur sous toute forme, pour instituer l'autogestion du désastre et de la survie. Autogestion qui avait pris sous Ben Ali la forme d'une économie parallèle —informelle— associée à l'antiterrorisme et au terrorisme comme pression-coercition permanente sur la population, mobilisant et contrôlant ainsi tout le pays, « mobilisant et impliquant l'ensemble du personnel à titre individuel ainsi que la chaîne hiérarchique. Le maître mot est dans tous les cas d'"*Anticiper*"¹⁷⁵. » Pour EDF, la « prévention supplémentaire » est « cette exigence de sûreté [qui] repose sur le professionnalisme des équipes formées en permanence, la rigueur d'exploitation qui découle de ce professionnalisme, la qualité et la régularité de la maintenance qui garantissent la fiabilité des installations [nucléaires], mais aussi sur les contrôles et le suivi des réglementations. Plus les conséquences d'un incident ou d'un accident sont potentiellement graves, plus la probabilité de

¹⁷³ Jeune Afrique, « Tunisie : Alain Chouet, un conseiller français à Tunis », Jeuneafrique.com, 24 mai 2013. (<http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2732p008-009.xml5/>).

¹⁷⁴ Robert Kurz, « Terrorisme de l'état d'urgence. Comment en Grèce on va faire un exemple ». Traduction de l'allemand : Stéphane Besson, revue par Clément Homs. Paru dans *Konkret*, mars 2012 (<http://www.exit-online.org/textanzl.php?table=aktuelles&index=2&posnr=554>).

¹⁷⁵ ACA, Analyse Conseil Assistance, une entreprise spécialisée dans la sureté.

celui-ci doit être rendue faible en prenant des mesures de prévention supplémentaires. Ces mesures sont en évolution permanente » en termes de réglementation, de contrôle et de gestion démocratique des foules. Ainsi en mai 2013, pour faire face aux conflits sociaux permanents et aux grèves, « le gouvernement grec décidait d'avoir recours, pour la deuxième fois, à la réquisition générale des travailleurs afin de réduire les grévistes au silence et les forcer au travail. (...) [le gouvernement] s'est appuyé sur un amendement de l'article daté de 2007 (loi 3536/2007) s'intitulant "Mesures pour faire face aux situations d'urgence en temps de paix" qui rend légale la *mobilisation civile face à "toute situation imprévue qui exige la prise immédiate de mesures afin de faire face aux besoins de défense du pays ou à des besoins sociaux urgents concernant toute menace de catastrophe naturelle ou à tout ce qui peut mettre en danger la santé publique"*¹⁷⁶ ». *Anticiper, contrôler, réglementer, mobiliser* ou *réquisition générale* (des civils), l'échelonnement de la culture de sécurité, une culture de contrôle-surveillance des foules en vue d'être intégrées et autogérées par les civils eux-mêmes, tel le système panoptique. Le contrôle-sécurité que l'on retrouve en tout et partout, est la stratégie de production défensive du capitalisme relayée par les gouvernements enracinés dans une néo-terre de néo-tradition, qu'ils soient aux antipodes, du Japon à la Tunisie. Lorsqu'il s'agit de désastres nucléaires, de lutte antiterroriste ou tout simplement de lutte antisociale, la rhétorique est la même et l'anticipation est cette fiction qui doit faire croire que la situation est maîtrisable ou déjà maîtrisée. Mais la gestion du nucléaire, l'antiterrorisme, toute gestion antisociale et leurs conséquences sont les formes concrètes de l'alliance mondiale des appareils militaro-policiers de toutes les nations, qui ne cherchent plus à masquer l'effondrement de leurs économies, ni celles des zones d'effondrement —Tchernobyl, Fukushima, Tunisie, Egypte, Grèce et autres pays d'Europe parmi tant d'autres sur tous les continents—, dont le désastre nucléaire, économique, social et humain, comme économie de guerre, permettrait de sortir le capitalisme de la crise ? Le néocolonialisme n'agit plus pour l'essentiel qu'en tant que néocolonialisme de « sécurité contre les zones d'effondrement de la souveraineté des États et d'exclusion contre les flux de réfugiés venant des zones d'effondrement mis en œuvre par le centre démocratico-capitaliste et dirigé contre les situations de crise que le capital a lui-même engendrées¹⁷⁷. » Avec la certitude que la *culture du nucléaire* et la *culture du terrorisme d'état d'urgence* sont la même face du monde de la domination.

« Réhabiliter Fukushima » : « "Vivre sous Tchernobyl, c'est réapprendre à vivre, à vivre autrement, intégrer au quotidien la présence de la radioactivité comme composante nouvelle de l'existence"¹⁷⁸. (...) Les experts français l'ont compris les premiers et ont, dès 1996, investi [Tchernobyl] le vaste laboratoire grandeur nature de "*la gestion sociale en terrain contaminé*". (...) Le cauchemar doit recouvrir l'apparence de l'évidence. La contamination nucléaire est alors naturalisée et rejoint simplement le cortège des aléas imposés par la science moderne. L'objectif affiché est bien de diffuser une certaine culture du nucléaire, c'est-à-dire une forme d'acceptation sociale aboutie¹⁷⁹ ».

Réhabiliter la Tunisie : c'est réapprendre à vivre autrement, intégrer au quotidien l'antiterrorisme-terrorisme, la survie faite d'emplois précaires, le chômage, l'injustice, la censure, la misère, le désespoir et le racket comme composantes de l'existence. Un « nouveau style de vie », comme un nouveau produit *local* et un retour à cette « vie normale » alors naturalisée, et qui rejoint le cortège des *aléas* imposés par l'économie capitaliste, une forme d'acceptation sociale aboutie,

¹⁷⁶ Rebillyon, « Grèce : la crise économique, un état d'exception permanent nuisible à la démocratie », *Rebillyon.info*, 21 mai 2013, <http://rebillyon.info/En-Grece-la-crise-economique-un.html> (souligné par nous).

¹⁷⁷ Note du traducteur, dans *Terrorisme de l'état d'urgence*, en référence à Robert Kurz, *Avis aux naufragés. Chroniques du capitalisme mondialisé en crise*, Paris, Lignes, 2005.

¹⁷⁸ Présentation du programme français Ethos. « La mise en place à partir de 1996 d'un programme français de "réhabilitation des territoires contaminés" en Biélorussie, nommé Ethos. Un des initiateurs de ce programme, Jacques Lochard, a participé le 28 mars 2011 à un groupe de travail du gouvernement japonais portant sur la "gestion post-accidentelle des territoires contaminés par l'accident de Fukushima". Il a présenté le retour d'expérience d'Ethos. Il a soulevé l'enthousiasme d'un certain nombre de citoyens japonais qui militent pour le lancement d'un "Ethos japonais" » (Arkadi Filine, *op. cit.*, p.179.)

¹⁷⁹ Arkadi Filine. *op. cit.*, pp.179-180.

incontestable, puisque « votée à la majorité »... Ainsi du point de vue néocolonial, il n'y aurait que les formes politiques aux apparences, au moins, « traditionnelles » qui puissent mener à bien le « nouveau style de vie » des masses superflues.

Les Tunisiens n'ont, d'après tous les observateurs et les acteurs sur le terrain, jamais manifestés pour l'application des mœurs d'une minorité au nom de la tradition, ni tenu des slogans religieux, ni ne se sont référés à l'islam politique des uns ou au dit apolitisme des autres. Ce que le progressiste Yadh Ben Achour¹⁸⁰ confirme : mais en qualité de docteur et de professeur émérite de la Faculté des sciences juridiques et politiques, ainsi : « La vérité historique démontre très clairement que la Révolution tunisienne est une révolution civile, non religieuse, démocratique, pluraliste et civile, fondée sur le concept moderne des droits de l'homme, de l'Etat de droit et de la liberté ». Mais la vérité historique là aussi très clairement, montrer la réappropriation « démocratique » qui sonne le glas comme ces paroles de Joy Division « She lost control » : *l'insurrection a perdu le contrôle, la société capitaliste a gagné*, toutes perspectives sont entre les mains des liquidateurs « démocratiques ». En abandonnant ses organisations autonomes, qu'elle avait construites, l'insurrection tunisienne a abandonné la seule façon d'être révolutionnaire, et *la volonté des urnes ne sait de toute façon plus ce qu'elle est censée vouloir*, tout le *système des partis part lui-même à la dérive de manière non moins exemplaire*, dit Robert Kurz au sujet de la Grèce¹⁸¹. L'insurrection qui avait tenu à l'écart du mouvement *tous* les partis, mêmes les plus embryonnaires, jusqu'en janvier 2011, s'est embourbée dans le multipartisme et dans les urnes. Les Tunisiens s'opposent maintenant à la troïka au pouvoir, dont fait partie le parti islamiste Ennahda. Dérive confirmée en Tunisie, envers même les partis politiques les « plus sincères », ou les plus naïfs, sans programme audacieux, prisonniers de leur logique de parti et de démocratisation, d'alliances, de guide des masses, producteurs des mêmes rapports socio-politico-économiques, etc. ; tous ces partis progressistes parachèvent la confiscation et la dépossession de tout pouvoir par le peuple, comme si toutes les luttes sociales et leurs organisations autonomes devaient servir à pallier une situation où les forces progressistes sont désarmées en termes d'analyses à court terme et de stratégie, et qui, le pied à l'étriller, ne font finalement que ce pourquoi elles ont été faites : gouverner sans que rien ne change. Et toutes les organisations autonomes dissoutes par ceux-là mêmes qui s'étaient émancipés d'un « système de corruption », cette mise en crise sans se libérer du système global les ramènent prisonniers dans les limites du démocratisation, comme si, désarmés en termes d'analyses à court terme et de stratégie, ils devaient servir comme masse superflue à construire leur nouvelle prison ? N'en va-t-il pas de même pour nous tous ?

Retour d'expérience ? Cette mise en crise et en déconstruction qu'a nécessité l'analyse de « ce qu'a soulevé l'insurrection tunisienne », nous les avons faits en liens aller-retour entre la Tunisie et la France, pour des raisons que l'on devine (ex-colonisation, luttes et révoltes et répressions dans les banlieues françaises, racisme envers la population issue des ex-colonies françaises, islamophobie, islamisme-terrorisme, de populations superflues, crise mondiale du néolibéralisme etc.)

Retour d'expérience, liens aller-retour entre la Tunisie et Fukushima en raison de la même gestion démocratique et du même contrôle des foules, du nucléaire et de l'état d'exception et de leurs désastres. Mise en crise et en déconstruction pour tirer des enseignements sur les systèmes coercitifs, les mensonges, les manipulations et les techniques de gouvernement moderne dans une période qui mène le monde de crises en crises, entrecoupées de catastrophes et de vagues de terreur. Déconstructions qui ouvrent un regard et des perspectives pour combattre, sans recourir à des formules magiques ou à des incantations : il est possible de mettre à la lumière la pluralité des dominations et des oppressions et certains des principes et des pièges très développés dans la sphère des coalitions pérennes contre toutes les formes de luttes sociales. Ainsi, de ce retour d'expérience, comme le conseillent tous experts et conseillers des sociétés technocratique-démocratiques

¹⁸⁰ Cité plus haut.

¹⁸¹ Robert Kurz, *op. cit.*

occidentales en faisant leur travail de sape et de mensonge, en ferons-nous nous aussi notre retour d'expérience ? C'est en finalité la seule question valable. « Ce que soulève le mouvement insurrectionnel tunisien » n'est pas la question de son échec.

Mars-juin 2013.

XI- Notre cause est commune. Il n'y a pas d'Occident en face de nous¹⁸²

Il est temps de se rendre compte que nous sommes capables aussi d'inventer des sentiments, et peut-être, des sentiments fondamentaux comparables en puissance à l'amour ou à la haine¹⁸³.

Au moment de boucler cette analyse

Notre époque est à la vulgarisation médiatique réactionnaire, elle est aussi celle qui, de nos jours y réagit massivement et identiquement sur toute la planète, par la même insatisfaction des résultats sortis des urnes, par la même insatisfaction des partis politiques comme d'une vie quotidienne prise dans des difficultés croissantes, régulées par la censure, la coercition et la répression. Ainsi, on lit dans *Tunisie Libre* du 25 juin 2013 : « *On veut casser la culture du non* : Pour Aziz Amami, l'un des cyberactivistes les plus engagés dans la révolution, le sens de ces événements est clair : "La justice et la police, c'était la force répressive de l'ancien régime et elle est en toujours en place. Les changements politiques, ça n'est que l'habillage. *Aucun parti ne veut casser ce système parce qu'aucun ne peut exercer le pouvoir sans elle.* Aujourd'hui, elle veut faire payer la révolution à ceux qui l'ont faite : les jeunes des quartiers, les rappeurs, les cyberactivistes, les syndicalistes de base... C'est pour cela que je considère Weld el XV¹⁸⁴ comme un prisonnier politique." » Ce que par nos analyses nous confirmons, et ajoutons que la *force répressive (justice-police)* n'est là que pour protéger ce *système*, parce qu'aucun parti, aucun membre de la classe politique *ne peut exercer le pouvoir sans lui*, même si chacun feint une résistance pour sauver la face, ici aussi. Le système capitaliste présent domine tous les partis, comme il dominait avant eux le « système Ben Ali », et chacun de ses partis sait plus ou moins qu'une partie considérable de Tunisiennes et de Tunisiens n'ont plus accès à la production et ne seront plus des consommateurs : ces masses de superflus n'ont plus qu'à autogérer leur survie, sans aucun soutien de l'Etat ni des partis.

Thierry Brésillon poursuit : « Fatma Jgham anime une association culturelle dans le quartier de Hay Tadhamon, le quartier le plus peuplé et l'un des plus déshérités de Tunis : "Les gens du quartier voient que depuis la révolution, les pauvres deviennent plus pauvres et les riches plus riches. Qu'ils vivent toujours dans le même environnement dégradant. L'art de la rue, le rap et les graffitis, sont les seuls moyens qui restent aux jeunes pour s'exprimer et revendiquer les objectifs de la révolution. Et quand ils parlent de la police, c'est le symbole d'un Etat qui les méprise qu'ils visent." Comme le

¹⁸² Mohamed Dahou, « Pour un appel à l'Orient », in Guy Debord présente *Potlatch*, n°6, 22 juillet 1954, Folio, p.46.

¹⁸³ Paul Nougé, « Conférence de Charleroi », *Potlatch*, n°16, p.104.

¹⁸⁴ « Le rappeur Weld el XV sera jugé en appel. Un moment décisif dans la relation entre une jeunesse exaspérée par l'absence de changement et le pouvoir. Sa condamnation, le 13 juin, à deux ans de prison ferme pour une chanson dirigée contre la police, "BouliciaKleb" ("Les policiers sont des chiens"), [chanson qui dénonce l'implication de la police dans le trafic de drogue et qui vaut à Weld el XV d'être inculpé : _Cocaïne, zatla (cannabis), "vitamines"_C'est vous qui les rapportez et vous nous demandez "ça vient d'où ?"_C'est vous les trafiquants_Vous nous démolissez depuis qu'on est jeunes avec ces produits]. Tout comme la violence avec laquelle les policiers présents dans la salle d'audience ont évacué le tribunal de Ben Arous après les protestations du public à l'annonce du verdict, puis endommagé la caméra d'un journaliste de Nawaat, et finalement engagé des poursuites pénales contre les protestataires. Ou encore la dispersion du petit rassemblement de solidarité avec Weld el XV sur l'avenue Habib Bourguiba, au centre de Tunis (...) » (Thierry Brésillon, « Rappeurs en Tunisie : "On veut nous faire payer la révolution" », *Tunisie Libre*, 25 juin 2013 sur (<http://blogs.rue89.com/tunisie-libre/2013/06/25/rappeurs-en-tunisie-veut-nous-faire-payer-la-revolution-230639>)).

dit le rappeur Phénix dans un langage imagé : "Les jeunes qui ont fait la révolution sont en train de se faire enc... et ils n'ont même pas le droit de dire "Aïe" !" Rappeurs en Tunisie : "On veut nous faire payer la révolution". Anissa Daoud, jeune actrice et dramaturge, qui s'active pour mobiliser le soutien des artistes en faveur des rappeurs poursuivis, s'inquiète : "On veut casser la culture du non qui venait à peine d'émerger chez les Tunisiens. J'ose espérer qu'on n'a plus peur, que les gens ne sont pas complètement cassés par les difficultés économiques et la désillusion politique"¹⁸⁵. »

Parmi les milliers de pancartes, dans les manifestations du 20 juin 2013 à Rio de Janeiro, au Brésil, nous lisons les mêmes préoccupations, les mêmes dénonciations : « Il y a tant de problèmes qu'ils ne rentrent pas sur l'affiche. » « La violence, c'est qu'il existe tant d'inégalités sociales, raciales, de genre. » « Ce que j'arrive à voir, c'est seulement 1/3 du problème, c'est le système qui doit changer. On ne peut pas arrêter de lutter s'il ne change pas. » « Les raisons ne manquent pas : éducation, santé, corruption, réforme politique, etc ». Beaucoup de critiques également contre la corruption qui gangrène le pays et la classe politique : « Halte à la corruption », « Dehors les politiques ». « *Il y a une insatisfaction générale contre les organisations politiques qui ne répondent pas aux préoccupations de la population. Le peuple est vraiment déçu par les partis politiques.* » C'est un grand coup de balai que les protestataires exigent désormais. « *L'hiver des corrompus a commencé* ». Ainsi au Brésil, on ne peut pas dire *Un printemps arabe*, la contestation assurément se fait là de même sans les partis politiques.

« Dégage Morsi » était déjà le principal mot d'ordre de la population d'Égypte lors des récentes journées de colère, bien avant celles de juin 2013. Comme auparavant, les insurgés qui avaient lutté et provoqué la chute de Moubarak avaient « dégagé » l'armée qui occupait l'État et lui intimaient de quitter immédiatement le pouvoir, en vue des élections. Le 30 juin 2013, c'est un mouvement massif et populaire, du jamais vu, qui s'est étendu sur tout le territoire égyptien. Mais un mouvement également constitué par une coalition qui « regroupe l'essentiel des partis politiques du « camp laïc », plus quelques revanchards de l'ancien régime » et, dans la discrétion, l'état-major de l'armée —signalons au passage que les médias français, tout en soulignant que cette coalition regroupait les partis politiques du camp laïc, ont omis de signaler la présence, dans cette même coalition dite « laïque », du parti salafiste al-Nour, entre autres—. Cette coalition se nomme elle-même « rebelle », comme une marque déposée, et les chiffres fournis par l'armée sur le champ et sans contestation, évaluent à 14 millions¹⁸⁶ le nombre de manifestants qui, dans les rues des plus grandes villes, accompagnent les affrontements entre les vrais et sincères révoltés et les Frères musulmans. Ces affrontements, réels, font de nombreux blessés et morts, qui viennent, spectaculairement attester, de la véracité « révolutionnaire » de la journée du 30 juin. Réelle colère et réel désespoir de la population, détournés et spoliés par les « partis laïcs » et l'armée demandant opportunément la démission de Mohamed Morsi et un scrutin présidentiel anticipé. Détourner une colère qui ne pouvait être endiguée, et qui se traduit en finalité, 48 heures après l'ultimatum imposé, par l'armée-coalition « laïque » au président égyptien M. Morsi de démissionner, par la mise aux arrêts et l'emprisonnement de M. Morsi. Une telle puissance de mécontentement et de colère populaires ne pouvait rester libre de décider d'elle-même des suites à donner dans cette journée, *grève générale* entendait-on, et après ? Le *coup-d'État-démocratique* est accompli, il met fin, dans la liesse générale, à toute réponse ou à tout autre possible populaire, c'est une réussite internationalement acclamée. Les armes des militaires seront retournées contre les Frères musulmans qui oseront descendre dans la rue pour protester.

Dans la nuit du 30 juin, parmi les nombreux révoltés, il y a ceux qui pointaient sur les hélicoptères de l'armée qui survolaient la place Tahrir, des rayons laser, pour saluer l'armée ? Les révoltés n'ont pas une si mauvaise mémoire, mais quand le QG des Frères musulmans était lui-même balayé par de nombreux rayons laser, pour aveugler les photographes et les snipers partisans de M. Morsi embusqués derrière les fenêtres du QG, il ne reste plus de doute possible. En finalité, la coalition-

¹⁸⁵ Thierry Brésillon, *op. cit.*

¹⁸⁶ Certains médias parleront de 33 millions d'égyptiens qui sont descendus dans les rues de nombreuses villes.

armée laïque, a réussi un *coup-d'Etat-démocratique* le 4 juillet, plus victorieux, plus salué que des élections démocratiques elles-mêmes, un coup d'état démocratiquement vécu par 14 ou 33 millions d'égyptiens dans les rues, et indirectement approuvé par 22 millions d'électeurs-pétitionnaires. M. Morsi et les Frères musulmans l'apprennent à leurs dépens, quand un Etat autoritaire élu démocratiquement ne passe plus, ou disons plutôt quand l'économie n'est plus capable de promettre quoi que ce soit, la « rébellion-coup-d'état-démocratique-de-la-rue » approuve tout, illusoirement la « révolution » est en marche, ça ne coûte rien. La force des millions de désespérés, des révoltés sincères contre un Etat autoritaire a été encore une fois encore détournée en : le laïc contre le religieux, le jour contre l'obscur. Ce point de vue a été abondamment repris par les médias, notamment français, et oppose laïc à religieux, là où il s'agit en réalité de l'opposition de la rue à un pouvoir conservateur et néolibéral, dans une situation d'effondrement économique en Egypte, effondrement que masquait le système des militaires-Moubarak —un système de corruption et de pillage assez similaire à celui de Tunisie—. Là aussi les élections n'ont rien résolu. Là aussi on manipule les foules. Là aussi un faux débat identitaire Orient contre Occident. Or, il n'y a pas d'Occident en face, c'est le capitalisme et l'effondrement économique postnational de l'Egypte. Dans un éditorial du *Monde*¹⁸⁷, trois mois avant le *coup d'Etat-démocratique*, qui laisse à penser que du même coup que ce *coup d'Etat-démocratique* du 30 juin - 4 juillet était déjà en cours d'élaboration, on apprend que « sur fond de turbulences politiques (...), le front économique est inquiétant. Tous les indicateurs sont au rouge. Le tourisme et les investissements directs étrangers sont en chute libre. Le diesel manque, entraînant coupures de courant et chômage technique en ville comme à la campagne. Les finances publiques se dégradent. Les réserves de devises ont chuté en deux ans, passant de 36 à 13 milliards de dollars. Cela représenterait trois mois d'importation de blé et de carburant : comment fera-t-on cet été, sachant que l'Egypte est le premier importateur de blé au monde ? La livre égyptienne est en baisse, et les produits alimentaires en hausse. Derrière ces chiffres et le tableau macro-économique qu'ils dessinent, se cache une impitoyable réalité : la pauvreté endémique que connaît le pays, la vie de misère imposée depuis trop longtemps à des dizaines de millions d'Egyptiens [et déjà avant la chute de Moubarak]. (...) Depuis près de deux ans, Le Caire négocie un prêt de 4,8 milliards de dollars. Il serait susceptible de rassurer les investisseurs étrangers et de débloquer toute une série d'aides : celles de l'Union européenne, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement. (...) Le FMI demande une baisse des subventions de l'Etat sur un certain nombre de produits de base et une hausse des impôts. (...) Le FMI déplore le peu de compétences techniques de l'équipe du président Morsi. (...) Car on devrait bien trouver un moyen d'attaquer le mal : comment transformer le système de subventions actuel – gouffre financier notoirement inefficace– en un mécanisme de protection plus ciblé qui aide les pauvres à sortir de leur condition. » Après la chute de Moubarak, l'armée, avec la propagande exercée par les institutions de l'Etat autour de l'effondrement de l'économie nationale, s'est régulièrement mise à pointer « la révolution » de 2011 comme étant la cause du désastre économique, le FMI et l'UE, jouant en Egypte la situation grecque. Or, l'effondrement économique de l'Egypte était déjà un acquis dans le système militaires-Moubarak, que le pillage, la corruption et leur enrichissement masquaient. L'armée, qu'elle soit au pouvoir ou dans les coulisses, se retrouve maintenant redorée de valeurs « révolutionnaires » et « démocratiques ». Mais c'est l'Etat qui garantit l'illusion d'une nation, une illusion qui doit être maintenue, sous peine de voir tout le pays, donc toute une région sombrer. Il faut parer au pire et c'est pourquoi, un état d'urgence légitime cette situation nouvelle, sous des valeurs démocratiques et dans (et justifié par) un décor de « genre de guerre civile » provoquée par l'armée entre le « camp laïc » et les islamistes pro-Morsi. De quoi s'occuper longtemps dans cette situation dans une zone d'effondrement.

A Gaza, *Le manifeste de la jeunesse de Gaza*, par Gaza Youth Breaks Out, un Collectif de jeunes artistes et militants associatifs de la bande de Gaza : « Merde au Hamas. Merde à Israël. Merde au Fatah. Merde à l'ONU et à l'Unrwa¹⁸⁸. Merde à l'Amérique ! Nous, les jeunes de Gaza, on en a

¹⁸⁷ *Le Monde*, 05 avril 2013.

¹⁸⁸ Agence de l'ONU créée en 1948 pour prendre en charge les réfugiés palestiniens.

marre d'Israël, du Hamas, de l'occupation, des violations permanentes des droits de l'homme et de l'indifférence de la communauté internationale.

Nous voulons crier, percer le mur du silence, de l'injustice et de l'apathie de même que les F16 israéliens pètent le mur du son au-dessus de nos têtes, hurler de toute la force de nos âmes pour exprimer toute la rage que cette situation pourrie nous inspire. Nous sommes comme des poux coincés entre deux ongles, nous vivons un cauchemar au sein d'un autre cauchemar. Il n'y a pas d'espace laissé à l'espoir, ni de place pour la liberté. Nous n'en pouvons plus d'être piégés dans cette confrontation politique permanente, et des nuits plus noires que la suie sous la menace des avions de chasse qui tournent au-dessus de nos maisons, et des paysans innocents qui se font tirer dessus simplement parce qu'ils vont s'occuper de leurs champs dans la zone "de sécurité", et des barbus qui se pavanent avec leurs flingues et passent à tabac ou emprisonnent les jeunes qui ont leurs idées à eux, et du mur de la honte qui nous coupe du reste de notre pays et nous enferme dans une bande de terre étriquée.

On en marre d'être présentés comme des terroristes en puissance, des fanatiques aux poches bourrées d'explosifs et aux yeux chargés de haine ; marre de l'indifférence du reste du monde, des soi-disant experts qui sont toujours là pour faire des déclarations et pondre des projets de résolution mais se débinent dès qu'il s'agit d'appliquer ce qu'ils ont décidé ; marre de cette vie de merde où nous sommes emprisonnés par Israël, brutalisés par le Hamas et complètement ignorés par la communauté internationale.

Il y a une révolution qui bouillonne en nous, une énorme indignation qui finira par nous démolir si nous ne trouvons pas le moyen de canaliser cette immense énergie pour remettre en cause le statu quo et nous donner un peu d'espoir. Le dernier coup qui a encore aggravé notre frustration et notre désespoir s'est produit le 30 novembre, quand des miliciens du Hamas ont débarqué au siège du Sharek Youth Forum¹⁸⁹ avec leurs fusils, leurs mensonges et leur agressivité. Ils ont jeté tout le monde dehors, arrêté et emprisonné plusieurs personnes, empêché Sharek de poursuivre ses activités ; quelques jours plus tard, des manifestants regroupés devant le siège de Sharek ont été agressés, battus et pour certains emprisonnés.

C'est vraiment un cauchemar au sein d'un autre cauchemar que nous vivons. Il n'est pas facile de trouver les mots pour décrire la pression qui s'exerce sur nous. Nous avons difficilement survécu à l'opération "Plomb durci" de 2008-2009, quand Israël nous a systématiquement bombardé la gueule, a détruit des milliers de logements et encore plus de vies et de rêves. Ils ne se sont pas débarrassés du Hamas comme ils en avaient l'intention mais ils nous ont fichu la trouille pour toujours, et le syndrome du "stress post-traumatique" s'est installé à jamais en chacun de nous, parce qu'il n'y avait nulle part où fuir les bombes.

Nous sommes une jeunesse au cœur lourd. Nous portons en nous un poids tellement accablant qu'il nous empêche d'admirer le coucher de soleil : comment pourrait-on, alors que des nuages menaçants bouchent l'horizon et que des souvenirs effrayants passent dans nos yeux à chaque fois que nous les fermons ? Nous sourions pour cacher la douleur, nous rions pour oublier la guerre, nous gardons l'espoir pour ne pas nous suicider tout de suite.

Au cours des dernières années, Hamas a tout fait pour prendre le contrôle de nos pensées, de notre comportement et de nos attentes. Nous sommes une génération de jeunes qui se sont déjà habitués à évoluer sous la menace des missiles, à poursuivre la mission apparemment impossible qui consiste à mener une existence normale et saine, et nous sommes à peine tolérés par une organisation tentaculaire qui s'est étendue à travers notre société, tel un cancer malveillant déterminé à détruire dans sa propagation jusqu'à la dernière cellule vivante, la dernière opinion divergente, le dernier rêve possible, à paralyser chacun de nous en faisant régner la terreur. Et tout ça arrive dans la prison qu'est devenu Gaza, une prison imposée par un pays qui se prétend démocratique.

A nouveau l'histoire se répète dans toute sa cruauté et tout le monde a l'air de s'en moquer. Nous vivons dans la peur. Ici, à Gaza, nous avons peur d'être incarcérés, interrogés, battus, torturés, bombardés, tués. Nous avons peur de vivre parce que chaque pas que nous faisons doit être sérieusement considéré et préparé, parce qu'il y a des obstacles et des interdits partout, parce qu'on

¹⁸⁹ www.sharek.ps une organisation de jeunesse très active à Gaza.

nous empêche d'aller où nous voulons, de parler et d'agir comme nous le voulons et même parfois de penser ce que nous voulons, parce que l'occupation colonise nos cerveaux et nos cœurs, et c'est tellement affreux que c'est une souffrance physique, que nous voulons verser des larmes de révolte et de colère intarissables.

Nous ne voulons pas avoir de haine, ressentir toute cette rage, et nous ne voulons pas être encore une fois des victimes. Assez ! Nous en avons assez de la douleur, des larmes, de la souffrance, des contrôles, des limites, des justifications injustifiées, de la terreur, de la torture, des fausses excuses, des bombes, des nuits sans sommeil, des civils tués aveuglément, des souvenirs amers, d'un avenir bouché, d'un présent désespérant, des politiques insensées, des politiciens fanatiques, du baratin religieux, de l'emprisonnement. Nous disons : ASSEZ ! Ce n'est pas le futur que nous voulons !

Nous avons trois exigences : nous voulons être libres, nous voulons être en mesure de vivre normalement et nous voulons la paix. Est-ce que c'est trop demander ? Nous sommes un mouvement pacifiste formé par des jeunes de Gaza et des sympathisants de partout ailleurs, un mouvement qui continuera tant que la vérité sur ce qui se passe chez nous ne sera pas connue du monde entier, et à tel point que la complicité tacite et la tonitruante indifférence ne seront plus acceptables.

Ceci est le manifeste pour le changement de la jeunesse de Gaza !

Nous allons commencer par rompre l'occupation qui nous étouffe, par nous libérer de l'enfermement mental, par retrouver la dignité et le respect de soi. Nous garderons la tête haute même si nous rencontrons le refus. Nous allons travailler nuit et jour pour changer la situation lamentable dans laquelle nous nous débattons. Là où nous nous heurtons à des murs, nous construirons des rêves.

Nous espérons que vous qui lisez maintenant ces lignes, oui, vous, vous nous apporterez votre soutien. Pour savoir sous quelle forme c'est possible, écrivez sur notre mur ou contactez-nous directement à freegazayouth@hotmail.com

Nous voulons être libres, nous voulons vivre, nous voulons la paix¹⁹⁰. »

6 juillet 2013

Annexe

Texte sur l'« Appel à la création d'un Conseil National pour la sauvegarde de la Révolution »

« Nous avons appelé dès le 18 janvier 2011 à la création d'un Conseil National pour la sauvegarde de la Révolution du 14 janvier 2011 et nous sommes très heureux aujourd'hui de voir cette proposition sur le chemin d'une concrétisation pour le bien du peuple tunisien... Aujourd'hui encore comme jamais, il est urgent et indispensable d'instaurer rapidement un Conseil National tunisien pour la sauvegarde et la protection de la Révolution du 14 janvier 2011, particulièrement en raison de ce qui se trame à l'encontre de la révolution tunisienne du 14 janvier 2011 aussi bien des dangers qui la guettent de l'intérieur que de l'extérieur, à savoir :

- 1- des commissions constituées sans aucune consultation préalable des représentants du peuple tunisien, commissions qui ont la charge de tracer l'avenir de la Tunisie comme bon leur semble, par des professeurs de droit public en majorité bénalistes,
- 2- des nominations récentes des Gouverneurs en majorité issus du R.C.D.
- 3- des nominations des hauts fonctionnaires de la police et de la gendarmerie, anciennes figures du régime de Ben Ali,
- 4- les grands partis politiques d'opposition au régime de Ben Ali issus de "Ennahdha" de Rached Ghannouchi et de "C.P.R" de Moncef Marzougui n'ont pas été encore légalisés alors que le Premier Ministre Ghannouchi venait depuis le 14 janvier 2011 et jusqu'à ce jour, de légaliser plus d'une

¹⁹⁰ *Liberation*, 28 décembre 2010 (traduit de l'anglais par Bernard Cohen).

quinzaine de petits partis, en majorité de la Gauche Laïque, sachant très bien que ces petits partis politiques ne constitueront pas, lors des élections prochaines, un danger pour l'équipe actuelle au pouvoir en majorité issue du régime de Ben Ali. En effet, il est toujours d'usage que les petits partis se rabattent toujours sur les grands partis que ce soit lors des élections résidentielles ou législatives...!

5- des milices bénalistes semant la terreur dans la population tunisienne pour avorter la Révolution sous la complicité du pouvoir tunisien actuel... Ces milices sont très souvent armées sous les ordres d'une mafia de l'ancien régime de Ben Ali...!

6- une politique étrangère reconduite actuellement à l'identique comme au temps de Ben Ali, vis-à-vis de l'investissement des étrangers en Tunisie, vis-à-vis de l'Union Européenne, vis-à-vis de la Ligue Arabe, vis-à-vis de l'Union Pour la Méditerranée, vis-à-vis de l'Union Africaine, vis-à-vis de l'Union du Maghreb Arabe... Aujourd'hui, le Premier Ministre Ghannouchi et son Président par intérim F.M'Bazzaa ainsi que l'ancien Bureau du R.C.D, et la majorité des députés et des conseillers actuels, veulent maintenir la même politique étrangère tunisienne qui a été conduite dans le passé par le régime de Ben Ali...

7- des dangers guettant la révolution tunisienne du 14 janvier 2011 peuvent toujours provenir des Etats-Unis, d'Israël, de l'Union Européenne (Italie, France...), des pays Arabes, comme les pays du Golfe, de la Lybie, de l'Algérie ou du Maroc où paraît-il le dictateur Ben Ali trouve actuellement refuge après avoir quitté discrètement l'Arabie Saoudite... D'ailleurs, beaucoup d'armes ont été saisies en Tunisie depuis le 14 janvier jusqu'à ce jour, par l'armée tunisienne en provenance des pays étrangers... Malheureusement, d'autres quantités importantes d'armes continuent à circuler en Tunisie discrètement dans les mains de la mafia benaliste : ce qui constitue un sérieux danger pour la sécurité de la population tunisienne...! L'ensemble de ces éléments laissent à douter sérieusement de l'intention de M.Ghannouchi et son Président par intérim M'Bazzaa de vouloir répondre réellement à la volonté populaire du 14 janvier 2011...!

C'est pour toutes ces raisons qu'il est indispensable et urgent d'instaurer un Conseil National pour la sauvegarde et la protection de la Révolution, Conseil qui doit être issu de la base populaire et non du haut de la hiérarchie gouvernementale ou des partis politiques, Conseil qui doit être issu à travers une représentation populaire regroupant bien sûr des représentants au niveau de chaque Gouvernorat, des comités élus et formés de citoyens issus de toutes les catégories sociales à savoir : des intellectuels tels que les avocats, les enseignants, les médecins, mais aussi des militants du peuple, des familles des martyrs, des syndicalistes de l'U.G.T.T., etc... Au niveau régional des Gouvernorats, ces représentants issus du peuple tunisien et désignés par lui, formeront des Comités pour la sauvegarde de la Révolution qui seront dans leur ensemble coiffés d'un Conseil National de la Révolution dont les membres sont désignés à travers ces Comités.

Cette organisation représentative serait encadrée par un décret-loi, de manière à contrôler son fonctionnement pour qu'il n'y ait pas des abus, etc... Ainsi, le fonctionnement du Conseil National pour la sauvegarde et la protection de la Révolution ne prêterait pas à des fantasmes de la peur... Son but unique est de répondre aux revendications du peuple tunisien exprimées à travers la Révolution du 14 janvier 2011...¹⁹¹ Écrit par G.H. le 16 février 2011. »

¹⁹¹ G. H., « Tunisie : vers l'instauration urgente d'un Conseil National de la Révolution en Tunisie issu du peuple », *Thalassolidaire*, 16 février 2011 (<http://thalassolidaire.over-blog.com/article-tunisie-vers-l-instauration-urgente-d-un-conseil-national-de-la-revolution-en-tunisie-issu-du-peuple-16-02-2011-67339532.html>).